ÉTAT DE LA JEUNESSE DANS LES ÉTATS MEMBRES DE L'OCI RAPPORT DE 2017



COMMANDÉ PAR LA 3^{ème} CONFÉRENCE ISLAMIQUE DES MINISTRES DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS









ÉTAT DE LA JEUNESSE DANS LES PAYS MEMBRES DE L'OCI 2017







© 2017, Centre des recherches statistiques, économiques et sociales et de formation pour les pays islamiques (SESRIC)

Kudüs Cad. № 9, Diplomatik Site, 06450 ORAN, Ankara, Turquie

Téléphone: +90-312-468 6172 Internet: www.sesric.org E-mail: pubs@sesric.org

Tous droits réservés par le SESRIC et L'ICYF-DC.

Pendant la phase de traitement et de préparation de ce travail, le SESRIC et l'ICYF-DC ont adopté des normes élevées afin d'augmenter la précision des données incluses dans ce document. Les dénominations et toutes autres informations contenues dans n'importe quelle section ou graphique n'impliquent aucun jugement de la part du SESRIC et l'ICYF-DC quant au statut juridique d'aucune entité. En outre, ils déclinent toute responsabilité quant à tout type de débat politique soulevé sur la base des données et informations présentées dans cette publication. Les frontières et les noms indiqués sur les cartes présentées dans cette publication n'impliquent aucune reconnaissance ou acceptation officielle de la part du SESRIC et l'ICYF-DC. Le matériel présenté dans cette publication est protégé par les droits d'auteur. En vertu des droits d'auteur qu'il revendique, et comme il encourage la diffusion de ses publications dans l'intérêt des pays membres de l'OCI, le SESRIC et l'ICYF-DC accorde l'autorisation de voir, copier, télécharger, et imprimer le matériel présenté à condition que ces matériaux ne soient pas réutilisés, sous n'importe quelle condition, pour des buts commerciaux.

Pour obtenir la permission de reproduire ou de réimprimer toute partie de cette publication, veuillez envoyer une demande accompagnée d'informations complètes au Département des publications à l'adresse suivante : Kudüs Cad. No: 9, Diplomatik Site, 06450 Oran, Ankara – Turquie

Toutes questions concernant les droits et les permissions devraient être adressées au Département des publications, SESRIC, à l'adresse ci-dessus

ISBN: 978-975-6427-59-0

La conception intérieure a été faite par Savas Pehlivan, Département des publications, SESRIC.

La couverture a été faite par Kenan Gül, Département des publications, ICYF-DC.

Pour plus d'informations, veuillez contacter le Département de Recherches, SESRIC à travers: research@sesric.org

Remerciements

Ce rapport a été préparé par une équipe de chercheurs du SESRIC et de l'ICYF-DC dirigée par Neslihan Cevik et composée de Cem Tintinm Saliha Bushra Barkcin et Adam Atauallah Bensaid. Le travail a été effectué sous la supervision générale de M.Nabil Dabour, Directeur général adjoint du SESRIC et Directeur intérimaire du Département des recherches et de M. Abdula Manafi Mutualo, Directeur général de la Politique Jeunesse, de l'Education et de la Formation à l' ICYF-DC, qui ont apporté leurs commentaires et réactions.

Table des matières

PR	ÉFACE	ii	i
L.	Introdu	uction1	
2.	•	incipaux enjeux de la jeunesse dans les États membres de l'OCI: Le eurs économiques, politiques, culturels et sanitaires	
2	2.1 Édu	cation et formation	3
	2.1.1	Tendances de l'éducation des jeunes dans les États membres de l'OCI	3
	2.1.2 Red	commandations de politiques	7
2	2.2 L'er	mploi et l'entrepreneuriat	9
	2.2.1	L'emploi	9
	2.2.2	Recommandations de politique14	1
	2.2.3	Entrepreneuriat et entrepreneuriat social : pourquoi l'entrepreneuriat des jeunes devrait être au cœur de la stratégie nationale relative l'entrepreneuriat?	à
	2.2.4	Recommandations de politique23	3
2	2.3 Serv	vices de santé30)
	2.3.1	Un aperçu sur les services et politiques de santé30)
	2.3.2	Jeunesse et santé de la reproduction3	1
	2.3.3	Jeunesse et santé mental	3
	2.3.4	Dépendances des jeunes au tabac, à l'alcool, aux drogues, et à le technologie	
	2.3.5	Recommandations de politique39	9
2	2.4 Déf	is politiques4	1
	2.4.1	Engagement politique et participation civile4	1
	2.4.2	Extrémisme et conflit58	3
	2.4.3	Recommandations de politique60	5

2	2.5 Jeur	nesse et culture : entre communauté et mondialisation	68		
	2.5.1	Les jeunes et le clash des cultures	69		
	2.5.2	Le potentiel de la Génération Y est réduit	72		
	2.5.3	Recommandations de politique	74		
3.	Observ	vations finales	77		
4.	Annexe: Franchir le premier pas pour un indicateur propre à l'OCI: Indicateur d performance des politiques de la jeunesse pour les pays de l'OCI7				
ı	. Question	s de l'enquête	81		
I	II. Codification et pointage86				
I	II. Exemple	es pilotes	87		
Réf	Références91				

Bien que les États membres de l'OCI peuvent faire face à différents défis dans leurs efforts déployés vers le développement, la croissance et la durabilité, un lien constant les réunit tous, indépendamment de leur situation géographique ou économique, ce lien est la jeunesse. Dans presque toutes les questions importantes ayant une incidence sur le fonctionnement effectif et le développement des nations, les jeunes représentent le dénominateur commun, en tant que personne ou une capacité novatrice inutilisée, ou, subsidiairement, un puissant moteur de croissance, de dynamisme et d'engagement civique. A cette fin, améliorer le rôle et les capacités des jeunes est devenu non seulement une question de justice et de bonne gouvernance, mais une nécessité stratégique pour l'avenir et la prospérité de nos nations.

C'est particulièrement vrai pour la région de l'OCI qui jouit de l'une des concentrations des jeunes les plus élevées du monde, ce qui lui donne des avantages sans précédent dans les domaines de l'industrie, l'innovation et la croissance; si leur potentiel est exploite raisonnablement. Dans cet objectif, il est nécessaire d'évaluer l'état de la jeunesse à travers les États membres de l'OCI ainsi qu'identifier les moyens et voies de synergie et de coopération intra-OCI effective sur les questions des jeunes, assurant ainsi une dynamique à de sérieux investissement dans les générations présentes et futures. En relevant les défis dont ils font face, nous devons équiper nos jeunes de connaissances, compréhension et d'opportunités afin de relever les sources de discorde présentes et les questions stratégiques futures. Dans cet esprit, il est nécessaire d'inculquer aux jeunes générations l'importance de la solidarité islamique, et les familiariser aux cultures de l'innovation, le devoir civique, la coopération et la clairvoyance.

Ce rapport est donc important pour comprendre les mesures nécessaires pour cultiver et engager les jeunes d'aujourd'hui, en fournissant des politiques effectives, une orientation instructive et défendre la cause de l'engagement politique, l'entrepreneuriat et l'autonomie des jeunes. A cet égard, je tiens à exprimer ma reconnaissance à l'ICYF-DC pour leur initiative d'élaboration du présent rapport. De plus, je voudrais adresser mes remerciements au SESRIC et à l'ICYF-DC pour leurs contributions excellentes qui ont mené à l'élaboration du premier rapport de son genre lors de la présidence de la Turquie de la 3ème Conférence islamique des ministres de la Jeunesse et des Sports (CIMJS). Je pense que ce rapport représente une étape importante pour les jeunes de l'OCI et de l'au-delà.

A cette fin, il est peut-être plus important que jamais que, durant ces périodes agitées, de mener nos jeunes vers un avenir qu'on espère meilleur, d'autant plus enracinés dans des valeurs de détermination infatigable, de dévouement inébranlable et de responsabilité sociale constante. Un telle démarche majeure nécessite des efforts de tous les États membres et des différentes parties prenantes, rendu d'autant plus critique par tout ce que nous risquons de perdre, et d'autant plus nécessaire par tout ce que nous avons à gagner. J'ai la conviction que ce rapport peut très bien servir à tourner nos attentions priorité et efforts communs, ce qui n'est qu'un début d'une initiative importante qui va dans la bonne direction de la prospérité et du développement de nos États membres et leurs peuples.

Dr. Osman Aşkın BAK Ministère de la Jeunesse et des Sports de la République de Turquie

La jeunesse représente un potentiel démographique remarquable pour les États membres de l'OCI. Pourtant, la jeunesse présente également des défis. Avec le nombre croissant de conflits et de difficultés économiques, les jeunes doivent représenter un puissant stimulant et un principal facteur de résolution stratégique des défis à différents niveaux.

Répondre aux besoins des jeunes et étudier les circonstances auxquelles ils font face ne sont pas seulement nécessaires, mais d'une importance stratégique pour l'avenir du monde islamique. Une compréhension et une réflexion approfondies sur le potentiel que les jeunes représentent, ainsi que la résolution urgente des défis qu'ils rencontrent est une nécessite.

Il est essentiel de souligner que l'autonomisation des jeunes à travers des plateformes inclusives de prise de décisions aux niveaux national et international ne contribuera pas seulement à la réalisation de leur potentiel, mais renforcera également les liens pour une action collective et l'esprit de la solidarité islamique dans différents domaines

Cette étude importante préparée par le Centre de recherches statistiques économiques et sociales et de formation pour les pays islamiques (SESRIC) et le Forum islamique des jeunes pour le dialogue et la coopération (ICYF-DC) adopte une approche constructive et indispensable pour faire face aux défis que rencontrent les jeunes dans les États membres de l'OCI.

Le rapport soutient cette cause par des analyses politiques décisionnelles pour combler le fossé des compétences dont le marché a besoin, l'amélioration de l'entreprenait des jeunes et l'élaboration des mécanismes pour l'engagement civique et politique. De plus, il appelle à accorder une attention aux effets de la santé, le bien-être mental et les changements socio-culturels sur la jeunesse. Compte tenu de la complexité que ces changements posent, une action et des politiques multidimensionnelles et adaptées sont nécessaires.

La rédaction de ce rapport coïncidant également avec des problèmes majeurs causés par la montée du radicalisme et de l'extrémisme violent et touchant malheureusement les jeunes vulnérables en se basant sur le manque d'éducation, le chômage, la marginalisation et la privation. Cette situation laisse notre Organisation devant de grands défis qui exigent de prodigieux efforts de la part des parties prenantes à savoir: Les États membres, le Secrétariat Général, et les institutions concernées et les autres partenaires. Le rapport identifie d'autres mesures constructives à suivre. Le secrétariat général et les institutions de l'OCI concernées ont déployé beaucoup d'efforts, notamment la tenue de trois conférences ministérielles sur la jeunesse. L'OCI continuera à ne ménager aucun effort pour résoudre les problèmes auxquels les jeunes sont confrontés.

J'espère que ce rapport contribuera à sensibiliser les décideurs dans les États membres de la nécessite d'assurer que les jeunes seront au cœur de l'ordre du jour de la politique publique afin d'atteindre la transformation positive et virale dans nos États membres et réaliser les objectifs du Programme d'action décennal de l'OCI.

Dr. Yousef A. Al-OTHAIMEEN

Secrétaire Général

Organisation de coopération islamique

Une des plus importantes décisions de la 3ème Conférence islamique des Ministres de la Jeunesse et des Sports (CIMJS), tenue à Istanbul, Turquie, les 05-07 octobre 2016, fut le mandat donné aux Forum Islamique des jeunes pour le dialogue et la coopération (ICYF-DC), et le Centre de recherches statistiques économiques et sociales, et de formation pour les pays islamiques (SESRIC), institutions subsidiaires et affiliées de l'organisation de coopération islamique (OCI), respectivement, qui consiste à préparer le rapport sur « *l'État des jeunes dans les pays membres de l'OCI* ».

Le besoin de rédaction d'un rapport qui évalue profondément la situation des jeunes dans le monde islamique résulte du fait que parmi environ 1,75 milliards de jeunes (groupe d'âge de 15-29) dans le monde, près de 500 millions, soit 28,5% vivent dans les États membres de l'OCI. Un chiffre suffisamment important pour nous inciter à adopter dans le rapport une approche globale en analysant l'état des jeunes dans les pays membres de l'OCI. De nouveaux défis et perceptives se posent aux jeunes dans un contexte d'évolution culturelle rapide résultant de la mondialisation, et surtout, de l'adoption de nouveaux modes de vie mondiaux Le ICYF-DC est fermement résolu à servir les jeunes de l'Oumma en mettant en œuvre un certain nombre d'initiatives reposant sur la conviction que les jeunes musulmans doivent valoriser leurs origines et l'héritage inestimable de la tradition islamique, tout en s'impliquant dans des programmes de sensibilisation exceptionnels qui les formeront à être des citoyens du monde optimistes, constructifs et responsables envers l'Oumma et l'humanité dans son ensemble.

l'État des jeunes dans les États membres de l'OCI reflète les pressions et défis sociaux qui auront des incidences importantes sur la politique, l'économie, et la société dans les années à venir. Un point d'intérêt particulier est le rôle des nouvelles technologies d'information et des média sociaux sur l'engagement, la participation et le développement des jeunes. Étant plus interconnectés au plan global qu'auparavant, les jeunes des États membres de l'OCI sont plus désavantagés par rapport aux jeunes dans d'autres groupes en raison de l'accès limité aux opportunités et possibilités de participation régionale et internationale allant de l'innovation technologique à l'accès à l'éducation.

Il existe, bien sûr, plusieurs occasions pour apporter des changements positifs, qui doivent être fondés sur les efforts des décideurs à faciliter la participation des jeunes, notamment en mobilisant les jeunes au bénévolat pour aborder les enjeux internationaux, régionaux, et au niveau de l'OCI, et leurs causes. Il faut également créer de nouvelles possibilités pour impliquer les jeunes dans des échanges avec leurs pairs dans d'autres régions de l'OCI et au-delà. Les décisions historiques de la 3 dème CIMJS d'élaborer une stratégie globale pour la jeunesse et d'adopter le Plan d'action commun

pour la jeunesse (PACJ), créant ainsi un cadre nouveau d'une politique coordonnée sur la jeunesse dans les États membres de l'OCI, sont des feuilles de routes importantes vers la réalisation du développement global des jeunes musulmans. Dans ce cadre, le CYF-DC, en tant que Secrétariat de la CIMJS et d'organe d'exécution du PACJ, est prêt à servir comme un instrument clé offrant aux jeunes citoyens de nouvelles opportunités de participer à la prise de décision internationale et régionale, aux débats publics et à l'élaboration de politiques notamment dans le discours sur les objectifs de développement durables la participation des jeunes, la paix, les droits de l'Homme, l'innovation et le dialogue interculturel.

Pour qu'une telle transformation positive soit possible, le monde musulman doit mettre les politiques de la jeunesse axées sur l'engagement positif des jeunes au cœur de ses priorités. Tout en appréciant la contribution d'un nombre d'États membres dans la préparation de ce rapport, nous comptons sur les efforts déployés par l'ICYF-DC et le SESRIC dans l'élaboration du contenu du rapport, notamment en matière de recommandations politiques, pour fournir les informations et lignes directives nécessaires pour assurer une plus grande connaissance et appréciation des questions à l'étude par les parties prenantes concernées, y compris les décideurs nationaux et internationaux, les institutions de la société civile orientées vers les jeunes et les jeunes activistes dans les États membres de l'OCI et au-delà.

Nous nous attendons que ce rapport sert comme ressource précieuse qui souligne les mesures à prendre pour la jeunesse pour un monde musulman plus confiant, autonome et prêt à transformer les défis difficiles à long-terme en de nouvelles opportunités pour tous.

Ambassadeur Elshad ISKANDAROV
Président,
Forum Islamique des Jeunes pour
le dialogue et la coopération (ICYF-DC)

Par définition, la durabilité est une bataille longue et éprouvante qui nécessite l'engagement des acteurs sociaux actuels ainsi que ceux des générations futures. Les jeunes vont en effet prendre le relais et prendre la responsabilité de maintenir la gouvernance nationale vers la croissance économique et sociale. Il faut cependant préciser qu'une politique de jeunesse d'une nation donnée sert de passerelle du présent vers l'avenir, car elle détermine dans quelle mesure la nation investie dans son avenir.

Au début du nouveau millénaire, la catégorie sociale des jeunes est entrée sur la scène publique des États membres de l'OCI, et cette évolution a été positive car elle stimule le développement en reconnaissant le pouvoir des jeunes à façonner l'avenir de leurs sociétés. Toutefois, jusqu'à une époque récente, les jeunes ont été perçus dans plusieurs États membres de l'OCI comme une source d'inquiétude. L'augmentation de la population jeune, par exemple, a été souvent décrite comme une bombe à retardement démographique. Les jeunes ont été considérés comme de vulnérables victimes, susceptibles de devenir les proies des idéologies politiques extrémistes et des comportements déviants allant de la criminalité, la décadence culturelle à la consommation abusive de drogues. Les jeunes musulmans ont néanmoins présenté une image alternative.

Il est vrai que l'augmentation de la population jeune suscite des préoccupations au sujet des ressources humaines et démographiques. Néanmoins, il a été observé que les jeunes constituent aussi un moteur de croissance économique: les jeunes ont une capacité supérieure d'innovation, d'adaptation aux nouvelles technologies et de réactivité en fournissant de nouvelles solutions à de vieux problèmes. Il est également vrai qu'ils sont vulnérables au recrutement dans des groupes ayant des idéologies haineuses, mais ils sont également des agents de changement qui aident leurs communautés, de manière originale et effective, à travers le volontariat et l'entrepreneuriat social. Les jeunes peuvent être plus vulnérables aux comportements déviants, mais ils occupent aussi une position unique, qui leurs permet de susciter des changements sociaux et culturels, en préservant, dans le même temps, les valeurs culturelles et religieuses dans l'avenir. Aucun segment social n'a cette position unique d'être à la fois un réformateur et un gardien de valeurs profondément enracinées. Tout cela indique que les politiques nationales de la jeunesse ne doivent pas limiter leur perception des jeunes seulement aux craintes. Elles doivent plutôt considérer les jeunes comme une opportunité et redoubler les efforts pour exploiter leurs potentiels.

En fait, le rapport: *l'État des jeunes dans les États membres de l'OCI* reflète cette perspective en vue de contribuer aux efforts des décideurs dans les États membres pour bénéficier du potentiel des jeunes dans leurs sociétés. Cela faisant, le rapport examine et évalue les défis rencontrés par les jeunes dans de nombreux domaines tels que les domaines économique, politique, culturel, de l'enseignement, de la santé, et propose aux décideurs des idées opérationnelles. Ce rapport, qui a été préparé par le SESRIC en coopération avec l'ICYF-DC (Forum Jeunesse de la Conférence islamique pour la Coopération et le Dialogue) comme prescrit par la 3ème session de la Conférence islamique des ministres de la Jeunesse et des Sports tenue à Istanbul en octobre 2016, rappelle principalement que la performance et la capacité des jeunes à agir comme des agents de la durabilité culturelle et économique dépendra en grande partie de la façon dont les décideurs d'aujourd'hui relèvent les défis continus et futurs.

Dans ce contexte, une première tentative a été faite pour développer L'indicateur de performance des politiques de la jeunesse pour les pays membres de l'OCI en vue d'évaluer comment les États membres adressent les questions liées à la jeunesse et ce qui devrait davantage être fait. L'indicateur est un outil pratique qui renforcera la coopération au sein de l'OCI avec pour but d'autonomiser les jeunes dans chaque État membre. Comme indiqué à l'annexe du rapport, l'indicateur de performance des politiques de la jeunesse pour les pays membres de l'OCI a été élaboré pour quelques États membres pilotes qui ont répondu au questionnaire envoyé à tous les États membres. Avec le soutien des États membres par la fourniture des données et informations nécessaires, nous espèreront parvenir à une version plus complète de l'indicateur de performance des politiques de la jeunesse pour les pays membres de l'OCI dans les futures éditions du rapport.

L'Amb. Musa KULAKLIKAYA

Directeur général,

Centre de recherches statistiques économique et sociales
et de formation pour les pays islamiques (SESRIC)

1. Introduction

Le présent rapport examine l'état de la jeunesse dans les États membres de l'OCI. D'abord, le rapport commence par enquêter sur les défis et perspectives du bien-être de la jeunesse dans les domaines suivants: 1) l'éducation et la formation; 2) l'emploi et l'entrepreneuriat; 3) la santé physique et mentale; 4) la participation politique et civile; et 5) le changement de culture et de valeurs.

Pour examiner les résultats en matière d'éducation, le rapport étudie des indicateurs clés tels que les taux d'alphabétisation chez les jeunes, les taux de scolarisation au lycée et la mobilité internationale des étudiants.

Au niveau de l'emploi, le rapport étudie les taux d'emploi et de chômage, et la transition au marché du travail tout en tenant compte de la disparité entre les sexes parmi les jeunes.

Sur le plan de l'entrepreneuriat, le rapport identifie les principaux obstacles qui empêchent l'expansion d'écosystèmes stimulants et dynamiques et l'engagement des jeunes dans l'activité entrepreneuriale dans les États membres de l'OCI.

Pour mieux comprendre l'état de santé des jeunes, le rapport se penche sur la santé reproductive, la toxicomanie, la dépendance technologique et la santé mentale en mettant plus particulièrement l'accent sur la santé mentale des jeunes dans les zones de conflits.

Le rapport couvre des indicateurs de base tels que l'âge du vote, l'éducation politique, l'inclusion sociale des jeunes, les jeunes et le radicalisme, les conflits et la réforme institutionnelle pour témoigner des défis politiques auxquels les jeunes font face.

Par ailleurs, le rapport aborde les répercussions de la mondialisation sur les jeunes en examinant le changement des valeurs et des attitudes chez les jeunes, surtout en matière de religion et de famille, et le fossé de valeurs entre les générations.

Les analyses et discussions sont suivies par des suggestions et des analyses décisionnelles, basées sur des données quantitatives, des études de cas qualitatives et les documentations sociales, scientifiques et économiques les plus récentes.

Enfin, le rapport reconnait et souligne que dans leurs efforts d'améliorer les résultats de développement des jeunes, les décideurs politiques se heurtent à des difficultés politiques. En d'autres termes, la prise de décision elle-même devient un défi auquel il faut faire face. Le besoin exige une révision approfondie des cadres politiques existants

de la jeunesse: ce qui a été fait jusqu'ici, ce qui a marché (fonctionné) et ce qui a manqué. Toutefois, une telle révision s'avère difficile, faute de données sur les cadres de politiques spécifiques aux États membres.

Pour combler cette lacune, le rapport prend la première initiative de développer un indicateur de performance des politiques de la jeunesse : l'Indicateur de performance des politiques de la jeunesse pour les pays de l'OCI— un prototype susceptible d'être modifié et amélioré-qui déterminera les aspects généraux et clés des cadres nationaux de politiques de la jeunesse.

Un tel indicateur permettra aux États membres de développer un langage normalisé et commun par lequel les experts nationaux, les décideurs politiques et les institutions concernées de l'OCI peuvent avoir un dialogue cohérent sur les politiques de la jeunesse et sur la manière de les améliorer. L'indicateur de performance des politiques de la jeunesse pour les pays de l'OCI sera le premier indicateur propre à l'OCI qui permettra une coopération intra-OCI plus systématique et effective. Il permettra également de fournir un outil d'évaluation "indigène", objectif et impartial, plutôt que de s'appuyer sur des sources d'indicateurs ouvertes qui ne parviennent généralement pas à prendre les contextes culturels spécifiques en considération ou bien qui ont des partialités normatives.

2. Les principaux enjeux de la jeunesse dans les États membres de l'OCI: Les indicateurs économiques, politiques, culturels et sanitaires

Cette section souligne les principaux enjeux et perceptives de la jeunesse dans les États membres de l'OCI dans les domaines suivants: 1) l'éducation et la formation, 2) l'emploi et l'entrepreneuriat, 3) le changement de culture et de valeurs, 4) la participation politique et civile, et 5) la santé physique et mentale.

Après avoir fourni une vue d'ensemble de l'état de la jeunesse et identifie les enjeux communs qui entravent le bien-être des jeunes, le rapport élabore des analyses décisionnelles et de recommandations de politiques pour chaque dimension. Le rapport utilise des données quantitatives, des études de cas qualitatives et la plus récente documentation sociale, scientifique et économique.

2.1 Éducation et formation

L'éducation est un des investissements les plus importants qu'un pays puisse faire pour la jeunesse. Comme les jeunes sont finalement amenés à déterminer l'avenir d'une société, l'éducation joue un rôle vital lorsqu'il s'agit de terminer la voie de développement d'une société. Il est largement admis qu'investir dans l'éducation et les recherches de qualité au niveau de plusieurs institutions nationales est indispensable pour réaliser une grande croissance économique et réduire la pauvreté et les inégalités. Les sociétés dont les jeunes sont instruits ont aussi tendance à rester pacifiques et stables. De plus, l'éducation aide les jeunes à échapper de la pauvreté en améliorant leurs niveaux de vie.

La durée et la qualité de l'éducation relèvent du développement de la jeunesse. Cependant, dans de nombreuses parties du monde, y compris dans de nombreuses États membres de l'OCI, les enfants quittent l'école sans avoir acquis les connaissances de base dont ils ont besoin pour mener une vie saine et productive et atteindre des moyens de subsistance durables. Une éducation de mauvaise qualité met en péril l'avenir des milliers d'enfants et de jeunes dans la région de l'OCI.

2.1.1 Tendances de l'éducation des jeunes dans les États membres de l'OCI

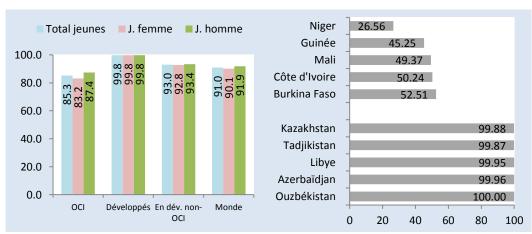
Avec le manque d'éducation et le manque de compétences requises, il est particulièrement difficile pour les jeunes de trouver un emploi sur le marché du travail. En plus de son impact sur le développement économique et la capacité de production,

le chômage à long termes parmi les jeunes peut entrainer des problèmes sociaux parmi les communautés touchées y compris l'exclusion des jeunes, la déviance, le radicalisme, l'extrémisme violent et la toxicomanie.

2.1.1.1 Taux d'alphabétisation des jeunes

Selon les dernières données disponibles, le taux d'alphabétisation chez les jeunes sont comparativement mieux que les taux d'alphabétisation des adultes dans les pays de l'OCI. Néanmoins, le taux moyen d'alphabétisation des jeunes dans les États membres de l'OCI reste encore inférieur à la moyenne des pays non membres de l'OCI en développement et à la moyenne mondiale (Graphique 2.1 ci-dessous). En moyenne, 85,3% des jeunes sont alphabétisés, ce qui est, cependant, encore une fois en dessous de la moyenne mondiale (91,0%) et la moyenne des pays en développement non membres de l' (93,0%). Cependant, dans plusieurs pays, le nombre des femmes analphabètes dépasse en effet être supérieur de loin le nombre de leurs homologues du sexe masculin. En moyenne, l'écart entre les taux d'alphabétisation des jeunes hommes (87,4%) et ceux des jeunes femmes (83,2%) dans les États membres de l'OCI est de 4,2%, ce qui est nettement supérieur à l'écart dans les pays en développement non membres de l'OCI (0,6%) et la moyenne mondiale (1.8%). L'inégalité entre les sexes en matière d'éducation est caractérisée entre autres, par le manque d'accès à, et de disponibilité d'infrastructure éducative sensible aux questions du genre, matériels et programmes de formation, ainsi qu'un taux élevé d'abandon parmi les filles en âge d'être scolarisés au niveau secondaire.

Graphique 2.1: Taux comparatifs d'alphabétisation des jeunes (2015) (à gauche) et les États membres de l'OCI les moins et les plus performants en taux d'alphabétisation des jeunes (2015) (à droite).

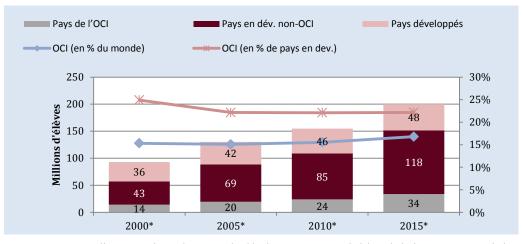


Source : Centre de données de l'ISU, UNESCO

Au niveau de chaque pays, cinq États membres ont des taux d'alphabétisation des jeunes qui sont inférieurs à 50%. L'Ouzbékistan, et l'Azerbaïdjan, avec un taux d'alphabétisation des jeunes de 100% et de 99,96% respectivement, sont les pays les plus performants parmi les pays membres de l'OCI (Graphique 2.1), suivi par la Libye (99,95%), le Tadjikistan (99,87%) et le Kazakhstan (99,8%). Avec un taux de 26,5%, le Niger est le pays le moins performant parmi la communauté de l'OCI, suivi de la Guinée (45,2%) le Mali (49,4%), le Côte d'Ivoire (50,2%) et le Burkina Faso (52,5%)

2.1.1.2 Taux de participation aux études supérieures (Taux d'inscription dans l'enseignement supérieur)

Le graphique 2.2 montre l'effectif total d'étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur. Le nombre total d'étudiants de l'enseignement supérieur dans les États membres à plus que doublé, passant de 14,2 millions à 33,6 millions entre 2000 et 2015. Si l'on compare les parts de l'OCI aux pays en développement non membres de l'OCI et au monde, on constate que les parts des pays membres de l'OCI dans l'effectif total mondial des étudiants de l'enseignement supérieur ont bien été en hausse. Les étudiants de l'enseignement supérieur dans les pays membres représentaient 16,8% du total des étudiants de l'enseignement supérieur dans le monde en 2015, contre 15,3% en 2000. En 2015, les États membre de l'OCI ont enregistré 22,2% (en baisse par rapport à 24,9% en 2000) du total des étudiants de l'enseignement supérieur des pays en développement non membres de l'OCI.

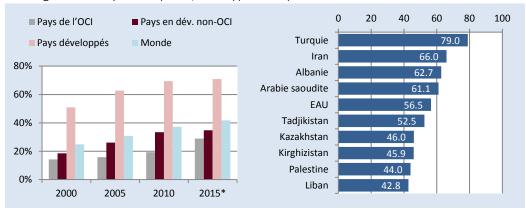


Graphique 2.2: Le total des inscriptions dans l'enseignement supérieur

Source : Le SESRIC, l'UNESCO, les Indicateurs de développement mondial (WDI) de la Banque Mondiale et les Statistiques de la Banque mondiale relatives à l'éducation * ou dernière année disponible

Avec des taux moyens bruts de scolarisation dans l'enseignement supérieur (TBS) de 28,9% en 2015, les États membres de l'OCI sont à la traîne par rapport aux moyennes des pays en développement non membres de l'OCI (34,8%) et des pays développés (70.8%) ainsi que par rapport à la moyenne mondiale de 41,7% (Graphique 2.3). En 2015, seulement 6 États membres, à savoir, la Turquie, l'Iran, l'Albanie, l'Arabie Saoudite, les ÉAU et le Tadjikistan ont enregistré des TBS au-delà de 50,0% (graphique 2,3 à droite). En revanche, le Tchad, le Burkina Faso, la Mauritanie, le Mozambique, le Turkménistan, l'Afghanistan, la Cote d'ivoire et les Comores ont enregistré des taux inférieurs à 10%.

Graphique 2.3: Les taux bruts de scolarisation dans l'enseignement supérieur (à gauche) et les États membres les plus performants en matière de taux brut de scolarisation dans l'enseignement supérieur (en %,2015*)(à droite)



Source: Le SESRIC, l'UNESCO, les Indicateurs de développement mondial (WDI) de la Banque Mondiale et les

2.1.1.3 Mobilité internationale des étudiants

La mobilité internationale accrue des étudiants permet aux jeunes d'étudier dans des établissements d'enseignement étrangers, s'ouvrir à de nouvelles cultures, apprendre de nouvelles langues, approfondir leurs connaissances technologiques et nouer de nouvelles amitiés dans d'autres pays. Les connaissances et qualifications requises à l'étranger sont généralement transférables. Les jeunes qui réintègrent leurs établissements et pays d'origine tendent d'apporter de nouvelles informations et connaissances avec eux qui pourraient avoir une incidence positive sur les rendements des institutions nationales. Les politiques nationales et facteurs institutionnels ont sans doute un effet marqué au niveau des profits tirés de la mobilité internationale des étudiants.

Le nombre d'étudiants poursuivant des études à l'étranger continue de déferler, non seulement en raison de la demande croissante en une éducation de qualité, mais aussi en raison de la concurrence croissante entre les établissements d'enseignement supérieur dans le monde entier pour attirer les plus brillants cerveaux. La reconnaissance internationale des qualifications et la disponibilité des bourses, reflétant la demande des deux parties, sont principalement ce qui a suscité la mobilité croissante des étudiants.

Le taux de mobilité vers l'étranger est la part des étudiants suivant leurs études à l'étranger pour le nombre total des inscriptions dans le pays. Comme représenté dans le graphique 2.4, pareil à d'autres régions du monde, le nombre d'étudiants des pays de l'OCI voyagent à l'étranger pour poursuivre leurs études supérieures avait constamment augmenté pour la période 2000-2015 ou il a presque doublé atteignant 1,1 million en 2015. Par conséquent, la part des États membres de l'OCI dans le total des étudiants mobiles vers l'étranger a augmenté passant de 24% à 28% au cours de la même période. Les principales raisons des augmentations substantielles sont, entre autres, le nombre croissant des jeunes dans l'enseignement supérieur et la croissance économique des États membres de l'OCI, ce qui a créé des opportunités qui permettront aux étudiants de poursuivre leurs études dans les établissements internationaux d'enseignement.

4500 4000 3500 3000 **2003** 2500 2000 2010 1500 2015 1000 500 0 OCI En dév. non-OCI Développés Monde

Graphique 2.4: Total des étudiants nationaux de l'enseignement supérieur inscrits à l'étranger, tous les pays, les deux sexes (nombre)

Source: UNESCO, Base de données d'ISU

2.1.2 Recommandations de politiques

Malgré les rendements scolaires des États membres de l'OCI obtenus au cours des dernières décennies, 14,7% des jeunes des États membres de l'OCI demeurent analphabètes, manquant de compétences élémentaires en calcul et en lecture et soumis ainsi à des possibilités réduites dans leurs tentatives à attirer des emplois décents à temps complet. Avec beaucoup de jeunes manquant même d'une formation de niveau primaire, la persistance d'un niveau élevé de chômage risque de menacer l'inclusion sociale, la cohésion et la stabilité. Les jeunes ayant abandonné précocement l'école

deviennent vulnérables au chômage, la pauvreté et l'adoption de comportements à risque.

De nombreuses raisons expliquent pourquoi les jeunes quittent l'école. On peut citer, entre autres, la pauvreté liée au revenu, le genre, le handicap, les conflits et les guerres. Les faibles rendements de l'éducation perçus au niveau du marché découragent les personnes les moins scolarisés à continuer leurs études. Si prévenir l'abandon scolaire de ces jeunes relève un défi majeur, les possibilités de créer de nouvelles modalités d'apprentissage pour consolider leurs aptitudes et compétences de base doivent être développées pour supporter les efforts des jeunes à trouver des emplois ou à s'engager dans n'importe quelle activité productive.

Améliorer la qualité de l'éducation et la formation technique joue un rôle primordial car cela permet aux systèmes éducatifs de mieux répondre aux besoins changeants des jeunes, des économies et des marchés du travail. Même si l'accès à l'éducation continue de s'améliorer partout dans le monde, de graves préoccupations quant à la qualité de la prestation subsistent toujours. L'éducation de mauvaise qualité touche en particulier les couches défavorisées de la société en ayant une incidence minimale sur leurs vies, et en contribuant peu à leur participation sociale et aux résultats du marché du travail; accentuant ainsi les conditions d'inégalité, de pauvreté et de marginalisation déjà existantes.

D'autres efforts doivent donc être déployés pour garantir que l'enseignement à tous les niveaux réponde aux besoins des jeunes en vue de favoriser leur participation à la vie sociale et économique. Il est aussi nécessaire d'améliorer la qualité des enseignants et des institutions éducatives à travers l'augmentation des budgets alloués aux secteurs de l'enseignement dans les États membres de l'OCI.

En revanche, lorsque les systèmes d'éducation et de formation ne fournissent pas aux jeunes les compétences nécessaires pour échapper à la pauvreté et le chômage, les programmes éducatifs non formels peuvent représenter une solution alternative, aux côtés de l'éducation formelle. Fournis généralement par le biais d'organisations communautaires, de tels programmes peuvent combler les lacunes en offrant des possibilités de développement des compétences et d'apprentissage, surtout pour les groupes défavorisés et marginalisés. En complétant l'éducation formelle, de tels services peuvent améliorer les opportunités des jeunes et les permettre de répondre aux exigences de la vie professionnelle et personnelle. Il est donc extrêmement important de développer et investir dans des programmes éducatifs non formels dans les États membres de l'OCI pour des systèmes éducatifs plus inclusifs.

Les programmes d'enseignement et de formation techniques et professionnels sont également essentiels de permettre aux jeunes d'acquérir les compétences nécessaires pour trouver un travail décent. Sinon, il sera difficile pour les jeunes de trouver, garder ou être promus à un poste. De tels programmes peuvent améliorer les capacités de résolution de problèmes, l'adaptabilité à des environnements changeants, ainsi que la sensibilisation en matière de technologies et pratiques entrepreneuriales. En soutenant la formation tout au long de la vie, de tels programmes favoriseront l'employabilité des jeunes en les permettant de saisir des possibilités d'emploi immédiats et de tirer parti des nouvelles possibilités de carrière.

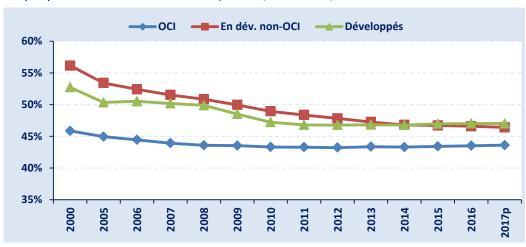
2.2 L'emploi et l'entrepreneuriat

2.2.1 L'emploi

L'intégration des jeunes au marché du travail, le développement des compétences et l'enseignement sont autant de questions cruciales pour un environnement socio-économique équitable, durable et prospère au niveau mondial. Selon l'OIT (2016), le chômage des jeunes reste l'une des questions les plus ardues où les jeunes représentent plus de 35 pour cent de la population totale touchée par le chômage au niveau mondial. En outre, l'OIT (2016) révèle également que plus d'un tiers des jeunes dans le monde en développement vivent dans la pauvreté extrême ou modérée bien qu'ils aient un emploi.

2.2.1.1 Les jeunes sur le marché du travail et les principales tendances

Le taux de participation des jeunes au marché du travail représente la proportion de personnes âgées de 15-24 qui participent activement au marché du travail, soit en travaillant ou en recherchant activement un emploi. Il fournit un indicateur de la taille relative de l'offre de la main-d'œuvre disposée à participer à la production des produits et services.



Graphique 2.5: Le taux d'activité des jeunes (2000-2017)

Source : OIT, Base de données des indicateurs clés du marché du travail (p: projetés)

Comme le montre le graphique 2.5, une tendance à la baisse est observée en matière des taux d'activité des jeunes dans tous les groupes de pays, la moyenne mondiale ayant baissé de 45,8% en 2016 contre 53,3% en 2000. Dans les États membres, le taux moyen a décru de 45,9% en 2000 à 43,5% en 2016. Il a aussi baissé de 52,7% à 47,0% dans les pays développés et de 56,2% à 46,6% dans les pays en développement non membres de l'OCI au cours de la même période. Cette tendance négative peut être expliquée en partie par l'augmentation de la participation des jeunes dans les programmes d'enseignement technique et professionnel, la durée plus longue passée dans les établissements d'enseignement et les politiques sévères du marché de travail vis-à-vis le travail des adolescentes.

D'une part, le taux d'activité des jeunes femmes a baissé en moyenne de 32,2% en 2000 à 31,6% en 2017 dans les États membres (Graphique 2.6). Pourtant, il reste considérablement inférieur aux moyennes des autres groupes de pays. D'autre part, le taux d'activité masculin a relevé une tendance à la baisse dans tous les groupes de pays lors de la période considérée. Il a aussi baissé de 59,1% à 55,1% dans les États membres de l'OCI, de 64,3% à 54,1 dans les pays en développement non membres de l'OCI, et de 55, 2% à 48,2% dans les pays développés au cours de la même période.

■ 2000 ■ 2010 ■ 2017p 70% 60% 50% 40% 30% 20% 10% 0% Développés OCI En dév. non-OCI En dév. non-Développés OCI OCI **Homme** Femme

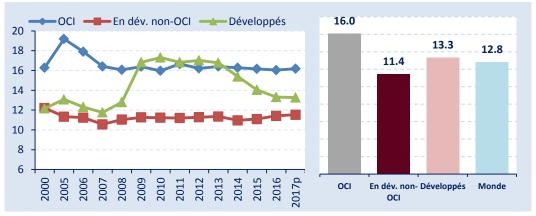
Graphique 2.6: Le taux d'activité des jeunes par sexe

Source: L'OIT, Base de données des indicateurs clés du marché du travail (p: projetés)

Bien que les conditions économiques jouent un rôle majeur dans les écarts importants constatés dans les États membres de l'OCI en matière de taux d'activité des jeunes hommes et femmes; les facteurs institutionnels tels que les valeurs, normes et cultures comptent parmi les déterminants les plus importants de l'écart et des inégalités entre les sexes.

Le graphique 2.7 (à gauche) montre que le chômage des jeunes dans les États membres de l'OCI a stagné à environ 16% entre 2000 et 2017. En 2016, le chômage des jeunes dans le groupe de l'OCI a été estimé à 16%, dans les pays développés à 13,3% et dans les pays en développement non membres de l'OCI à 11,4% tandis que la moyenne mondiale a atteint 12,8%.

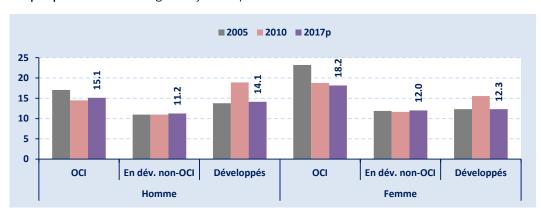
Graphique 2.7: Le chômage des jeunes (2000-2017) (à gauche) et le chômage des jeunes en 2016 (à droit)



Source: OIT, Base de données des indicateurs clés du marché du travail (p: projetés)

Le taux de chômage des jeunes femmes parmi les États membres de l'OCI, en moyenne a baissé de 23,2% en 2005 à 18,2% en 2017 (Graphique 2.8). En 2017, il a été estimé à 12,0% dans les pays en développement non membres de l'OCI et à 12,3% dans les pays développés. Quant au taux de chômage des jeunes hommes, il a baissé de 17,0% en 2005 à 15,1% en 2017 dans le groupe de l'OCI, restant toutefois au-dessus des taux des autres groupes de pays (Graphique 2,8).

Graphique 2.8: Le chômage des jeunes par sexe



Source: OIT, Base de données des indicateurs clés du marché du travail (p: projetés)

Au niveau de chaque pays, le Qatar (0,7)% et le Benin (1,8%) ont enregistré les taux de chômage les plus faibles en 2016. Par contre, le taux de chômage des jeunes le plus élevé a été enregistré au Sultanat d'Oman (50,8%) suivi de la Libye (48,1%) et la Gambie (43,8%) (Graphique 2.9).

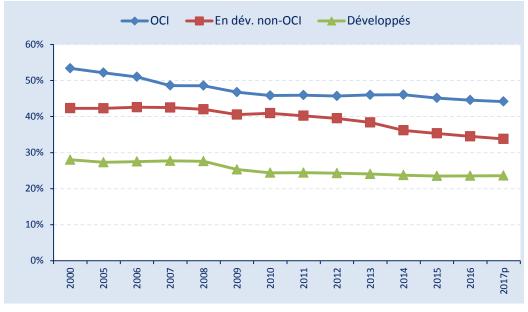
Afin de montrer l'importance relative du chômage des jeunes, ses parts dans le chômage total sont illustrées dans le graphique 2.10. Jusqu'en 2006, le chômage des jeunes a compté plus de la moitié du total des chômeurs dans les États membres de l'OCI. Cette part n'a cessé de diminuer depuis, tombant de 53,4% en 2000 à 44,6% en 2016. Cependant, elle peut toujours être considérée comme élevée par rapport à 34,5% enregistré dans les pays en développement non membres de l'OCI et à 23,5% dans les pays développés pour l'an 2016.

■ Taux de chômage (les jeunes) 60 43.8 50 38.1 36.4 36.1 40 30 20 10 0 sierraleone Mozambique Palestine Gambie Gabon Comores Bahrein Kalakhstan Ouganda

Graphique 2.9: Les 10 premiers pays avec les taux de chômage les plus et les moins élevés (2016)

Source: OIT, Base de données des indicateurs clés du marché du travail

Plusieurs facteurs peuvent expliquer les taux élevés de chômage chez les jeunes. D'abord, dans les situations économiques difficiles, les jeunes sont plus vulnérables que les adultes. En supposant que les employeurs cherchent des employés avec une expérience professionnelle précédente, les jeunes qui arrivent sur le marché du travail se trouveront donc désavantagés et ont plus de difficulté à trouver un emploi. Ensuite, les jeunes manquent d'information sur les questions relatives au marché du travail et l'expérience en recherche d'emploi. Les adultes, en revanche, peuvent avoir la possibilité de trouver un emploi futur grâce aux références de leurs anciens employeurs ou collègues, et ont plus de chances à connaître les bons points focaux et institutions. Une autre possibilité est que les jeunes doivent attendre plus longtemps pour se trouver un emploi qui correspond à leurs exigences (l'OIT, 2006).



Graphique 2.10: la part des jeunes chômeurs du nombre total de chômeurs

Source: OIT, Base de données des indicateurs clés du marché du travail (p: projetés)

2.2.1.2 Les jeunes en transition au marché du travail

Les jeunes manifestent, de manière typique, un faible intérêt au marché du travail et des taux de chômage élevés. Cela s'explique essentiellement par l'engagement continu dans l'éducation à plein temps et l'envie de trouver un emploi décent qui puisse les satisfaire pleinement. La possibilité de compter sur le soutien parental leur donne un filet de sécurité et une marge pour gérer la transition plus facilement. Toutefois, leurs attentes élevées et expérience professionnelle limitée réduisent généralement leurs chances de réussir une transition harmonieuse des établissements éducatifs vers le marché du travail.

Outre ces raisons frictionnelles, les circonstances macroéconomiques générales ont une incidence sur l'état de la jeunesse dans le marché de travail. Au cours des périodes de récession, les opportunités d'emploi disponibles diminuent et les jeunes sont touchés en raison de leur niveau de compétence inférieur et leur expérience professionnelle limitée. Lorsque les perspectives générales de l'emploi se détériorent au sein d'un marché, les jeunes ont tendance à réagir en réduisant d'avantage leur attachement au marché du travail et en prolongeant leurs études. Certains jeunes peuvent même réagir en adoptant des comportements à risque y compris la criminalité et la toxicomanie.

Quelles que soient les raisons, une grande part des jeunes, surtout dans les pays en développement, ne peuvent parvenir à cette transition jusqu'à l'âge adulte. Une grande part des 'jeunes en transition' deviendront des 'adultes en transition' et une autre

génération du potentiel productif restera sous-utilisée. Il existe encore de sérieux écarts dans les taux de participation et les résultats de transition entre les jeunes femmes et hommes. Dans nombreux États membres de l'OCI, il est probable que les jeunes femmes ne soient ni économiquement actives ni scolarisées. Plusieurs d'entre elles font face à une recherche d'emploi relativement longue pour finalement opter pour un emploi informel avec des salaires comparativement plus faibles. Dans ce contexte, les États membres de l'OCI doivent élaborer des politiques pour améliorer les consulats de la transition en prenant les disparitions qui existent entre les sexes en considération.

2.2.2 Recommandations de politique

Les conditions du marché du travail pour la jeunesse dans les États membres de l'OCI ne sont pas prometteuses où le chômage élevé, le taux d'activité est faible et les compétences d'entrepreneuriat sont sous-utilisées et constituent une série d'obstacles pour les jeunes. Les perspectives et défis actuels du chômage des jeunes dans les États membres exigent un plan d'action global qui implique toutes les parties prenantes, y compris les gouvernements, les secteurs privés, les établissements éducatifs et les organisations de la société civile.

Les causes du chômage varient d'un pays à l'autre en fonction des conditions politiques et socio-économiques actuelles de chaque pays, mais les plus critiques sont la création insuffisante d'emplois et l'inadéquation des compétences. Les emplois disponibles n'augmentent pas proportionnellement à l'augmentation de la population et la participation au marché du travail. De plus, les jeunes bien-instruits peuvent ne pas avoir les compétences adéquates pour postuler pour un poste vacant potentiel ou



Graphique 2.11: Le nombre d'emplois qui devraient être créés

Source: Calculs du personnel du SESRIC basés sur les statistiques de l'OIT

existant. L'inadéquation entre l'offre de compétences et la demande par les employeurs mène au chômage structurel dans de nombreux États membres de l'OCI.

Il serait intéressant d'observer le nombre d'emploi à être créé pour les jeunes afin de mieux saisir les enjeux de la création d'emploi pour les jeunes. Selon les projections démographiques les plus récentes, le nombre d'emplois qui devraient être créés pour la population des jeunes en croissance est estimé selon deux scénarios. Dans le scénario de base, le nombre d'emplois qu'il faut créer est estimé en maintenant constant le niveau de chômage des jeunes (15,6%). Dans le deuxième scénario, le nombre d'emplois prévus à être créés est estimé dans l'hypothèse où les États membres réduiront les taux de chômage des jeunes aux niveaux observés dans les pays en développement non-OCI (11%). Dans les deux scénarios, les taux de participation au marché du travail sont maintenus à leur Les résultats sont indiqués au Graphique 2.11 De 2012 jusqu'en 2020, les États membres de l'OCI doivent créer 9,2 millions de postes supplémentaires pour les jeunes et 9 millions de postes supplémentaires tous les 5 ans jusqu'à 2035.

Afin d'améliorer les résultats du passage du système d'enseignement au marché du travail, les États membres de l'OCI doivent concevoir des stratégies et politiques effectives. Comme la formation semble être positivement associée aux gains des jeunes travailleurs, les États membres doivent se concentrer sur l'élaboration de mesures incitatives pour les entreprises pour assurer la formation pour les employés, notamment ceux qui normalement ne peuvent pas en bénéficier. Améliorer la qualité des établissements du marché du travail qui faciliteront le passage des jeunes a des emplois plus stables et plus satisfaisants. Ces établissements peuvent être des services d'emploi ou des installations et des programmes au sein du système éducatif, comme les centres de placement et de planification de carrière au niveau de l'enseignement secondaire ou supérieur. Ces institutions peuvent également collecter et diffuser des informations opportunes et pertinentes sur le marché du travail pour faciliter le processus et le passage de l'école au marché du travail. Afin de relever ces défis, des informations appropriées sur le marché du travail sont requises pour éviter l'inadéquation des compétences dans le marché du travail. Il faut donc développer les systèmes d'information et d'analyse pour suivre les développements du marché du travail et concevoir des politiques effectives.

Il n'existe pas de solution unique pour le chômage des jeunes. Les circonstances nationales déterminent les réponses politiques et les mesures stratégiques. La promotion de l'emploi des jeunes doit généralement être abordée dans un cadre plus compréhensif et intégré qui favorise le développement économique et la croissance de l'emploi. Une approche trop simplifiée qui ne tient pas en compte des différentes caractéristiques individuelles, y compris l'âge, le genre, le niveau d'éducation et le contexte socio-économique ne permettra pas de cerner les difficultés du marché du travail rencontrées par beaucoup de jeunes. Une bonne éducation de base, une

formation professionnelle ou un enseignement supérieur, jumelés d'une expérience professionnelle initiale sont indispensables pour une entrée réussie sur le marché du travail. Une stratégie active pour faciliter la transition vers le travail et améliorer les perspectives du travail décent pour les jeunes doit comprendre des mesures actives et ciblées du marché du travail, en donnant des incitatifs aux entreprises pour l'emploi des jeunes, en améliorant l'entrepreneuriat des jeunes et en facilitant l'accès au financement.

Outre les politiques du marché du travail, les politiques macroéconomiques et départementales doivent également être concentrées sur les problèmes des jeunes pour une génération bénéficiant de meilleures possibilités d'emploi. Les entreprises en démarrage et les comportements à risque des jeunes diplômés doivent être pris en considération par les gouvernements. Les politiques actives du marché du travail est un autre aspect important de la réduction du chômage des jeunes. Bien que le meilleur fonctionnement des services publics d'emploi, des subventions pour les coûts salariaux et pour la formation puisse motiver les employeurs à embaucher les jeunes, les programmes d'enseignement technique et de formation professionnelle, les programmes de formation, les programmes d'apprentissage et les programmes de formation à l'entrepreneuriat peuvent aider à diminuer l'inadéquation entre les qualifications et les compétences requises. Les partenariats entre les gouvernements, les organisations d'entreprises et les établissements d'enseignement peuvent être essentiels pour déterminer la mesure la plus appropriée à prendre au niveau national et local pour promouvoir le travail décent des jeunes.

2.2.3 Entrepreneuriat et entrepreneuriat social : pourquoi l'entrepreneuriat des jeunes devrait être au cœur de la stratégie nationale relative à l'entrepreneuriat?

Pour adresser le chômage des jeunes et le sous-emploi dans les États membres de l'OCI, il est impératif de mettre l'accent sur l'entrepreneuriat. L'entrepreneuriat mène à une croissance économique et une productivité plus élevées (Valliere & Peterson, 2009; Klapper et al.. 2007), plus d'innovations technologiques et de changements structurels (Acs et Audretsch, 1990), des niveaux plus élevés en éducation (Dias et McDermott, 2006), un taux plus important d'emplois et de création d'emplois (Fritsch, 2008; Carree & Thurik, 2008). L'entrepreneuriat peut être particulièrement important pour les économies en développement car 'en développant de nouveaux produits ou en favorisant la concurrence, les nouvelles entreprises stimulent la demande, qui à son tour crée de nouvelles possibilités d'emplois et réduit le chômage' (Kritikos, 2014: 2).

Les avantages économiques uniques de l'entrepreneuriat peuvent être mieux exploités par l'entrepreneuriat des jeunes du fait que:

Les jeunes entrepreneurs tendent à avoir des aspirations de croissance d'entreprise plus élevées, suivent des stratégies de croissance plus agressives et créent un nombre plus élevé de nouveaux emplois (Kew et al., 2013).

- Les jeunes entrepreneurs sont plus susceptibles d'embaucher d'autres jeunes (Kew et al., 2013).
- Les jeunes sont plus susceptibles de réaliser des percées dans le domaine des affaires étant donné qu'ils se sentent plus à l'aise d'adopter de nouvelles technologies, savoir-faire, tendances et manières de penser.
- Les jeunes sont plus susceptibles de trouver de nouvelles idées et de l'innovation, et ont ainsi un potentiel plus important pour contribuer à la croissance économique, régionale et nationale
- Et en plus des retombées économiques, l'entrepreneuriat des jeunes facilite l'intégration des jeunes, en leur fournissant des opportunités pour construire durablement leur vie et développer des qualifications transférables qui peuvent être utilisées pour répondre à d'autres défis de la vie (Kew et al. 2013).

Dans les deux dernières décennies, les jeunes entrepreneurs avaient pris la tête d'une nouvelle catégorie d'entrepreneuriat: 'l'entrepreneuriat social' 'les entrepreneurs sociaux appliquent les principes commerciaux pour résoudre des défis insolubles du développement que les secteurs public et privé sont incapables de solutionner' (Buckner et al, 2012: 5).

L'entrepreneuriat social peut ouvrir une voie permettant au groupe de l'OCI de tirer parti du potentiel de la population jeune. Cela tient au fait que l'entrepreneuriat social ne remplit pas uniquement une fonction économique mais aussi une fonction socio-politique en transformant l'énergie des jeunes en une action civile, et en leur offrant la possibilité de devenir des citoyens influents.

Cela est particulièrement important dans le contexte de l'après Printemps arabe, où non seulement les jeunes arabes, mais les jeunes dans toutes les régions de l'OCI sont devenus plus loquaces, actifs et organisés, revendiquant une plus grande participation politique et civile.

Dans l'ensemble, l'entrepreneuriat des jeunes et l'entrepreneuriat social ont de grandes possibilités de stimuler l'économie, créer une valeur et États membres de l'OCI, apporter des retombées et des avantages substantiels. Ces possibilités mandatent les décideurs pour placer l'entrepreneuriat des jeunes au cœur des stratégies d'entrepreneuriat, et pas comme un aspect secondaire ou mineur.

Le rapport évalue ci-après l'état actuel des défis et le potentiel de l'entrepreneuriat des jeunes et l'entrepreneuriat social dans les États membres par rapport aux autres

groupes de pays. Il identifie là où l'écosystème est très faible et suggère des politiques, en fonction de cela, en vue de faciliter l'entrepreneuriat des jeunes.

2.2.3.1 Vue d'ensemble sur les activités et l'écosystème entrepreneuriaux dans les États membres de l'OCI l'indice GEI et d'autres indicateurs

Le Global Entrepreurship Index (l'indice mondial de l'entrepreneuriat) est un instrument utile pour cartographier la position de l'OCI en tant que groupe tant en matière de la qualité que la quantité des activités entrepreneuriales. Le tableau ci-dessous indique les moyennes du GEI par groupes de pays. Le groupe de l'OCI enregistre des valeurs inférieures à la moyenne mondiale et celle des économies avancées, tandis qu'il obtient le même score que les pays en développement non-OCI.

Tableau 2.1 comparaison des scores de GEI				
Groupe de pays	GEI			
Moyenne mondiale	40			
Les économies développées	58			
Les économies en développement	25			
Les États membres de l'OCI	25			

Source: Les calculs du personnel du SESRIC basés sur l'ensemble des données du GEI (2017)

Il y a seulement deux États membres de l'OCI où les moyennes du GEI ont atteint celles des économies avancées: les Émirats arabes unis (de 58,8) suivies par le Qatar (de 58).

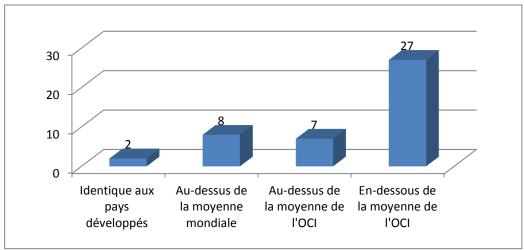
Cependant, plus que la moitié des 34 États membres pour lesquels les données sont disponibles est inférieur à la moyenne mondiale et la moyenne des pays en développement non-OCI. Le Tchad enregistrant le score le plus bas (8,8).

Un examen plus poussé de l'écosystème général des États membres de l'OCI montre que:

La plupart des activités entrepreneuriales sont motivée par nécessité.

L'entrepreneuriat peut être motivé tant par la nécessité que par les opportunités. Les " entrepreneures par nécessité" choisissent d'exercer une activité entrepreneuriale car ils ne disposent pas d'autres possibilités d'emploi (Kritikos, 2014). Les entrepreneurs par opportunité, par contre, guettent et exploitent les bonnes occasions pour devenir plus indépendants, améliorer leur revenu ou atteindre des objectifs personnels (Kritikos, 2014).

Bien que ces deux types contribuent à l'économie et l'intégration économique des jeunes, « on estime que les entrepreneurs par opportunité sont plus préparés, ont des compétences supérieures et gagnent plus que les entrepreneurs par nécessité » (Ács et. al, 2017), et sont plus susceptible de susciter l'innovation, des entreprises évolutives et un changement structurel.



Graphique 2.12 : Ensemble des données du GEI: Comparaison entre les États membres de l'OCI

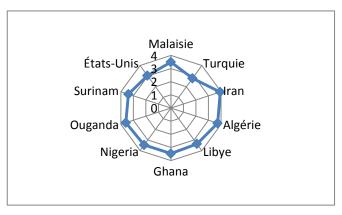
Source: Calculs du personnel du SESRIC basés sur l'ensemble des données du GEI (2017)

La plupart des activités relatives à l'entrepreneuriat dans le contexte du groupe de l'OCI et des autres pays en développement sont motivées par la nécessité (Almobaireek and Manolova, 2013). Des études ont montré qu'à travers le monde et les États membres de l'OCI, les jeunes femmes sont plus enclines à devenir des entrepreneurs par nécessité alors que les hommes sont plutôt motivés par le succès financier (Almobaireek and Manolova, 2013).

Les jeunes entrepreneurs ont du mal à s'en sortir.

Les calculs du SESRIC basés sur l'ensemble des données des experts nationaux du Global Entrepreneurship Monitor (GEM) qui interroge les experts nationaux sur les aspects de l'entrepreneuriat, a montré qu'à travers tous les groupes de pays et le monde, les experts croient que les jeunes entrepreneurs ont davantage de défis et de contraintes que les entrepreneurs les plus âgés. Bien que cette idée soit universelle, elle est plus tangible dans les États membres de l'OCI (figurant parmi les pays pour lesquels les données sont disponibles), ce qui fait penser que les jeunes dans les États membres de l'OCI ont la tâche plus compliquée que leurs homologues dans les autres groupes. Parmi les États membres de l'OCI (figurant parmi les pays pour lesquels les données sont

Graphique 2.13: Les jeunes entrepreneurs ont du mal à s'en sortir (1-5)



Source: Les calculs du personnel du SESRIC basés sur l'ensemble des données du GEI (2013)

disponibles), la conviction que les jeunes ont plus du mal à s'en sortir est plus répandue en Iran, mais pas autant en Turquie comme il est indiqué dans la Figure 2.13. En fait, la Turquie enregistre un niveau proche à celui des États-Unis, pays aux scores les plus élevés en GEI (2017). Cela peut être lié au fait qu'il existe des exemples d'incubateurs et de cas de réussite parmi les jeunes entrepreneurs, ce

qui a pu créer une image plus positive sur l'entrepreneuriat des jeunes parmi les investisseurs et dans l'opinion publique.

Le taux de défaillance d'entreprises demeure élevé dans les États membres de l'OCI.

Les taux de défaillance d'entreprises et des ONG dans les États membres demeurent plus élevés par rapport aux économies avancées. De même, fonder une ONG, ce qui peut être considéré comme mesure substitutive à l'entrepreneuriat social, demeure aussi assez difficile. 2012). Par exemple, un sondage effectué par Stanford et Bayt.com sur l'entrepreneuriat arabe (Buckner et al., 2012), montre que moins de 20% des travailleurs indépendants ont indiqué que leurs entreprises étaient actives et s'en tirent bien.

Cependant, malgré ces défis et contraintes, des évolutions positives surviennent dans les États membres de l'OCI suggèrent que l'entrepreneuriat jeunesse et l'entreprenait social jouissent d'une assise solide:

- Le Qatar est classé 20^{ème} sur un total de 138 pays en termes du GEI.
- En 2015, la Turquie abrite le18ème incubateur d'université le plus réussi à savoir, ITU SEED (l'Istanbul University Cekirdek) (Bhatli, 2016).
- l'entrepreneuriat a évolué dans quelques Etats membres de l;OCI, notamment dans la Région MENA. Au cours de la dernière décennie, 40 pour cent des nouveaux diplômés dans la région envisagent sérieusement de lancer leurs propres entreprises. Depuis 2000, le rythme auquel les nouvelles initiatives sont lancée s'est accéléré de manière exponentielle, passant de 1.5 par an a 10 par an (Bayt.com, 2014).

• Quant à l'entrepreneuriat social, les jeunes de la région sont plus désireux d'améliorer leurs communautés et contribuer au développement à long terme de leurs communautés après les révolutions. Ce changement d'attitudes et de pratiques indique l'émergence d'une nouvelle génération d'entrepreneurs sociaux à travers les régions de l'OCI (Buckner et. al, 2017)

Le portrait global de l'entrepreneuriat jeunesse dans les États membres de l'OCI souligne le grand potentiel du groupe. Néanmoins, le groupe de l'OCI se heurte à des barrières structurelles et culturelles qui empêchent les écosystèmes menant vers l'esprit d'entreprise et le développement de l'innovation de s'épanouir.

Encadré informatif 2.1 L'entrepreneuriat social peut-il contribuer au développement? Le cas de l'application *Carezone de Ratish Tilani à Dubai*

Tilani, PDG:

"Il n'est pas irréaliste de dire que si vous dépenser 10 Dhs (2.70 US\$) en quelque chose que vous faites normalement de toute façon, vous pouvez nourrir une personne en Afrique"

Carezone est une application développée par une société dubaïotes fondée par Ratish Tilani. L'application permet aux utilisateurs de faire don de leur argent pour différentes causes que ce soit pour planter une mangrove ou pour aider des enfants autistes, chaque fois qu'ils font des achats dans des magasins partenaires.

Carezone est un bel exemple de la façon dont l'entreprenait social des jeunes contribue à la résolution de problèmes dans les États membres de l'OCI en particulier, et au niveau intra-OCI en général, en alliant les bons pratiques commerciales à la responsabilité sociale.



Le groupe de l'OCI a donc besoin d'une réforme radicale et globale pour réaliser son propre potentiel.

2.2.3.2 Les défis s'opposant à l'entrepreneuriat des jeunes et l'entrepreneuriat social

Un écosystème entrepreneurial se compose généralement des éléments suivants: le cadre politique et réglementaire, les possibilités financières, l'environnement infrastructurel, les compétences, le capital humain et l'environnement culturel. Nous pressentant dans ce qui suit un examen de l'écosystème entrepreneurial de l'OCI ainsi qu'une identification des goulets d'étranglement qui entravent l'activité entrepreneuriale des jeunes; l'entrée des jeunes à l'activité entrepreneuriale et la survie des jeunes entrepreneurs une fois faisant parti de l'écosystème.

2.2.3.2.1 Les aspects liés à la politique et au cadre réglementaire

- L'activité entrepreneuriale et sociale dans le groupe l'OCI se heurte généralement à des cadres réglementaires lourds et contraignants, allant des coûts financier aux systèmes de taxes, l'incorporation et la loi sur les faillites, le droit du travail et de l'emploi, les droits des propriétés, la demande de brevet, les licences et permis et le commerce mondial (Buckner et al., 2012). Par exemple, un entrepreneur de la région MENA dépense 26 pour cent du revenu par habitant de son pays pour démarrer une petite entreprise, contre 3 pour cent seulement pour les entrepreneurs des pays de l'OCDE.
- En général, le cadre politique des États membres soutient les entreprises grandes et bien établies au détriment des nouvelles, qui sont d'habitude fondées par les jeunes entrepreneurs (Momani, 2017).
- Au cours des deux dernières décennies, l'économie mondiale a connue l'émergence de nouveaux modèles non traditionnels en matière des affaires, notamment le modèle Lean startup, largement guidé par les jeunes entrepreneurs et ses besoins émergents. La plupart des États membres n'ont toujours pas incorporé des régulations qui peuvent répondre à ces nouveaux besoins, le financement participatif et les billets convertibles. Le manque d'interventions politiques rapides affecte surtout les jeunes entrepreneurs qui cherchent à étendre l'activité de leurs entreprises et se trouve incapable d'exploiter les réseaux d'investissement mondiaux.
- La plupart des décideurs dans les États membres manque de données et des techniques de mesure nécessaires pour bien comprendre ce qui fonctionne, et ce qui ne fonctionne pas pour les jeunes entrepreneurs tel que les effets des différents types d'investissement de capitaux, les modèles de mentorat, et les réseaux de longévité des affaires, de rentabilité, de croissance et de retour sur

investissement. Cela empêche les décideurs d'élaborer les politiques les plus effectives et d'identifier les défis.

2.2.3.2.2 L'environnement infrastructurel

L'activité entrepreneuriale des jeunes et les activités entrepreneuriales sociales sont en outre limitées par une infrastructure sous-développées dans de nombreuses États membres de l'OCI; notamment les crises d'électricité, les systèmes de transportation sous-développés ainsi que le transport public sous forme de chemins de fer et d'autobus, et l'accès limité à Internet (Momani, 2017). En fait dans la région de la MENA, le débit internet moyen (2.73 Mbps) et la simple fraction de la moyenne mondiale de 8.69 Mbps (WEF 2011: 18), avec un impact particulièrement lourd sur les entrepreneurs des TI et les entreprises du commerce en ligne.

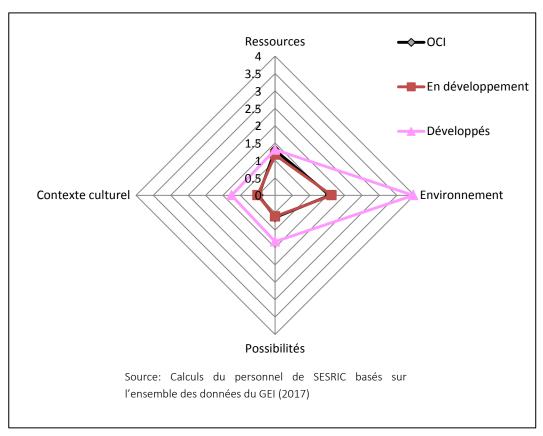
2.2.3.2.3 Les institutions financières et de développement des compétences

- Dans le groupe de l'OCI, le secteur privé est peu disposé à prendre des risques. S'ajoutant au manque d'accompagnement adéquat du gouvernement qui consiste aux systèmes de garantie contre les risques, cette réticence entraine une disponibilité limitée de la part des institutions de financement des risques, surtout sous forme de fonds propres plutôt qu'emprunte (Eid, 2011). Le manque de financement des risques rend la tâche de sécurisation des capitaux à l'étape de démarrage, et la croissance subséquente des entreprises difficile, ce qui décourage les jeunes à se lancer dans des entreprises.
- L'entrepreneuriat prospère sur le capital humain spécifique doté d'un ensemble de compétences, caractéristiques et talents uniques et muni de valeurs et convictions. En fait, de plus en plus de preuves donnent à penser que les entrepreneurs futurs sont caractérisés par certains valeurs et attitudes, tel qu'une grande éthique de travail, l'autonomie et la créativité. (Jaén et Liñán, 2013; Tipu et Ryan, 2016). De telles valeurs et compétences qui mènent vers l'entrepreneuriat peuvent être développées très tôt parmi les jeunes à travers les établissements d'enseignement. Cependant, la plupart des États membres n'ont pas encore incorporé les curriculums qui cultivent les compétences et l'esprit entrepreneuriaux. En revanche, au cours des dernières décennies, les institutions de l'enseignement supérieur telles que les incubateurs universitaires qui se chargent surtout de la formation entrepreneuriale et l'aide aux entreprises sont apparus. Les programmes d'incubation dans l'université est une source importante d'éducation entrepreneuriale, de formation et de développement des compétences entrepreneuriales (Belwal et al., 2015; Al-Mubaraki et Busler, 2013). Les incubateurs peuvent offrir une voie

particulièrement importante pour promouvoir l'entrepreneuriat des jeunes dans les États membres, puisque la majorité des institutions éducationnelles traditionnelles manque de contenus orientés vers l'entrepreneuriat. Toutefois, dans le Rapport UBI Global (Bhatli, 2016), les régions de l'OCI semblent aussi avoir le nombre le plus faible d'incubateurs dans un échantillon de 64 pays de 6 régions. Par exemple, MENA n'a que 3% seulement du total des incubateurs de l'échantillon, contre 35% en Europe et 30% en Amérique latine. Dans l'ensemble, les écosystèmes des pays membres de l'OCI, en tant que groupe, sont touchés par la faible présence des institutions chargées développer le capital humain nécessaires pour des activités entrepreneuriales vibrantes.

2.1.3.2.1.4 L'aspect culturel

Graphique 2.14 Les piliers de l'entrepreneuriat



Les recherches empiriques fondamentales consacrées à l'entrepreneuriat font de plus en plus apparaître le rôle de la culture et les valeurs culturelles sur le développement de l'entrepreneuriat (Kreiser et. al, 2010; Meek et. al, 2010). Les études de cas sur la jeunesse et l'entrepreneuriat issues de différentes États membres de l'OCI, allant de

Oman (Belwal et al., 2015), le Pakistan (Ijaz et. al, 2012), les AEU (Tipu et Ryan, 2016), a la Turquie (Turker et Selcuk, 2009) et le Nigeria (Halliru, 2013), ont trouvé une culture commune pour être un précurseur puissant de l'activité entrepreneuriale.

Conformément à cette littérature, le présent rapport a classifié l'ensemble des données de GEI 2017 en quatre catégories pour examiner le rôle de la culture sur l'entrepreneuriat dans les États membres de l'OCI (pour plus de détails sur les sous-indices du GEI, voir Ács et. al, 2017). Ces quatre catégories couvrent le contexte culturel, (acceptation de risque et soutien culturel), ressources (capital humain, compétences de démarrage, capital-risque, réseautage, l'environnement (croissance accrue, procédure d'innovation, innovation de produits, concurrence, et intégration de technologies), possibilités (perception et démarrage de possibilités).

Lorsqu'on compare ces quatre catégories parmi les économies avancées, les États membres de l'OCI et les pays en développement non-membres de l'OCI, des fossés commencent à se creuser, d'abord, en rapport avec la catégorie de l'environnement (innovation et intégration de technologies) et ensuite au niveau de la catégorie du contexte culturel, comme l'indique le graphique ci-dessus. Ces constatations soulignent le rôle central que joue la culture dans le développement entrepreneurial et témoignent du besoin d'identifier les attitudes et valeurs cultuelles spécifiques qui entravent l'entrepreneuriat dans les États membres de l'OCI.

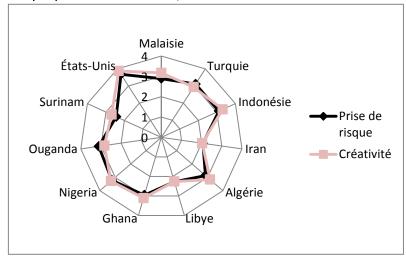
Un examen des données dévoile les défis culturels possibles. Comme indiqué plus haut, la catégorie Contexte culturel se compose de l'acceptation des risques et le soutien culturel. L'acceptation des risques 'reflète l'effet inhibiteur que la peur de l'échec a sur l'action entrepreneuriale de la population, qui s'ajoute à la mesure des risques de pays' (Ács et. al, 2017: 28), alors que la catégorie du Soutien culturel associe comment les habitants d'un pays donné perçoivent le statut et le choix de carrière des entrepreneurs et le façon dont le niveau de corruption dans ce pays affecte cette perception' (Ács et. al, 2017:28).

Le tableau ci-dessus compare les trois groupes de pays et montre que les pays en développement et les États membres de l'OCI ont des niveaux d'acceptation de risques et de soutien culturel inférieurs par rapport aux économies avancées.

Tableau 2.2: Acceptation des risques et soutien culturel		
Groupe de pays	Acceptation des risques	Soutien culturel
Les économies développées	0,65	0,6
En dév. non-OCI	0,21	0,29
Les États membres de l'OCI	0,17	0,3

Source: Les calculs du personnel du SESRIC basés sur l'ensemble des données du GEI (2017)

Graphique 2.15: Prise de risques et créativité



Source: Les calculs du personnel du SESRIC basés sur l'ensemble

Une analyse basée sur un ensemble différent de données. l'ensemble de donnes duGEM (2013), révèle des résultats parallèles, tout en mettant le doigt sur un autre principe culturel possible: la créativité. Les

économies

avancées aux PME et écosystèmes de démarrage dynamiques sont caractérisées non seulement par l'acceptation de risques et d'échecs, mais aussi par des niveaux élevées de créativité, constituant en soi une source d'esprit d'entreprise. Comparés aux États-Unis d'Amérique, qui représente une référence en matière d'écosystèmes entrepreneuriaux dynamiques, les États membres de l'OCI présentent des niveaux d'acceptation de risques moindres.

L'analyse du GEI et du GEM concordent à la littérature, qui a déjà identifié la réticence à prendre des risques, la peur de l'échec et la créativité limitée comme moyens de dissuasion culturels décourageant l'entrepreneuriat des jeunes dans divers cas et régions de l'OCI (Ács et al., 2017) . Ces défis culturels communs s'expliquent principalement par la prévalence de la corruption politique et le favoritisme. La corruption et le favoritisme empêchent la mobilité sociale ascendante des segments de la population touchés par la marginalisation économique. Cela favorise une perception

de la réussite qui ne repose pas sur les compétences et le mérite personnels, mais plutôt sur le fait d'être issu d'une famille privilégiée. Et c'est cette perception qui nourrit ensuite la peur de l'échec et d'aversion au risque.

Le changement culturel: Est-ce-que la génération Y changera-t-il les règles du jeu?

Malgré les nombreux obstacles qui barrent la route du développement entrepreneurial aux États membres de l'OCI, il y a des indications de changement sous l'égide la nouvelle génération des jeunes, la génération Y ou la génération du millénaire. Les enquêtes sur les jeunes musulmans ont montré que:

1) Ils dépendent moins sur les emplois du secteur public et se tournent vers les secteurs privés.

'En 2012, 55 pour cent des jeunes arabes ont préféré avoir un emploi au secteur public, mais ce chiffre a baissé à 43 pour cent en 2014' (Momani, 2017:3). Ce changement est évident même dans États du Golfe, où les salaires du secteur public sont plus élevés que ceux du secteur privé (Momani, 2017), ce qui signifie que ce changement va plutôt dans le sens d'un changement de valeurs plus qu'un pur calcul économique.

2) Il y a un intérêt croissant pour lancer sa propre entreprise.

S'écartant des idées de leurs parents et grands-parents, les jeunes musulmans sont plus enclins à diriger leur propre entreprise plutôt que d'être employés. Huit sur dix nouveaux diplômés dans la région de MENA préfèrent devenir propriétaires de leur entreprise. (Eaton et al. 2017)

3) Il y a un mouvement lent mais continu de l'entrepreneuriat de nécessité à l'entrepreneuriat de l'opportunité.

Une enquête effectuée par l'Université de Stanford et Bayt.com (2017) auprès des jeunes arabes a révélé que la plupart des répondants ont lancé leur entreprise en raison de l'indépendance accrue que cette dernière leur apporte. Par exemple, 43% des répondants égyptiens ont déclaré qu'ils étaient attirés par l'importante indépendance; 41% des tunisiens ont dit la même chose (Buckner et al. 2017).

Au niveau de l'entrepreneuriat social, les enquêtes soulignent que l'intérêt marqué et croissant porté au bénévolat indique un plus grand engagement dans les causes sociales (Buckner et al. 2017). Les enquêtes montrent également que le bénévolat avec les ONG est la forme la plus répondue du travail bénévole à travers la région (Buckner et al. 2017), indiquant clairement aux décideurs que les ONG jouent un rôle important dans l'intégration politique et sociale des jeunes.

Les enquêtes révèlent d'autres constations: L'intérêt dans le travail bénévole a augmenté après le Printemps arabe. Cette augmentation est visible même dans les pays qui n'ont pas connu de révolution, indiquant que le Printemps arabe a déclenché une dynamique unanime et générale parmi les jeunes vers un plus grand désir de faire partie du processus de résolution de problèmes et du développement (Buckner et al., 2017). Ces nouvelles attitudes offrent aux décideurs une grande opportunité d'intégrer les jeunes et bénéficier de leur mobilisation afin de réaliser le développement à long terme.

2.2.4 Recommandations de politique

- 1. Mettre en place un écosystème entrepreneurial équilibré est impératif pour cultiver l'esprit d'entreprise, et pour atteindre cet équilibre il faut:
 - Développer un cadre réglementaire approprié qui adresse les besoins existants et émergents de l'entrepreneuriat. De telles réformes sont également nécessaires pour connecter les jeunes entrepreneurs avec les écosystèmes internationaux et les réseaux d'investisseurs,
 - Augmenter le financement entrepreneurial outre les prêts commerciaux standards, Développer les institutions de financement des risques à tous les niveaux pour soutenir les entreprises à chaque étape de l'organisation, en couvrant les fonds du capital-risque, les fonds au niveau intermédiaire et la microfinance. Établir des systèmes d'assurance-risque qui aideront considérablement à encourager la prise de risque et cultiver la 'culture d'investisseur'.
 - Améliorer l'infrastructure existante pour avoir un environnement d'affaire plus effectif.
- 2. Il faut développer une compréhension approfondie de ce qui fonctionne, et ce qui ne fonctionne pas Pour cette fin:
 - Il faut recueillir des données sur la qualité et la quantité des entreprises des jeunes, telle que la densité d'entreprises, les taux de survie, le taux de croissance, et la part d'agrandissement. Cela aidera à fournir une idée générale de l'état actuel des écosystèmes nationaux.
 - Il faut aussi améliorer les connaissances sur l'utilisation la plus efficace des ressources humaines financières et techniques pour stimuler l'entrepreneuriat des jeunes.
 - Les meilleurs pratiques et les écosystèmes entrepreneuriaux les plus dynamiques devraient être planifiés pour générer des modèles transposables à travers les États membres de l'OCI II faut rendre compte

des écosystèmes les moins développés dans les Etats membres de l'OCI pour identifier les goulots d'étranglement communs qui entravent l'activité entrepreneuriale.

- 3. Il faut améliorer le système éducatif pour qu'il puisse nourrir l'esprit d'entreprise et les compétences qu'il exige. Pour cette fin:
 - L'entrepreneuriat devrait faire son apparition dans les salles de classe et les curriculums. Il doit être traduit par la promotion de la pensée créative et l'esprit critique, la confiance en soi et l'acceptation des risques et de l'échec.
 - Il faut identifier tout ce qui est dépassé et contre-productif dans les systèmes éducatifs et les curriculums en ce qui concerne l'entrepreneuriat et les compétences et valeurs qui y sont liées.
 - Il faut créer des établissements d'enseignement orientes vers la formation commerciale et les activités entrepreneuriales qui fourniront des attestations et des programmes de diplômes mettant à disposition des compétences en matières de création d'entreprises, marketing et gestion. De plus, il faut établir et élargir les programmes appropriés de licence, de maîtrise et de formation destinés aux cadres ainsi que les incubateurs et accélérateurs d'entreprises subventionnés par des universités.
- 4. La culture d'entreprise doit être promue, notamment pour réduire la peur de prise de risques et d'échec. L'objectif de cet effort peut être atteint par l'embellissement de l'image des jeunes entrepreneurs et ses efforts héroïques. Ceci implique la génération de contenus quotidiens sur l'entrepreneuriat et la mise en valeur des cas de réussite de jeunes self-made entrepreneurs dans les principaux médias et la promotion de l'entrepreneuriat par le biais des personnalités influentes et des faiseurs d'opinion.
- 5. L'entrepreneuriat social doit être promût Pour cette fin:
 - Il faut développer des réseaux d'investissement, de facilitateurs de marché, d'incubateurs et de mentorat précisément adaptés aux entreprises sociales.
 - L'étude et la pratique de l'entrepreneuriat social doit être appuyée par le biais de compétitions, programmes académiques et d'incubateurs.
 - Il faut également entamer des reformes au niveau des organisations sans but lucratif (notamment l'établissement rapide, le financement et l'audit) pour encourager et soutenir les activités du type associatif.

 En outre, il faut encourager les partenariats entre les secteurs publics privés et les ONG visant à soutenir et célébrer les entrepreneurs sociaux dans la région.

6. Les États membres de l'OCI doivent fournir le soutien nécessaire aux programmes et projets existants dans l'ensemble de l'OCI ou bien gérés par les institutions concernes de l'OCI, y compris la plateforme de démarrage de l'OCI (OSP) et l'initiative gérée par l'ICYF-DC. l'OSP est une plateforme d'entrepreneuriat multiphase qui offre aux jeunes entrepreneurs des États membres de l'OCI la chance d'avoir des formations en ligne et hors ligne dans les domaines liés et d'être jumelés à des investisseurs tant à travers une plateforme en ligne et un sommet annuel. Elle a été conçue par le Forum Islamique des Jeunes pour le dialogue et la coopération (ICYFDC), une institution affiliée à l'OCI, en coopération avec ces partenaires. Le but de l'OSP est de former les jeunes entrepreneurs des États Membres de l'OCI sur l'innovation et la création de valeur, aider à créer des modèles à suivre et fournir une éducation formelle pour la création d'entreprises de hautes technologies et réunir les jeunes entrepreneurs, les technopoles, les grandes universités et les représentants du monde des affaires pour établir des start-ups bien structures sur une scène mondiale des affaires de plus en plus concurrentielle.¹

2.3 Services de santé

2.3.1 Un aperçu sur les services et politiques de santé

La fourniture de services de santé pour les jeunes est essentielle pour l'avenir d'une société. L'insuffisance de services de santé complets ou la mauvaise qualité de ces services peuvent avoir une incidence sur la santé physique et mentale des jeunes, avec pour conséquence la possibilité qu'ils deviennent moins productifs pour toute la durée de leur vie. La santé des jeunes est étroitement tributaire des services de santé qui leur ont été accordés au cours de l'enfance.

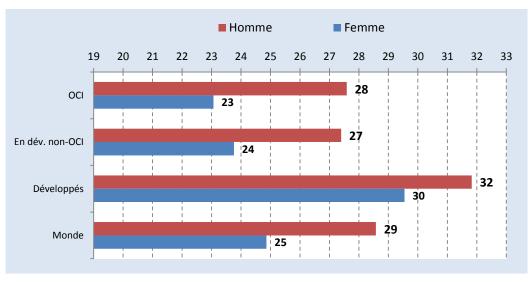
La santé des jeunes est aussi étroitement liée au comportement alimentaire. Les États membres de l'OCI comptaient un tiers de la charge mondiale d'enfants souffrant d'un retard de croissance entre 2009 et 2013, découlant de la sous-alimentation. D'autre part, les États membres de l'OCI ont représenté 32 % du total mondial d'enfants en surpoids, avec un taux de prévalence de la surcharge pondérale de 7,4 % comparativement à 4,6 % dans d'autres pays en développement (SESRIC, 2015).

¹ Pour de plus amples détails, voir: www.oicstartups.org

Le SESRIC (2015) a constaté que dans les États Membres de l'OCI, en moyenne, les dépenses de santé étaient presque la moitié de la moyenne mondiale lorsque mesurés en pourcentage du PIB. L'insuffisance des ressources humaines dans le secteur de la santé est également un autre facteur de risque pour la santé des jeunes. Dans l'ensemble, les chiffres révèlent l'existence de certains problèmes urgents qui menacent la santé des jeunes vivant dans les États membres de l'OCI.

2.3.2 Jeunesse et santé de la reproduction

L'âge au premier mariage a tendance à augmenter avec la hausse de l'urbanisation, de l'industrialisation, et du taux de scolarisation. La figure 2.16 indique l'âge au premier mariage selon les groupes de pays entre 2006 et 2014. Dans les pays développés, les gens ont tendance à se marier à un âge relativement avancé où l'âge au premier mariage est de 32 pour les hommes et 30 pour les femmes, ce qui les expose à un risque élevé de grave baisse de fécondité. Dans les États membres de l'OCI, en moyenne, l'âge au premier mariage pour les hommes et les femmes est de 28 et 23, respectivement. La moyenne mondiale de l'âge au premier mariage est de 29 pour les hommes et 25 pour les femmes.



Graphique 2.16: L'âge au premier mariage, dernière année disponible, 2006-2014

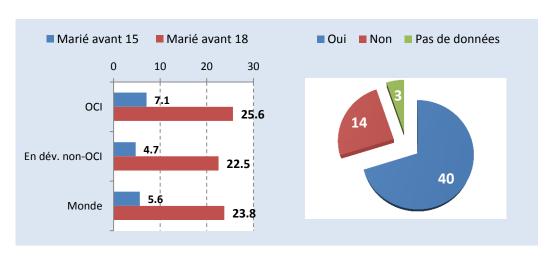
Source: Calculs effectués par le personnel du SESRIC basés sur l'ONU, Département des affaires économiques et sociales, Division de la population.

Le mariage précoce, généralement suivi de grossesse précoce, constitue une grave menace non seulement pour la santé physique et émotionnelle des femmes, mais aussi pour le bien-être de la famille, avec des conséquences importantes sur le développement cognitif, émotionnel et physique des enfants et des jeunes.

Le graphique 2.17 (à droite) affiche la prévalence du mariage des enfants (les mariages avant 15 et 18 ans) selon les groupes de pays entre 2008 et 2014. Les États membres de l'OCI ont le plus haut taux de prévalence du mariage d'enfant où, en moyenne, 7,1 % de tous les mariages ont lieu avant 15 ans et 25,6 % de tous les mariages sont célébrés avant 18 ans. La prévalence moyenne des mariages au niveau mondiale avant 15 ans est de 5,6 % et de 23,8 % pour les mariages avant 18 ans. Dans les pays non membres de l'OCI, elle y est moins fréquente que dans le groupe de l'OCI avec des moyennes de 4,7 % et 22,5 % pour les mariages avant 15 et avant 18 ans, respectivement. Du point de vue réglementation et politiques, il est rapporté que 40 États membres de l'OCI disposent de loi qui interdisent ou invalident le mariage d'enfant ou mariage précoce (graphique 2.17, ci-dessous). Ainsi, quelques États membres de l'OCI ont encore besoin d'apporter des révisions à leurs lois existantes afin d'éliminer le mariage d'enfant ou mariage précoce.

Dans de nombreuses régions du monde en développement, en particulier dans les zones rurales, les filles se marient peu après la puberté et devraient immédiatement commencer à avoir des enfants. Le graphique 2.18 montre le taux de fertilité chez les adolescents qui reflète le nombre de naissances vivantes pour 1000 femmes âgés de 15 à 19 ans. En moyenne, dans les États membres de l'OCI, ce taux est passé de 94 en 1990 à 68,8 en 2015. Pourtant, il reste plus élevé que la moyenne mondiale de 44,4 évalué en 2015. À cet effet, les jeunes femmes dans les États membres de l'OCI sont sous une pression relativement plus élevés de fécondité qui les empêche d'investir dans leur auto-développement.

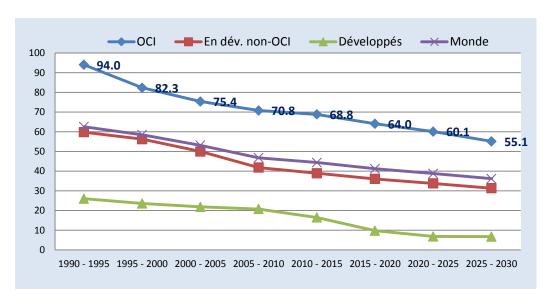
Graphique 2.17: Le mariage des enfants (en %) 2008-2014 (à gauche) et le nombre d'États membres de l'OCI ayant une loi qui interdit ou invalide le mariage d'enfant ou mariage précoce, en 2015 (à droite)



Source: Calculs effectués par le personnel de SESRIC, bases de données mondiales de l'UNICEF, 2016, basées sur MICS, DHS et autres enquêtes nationales et la Banque mondiale, Indicateurs du développement mondial

2.3.3 Jeunesse et santé mental

Les jeunes sont plus à risque de connaître des problèmes de santé mentale au cours de leur transition de l'enfance à l'âge adulte (Kessler et al., 2005) et ces problèmes de santé mentale impactent négativement sur le développement des jeunes, leur qualité de vie et leur capacité à participer pleinement au développement de leurs communautés (Fisher et de Mello, 2011). C'est pourquoi il est primordial que les décideurs dans les États membres de l'OCI élaborent des politiques, législations, et plans d'amélioration de l'état de santé mentale, allouent des ressources pour établir des services de santé mentale et renforcent les capacités des ressources humaines en santé mentale, et fournissent également des services de santé mentale pour les jeunes qui sont dans le besoin.



Graphique 2.18: Taux de fertilité chez les adolescents (naissances pour 1000 femmes âgées de 15-19)

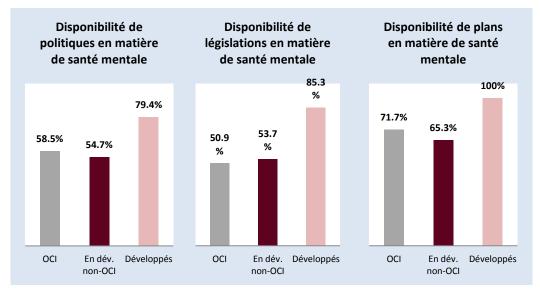
Source: Calculs effectués par le personnel du SESRIC d'après les données de l'ONU, Département des affaires économiques et sociales, Division de la population.

2.3.3.1 État de politiques en matière de santé mentale, les ressources humaines et les services

Il existe une politique de santé mentale dans 58 % des États membres de l'OCI. Ce pourcentage est identique à celui des pays non membres de l'OCI (58,5 %) mais il est en deçà de la moyenne des pays développés, où 100 % des pays ont une politique de santé mentale (graphique 2.19). De même, il existe une législation sur la santé mentale dans 50,9 % des États membres de l'OCI par rapport à 53,7 % dans les pays non membres de l'OCI et 100 % dans les pays développés (graphique 2.19). Pour ce qui est de la disponibilité d'un plan de santé mentale, 71,7 % des États membres de l'OCI dispose

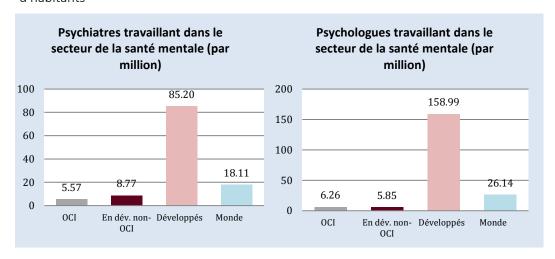
d'un plan de santé mentale comparativement à 65,3 % des pays non-OCI et 100 % des pays développés (graphique 2.19). Ces chiffres révèlent que les États membres de l'OCI ont beaucoup à faire pour améliorer l'état de santé mentale grâce à des interventions politiques.

Graphique 2.19: Disponibilité des politiques, des législations et des plans en matière de santé mentale, 2011



Source: OMS, (2011). Données disponibles pour un total de 179 pays, dont 53 États membres de l'OCI

Graphique 2.20: Nombre de personnel des services de santé mentale par million d'habitants



Source: Calculs du personnel de SESRIC basés sur la base de données de l'UNICEF

Le nombre de psychologues et psychiatres travaillant dans le secteur de la santé mentale est indiqué à la figure 2.20. Le nombre de psychologues (par million d'habitants) est de 6,26 dans les pays membres de l'OCI, ce qui est légèrement plus élevé que la moyenne des pays en développement non membres de l'OCI (5,85). Cependant, pour ce qui est du nombre de psychiatres (par million d'habitants), la moyenne du groupe de l'OCI (5,57) s'est avéré inférieur que celle des pays non membres de l'OCI (8,77). Comparé à la moyenne mondiale, la moyenne du groupe des pays de l'OCI est à la traîne tant en matière du nombre de psychologues que de psychiatres.

2.3.3.2 Santé mentale des jeunes et les conflits

La faiblesse des politiques, des ressources humaines et des services en matière de santé mentale dans les pays membres de l'OCI laisse les jeunes avec peu de chance pour la réadaptation et l'intégration sociale. Cela conduit à un comportement structurel à risque tels que l'usage de substances, les comportements dangereux et la violence (Patel et al., 2007). En conséquence, un pourcentage élevé de jeunes ayant des problèmes de santé mentale finit par commettre des infractions et se retrouve donc en prison (Glaser et al., 2001).

En raison des facteurs culturelles et des normes sociales, de nombreux jeunes dans les États membres de l'OCI ont tendance à considérer leurs problèmes mentaux non pas en tant que problème psychologique mais en tant que symptômes physiques. Leur objectif est d'éviter la stigmatisation associée à la maladie mentale. La question de la stigmatisation est encore aggravée par l'insuffisance des services de santé mentale dans les États membres de l'OCI. Dans un tel cadre, un cercle vicieux est formé; les stigmatisations créent des obstacles à l'intervention des services de santé mentale pour les jeunes pendant que l'insuffisance des services de santé mentale pour les jeunes amplifie le problème de stigmatisation.

L'exposition à la guerre et le conflit reste l'un des plus grands facteurs de risque de développer un Syndrome de stress post-traumatique (SSPT) et d'autres problèmes de santé mentale chez les adolescents (Attanayake et al. 2009; Barenbaum et al., 2004). L'incidence de l'ESPT chez les enfants et adolescents touchés par des conflits (y compris les réfugiés et les personnes déplacées) a varié de 25 % à 75 % dans l'ensemble des études (Dyregrov et Yule, 2006). En outre, dans les situations de conflit, les enfants et les adolescents ont souvent des taux disproportionnés plus élevé de morbidité et de mortalité par rapport aux adultes (Attanayake et coll., 2009 ; Bellamy, 2005).

Du côté positif, les enseignements de l'islam permettent aux jeunes vivants dans les États membres de l'OCI à rester mentalement sain et fort, même en situation de conflits. La majorité des personnes dans les États membres de l'OCI se considèrent

religieuses; un fait mis en évidence par les résultats du sondage Gallup 2010, dans lequel environ 90 % des adultes dans les États membres de l'OCI considèrent la religion comme une partie importante de leur vie quotidienne (Crabtree, 2010). En outre, l'islam a un impact positif sur le comportement et les attitudes des jeunes et les protège contre les dommages infligés à soi-même. La religion et la spiritualité ont été identifiées en tant que vecteurs puissants d'influence du développement (Bensonet al., 2003). De plus, plusieurs études ont montré que la religion agit comme un tampon contre les comportements à risque et un appui aux actions et attitudes positives chez les jeunes (Donahue & Benson, 1995).

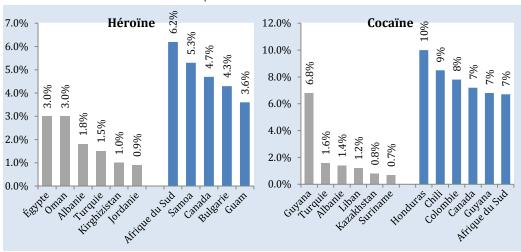
2.3.4 Dépendances des jeunes au tabac, à l'alcool, aux drogues, et à la technologie

2.2.4.1 L'alcool

Il y a peu de données sur la consommation d'alcool chez les jeunes dans les États membres de l'OCI où seulement 26,1 % des États membres de l'OCI disposent d'enquêtes nationales sur la consommation d'alcool chez les jeunes comparativement à 67 % dans les pays non membres de l'OCI, et 100 % dans les pays développés (SESRIC, 2016a). Néanmoins, on peut supposer que le taux de consommation d'alcool chez les jeunes dans les États membres de l'OCI est faible par rapport aux autres groupes de pays en raison du fait que la consommation d'alcool est considérée comme une déviation par rapport aux enseignements du saint Coran et l'islam. La consommation d'alcool est aussi généralement associée à une stigmatisation sociale défavorable dans de nombreux États membres de l'OCI. Les conclusions de l'Organisation mondiale de la Santé soutiennent cet argument et affirment que « la consommation est la plus élevée dans les pays de l'Europe de l'Est où la consommation totale d'alcool par habitant chez les adultes varie de 15 à 21 litres par an, et est la plus faible en Afrique du Nord, en Méditerranée orientale, au sud de l'Asie centrale, en Asie du Sud-Est et dans les îles indonésiennes où la majorité de la population s'abstient (OMS, 2010) ».

2.2.4.2 Les drogues

En raison de motifs religieux et sociaux, l'utilisation de drogues illicites par les jeunes dans les États membres de l'OCI est limitée en comparaison avec de nombreux autres pays en développement et pays développés, comme l'illustre le graphique 2.21. Malgré cela, les États membres de l'OCI doivent prêter attention à l'usage de drogues chez les jeunes. La plupart des États membres de l'OCI ont une grande population de jeunes qui sont confrontés à divers défis dans leur vie quotidienne. Cela pourrait potentiellement augmenter le nombre d'utilisation de drogues chez les jeunes. Cette préoccupation n'est pas déplacée puisque le cas de tramadol en Égypte et à Gaza et l'affaire de Bonzai en Turquie en sont des preuves (Fawzui, 2011).



Graphique 2.21: La consommation de drogues chez les jeunes (% ayant déjà essayé), 2014 ou les dernières données disponibles

Source: Calculs du personnel de SESRIC basés sur la base de données de l'OMS.

2.2.4.3 Le tabac

Chez les jeunes, les conséquences sanitaires à court terme du tabagisme sont d'ordre respiratoire et non respiratoire, la dépendance à la nicotine, et les risques associés à la consommation d'autres drogues. Les conséquences à long terme sur leur santé du tabagisme chez les jeunes sont renforcées par le fait que la plupart des jeunes qui fument régulièrement continuent de le faire à l'âge adulte (Center for Disease Control and Prevention, 1994). Le taux d'utilisation des produits du tabac chez les jeunes dans les États membres de l'OCI a été estimé à 14,7 %, ce qui est légèrement supérieur à la moyenne mondiale de 14,3 % (SESRIC, 2016a). L'épidémie du tabagisme chez les jeunes n'est pas homogène parmi les États membres de l'OCI comme le montre le Graphique 2.22. Parmi les données disponibles des États membres de l'OCI, la Gambie détient le taux le plus élevé de prévalence de la consommation du tabac (36,1 %) ainsi que le taux de prévalence du tabac sans fumée (21,9 %) chez les jeunes. En matière de taux de prévalence en valeurs ajustées, le Liban a pris la tête avec un taux de 36,2 %.

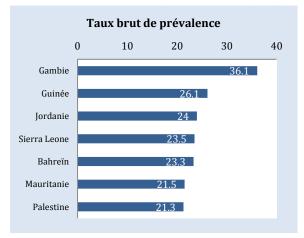
Selon le SESRIC (2016a), seules 16 % des États membres de l'OCI ont des politiques complètes de surveillance de la consommation du tabac. Seulement 21,4 % des États membres de l'OCI ont des politiques complètes de protection des personnes contre l'exposition à la fumée du tabac. Et seulement 8,9 % des États membres de l'OCI disposent de politiques complètes pour l'offre d'assistance pour la cessation de l'usage du tabac. Par conséquent, la majorité des États membres de l'OCI doivent examiner leurs politiques existantes afin de réduire efficacement la consommation de tabac chez les jeunes et les adultes.

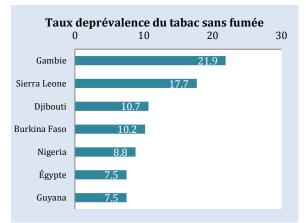
2.2.4.5 La technologie

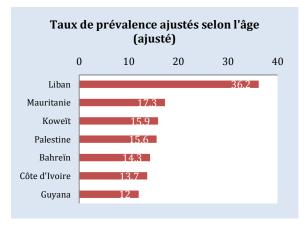
que nouveaux outils technologiques (internet, Smartphones, tablettes) offrent aux jeunes d'apprentissage, possibilités communication, de divertissement et de développement des compétences, ils peuvent également conduire à une dépendance à la technologie qui est cette impulsion habituelle à s'engager dans l'utilisation de la technologie au lieu d'aborder les problèmes de la vie (Young & de Abreu, 2010). L'utilisation excessive de ces nouveaux outils technologiques peut conduire à la dépendance qui ressemble comportement associé la consommation de drogue et d'alcool (Byun et al., 2008).

Dans les États membres de l'OCI, peu d'études existent quant à la dépendance des jeunes sur la technologie. Par exemple, une étude a montré que les jeunes dans les Émirats arabes unis (EAU) passent 9,9 heures en moyenne par jour sur les médias plus que la durée de leur sommeil. La même étude a révélé que les jeunes passent autant de temps sur internet comme ils le font dans l'ensemble des activités de lecture de revues, journaux et livres (Walters et al., 2005). Une autre étude a révélé que 40 % des jeunes vivant dans les EAU sont dépendants de leur utilisation de la technologie et passent presque 10 heures par jour sur les réseaux sociaux d'autres médias (Hashem & Smith, 2010).

Graphique 2.22: Les 7 premiers États membres de l'OCI matières de consommation des produits du tabac (en %)







Source: Calculs du personnel du SESRIC basés sur le rapport de l'OMS sur l'épidémie mondiale de tabagisme 2015.

Le défi que constituent ces nouveaux outils technologiques pour les États membres de l'OCI est de s'assurer que les jeunes utilisent ces nouveaux outils technologiques de façon responsable et productive. Ceci ne peut être réalisé qu'au moyen d'un partenariat efficace entre les institutions de l'éducation, les parents et les jeunes qui résultera en des habitudes saines vis-à-vis de la technologie.

2.3.5 Recommandations de politique

- 1. Malgré de notables progrès au cours des deux dernières décennies dans les États membres de l'OCI, des millions de jeunes, depuis la petite enfance, doivent encore faire face à la sous-alimentation et la malnutrition en raison de la pauvreté, l'accès limité à l'alimentation et aux protéines ainsi que le manque de connaissances en matière d'alimentation par les parents. Les décideurs dans les États membres de l'OCI, par conséquent, doivent intensifier leurs efforts pour réduire la sous-alimentation et la malnutrition, grâce à la formation des parents ainsi que leur fournir des vitamines et des protéines qui sont essentielles pour le développement des enfants et des jeunes.
- 2. Les problèmes nutritionnels des jeunes ne sont pas limités qu'à la malnutrition ou la sous-alimentation. Les problèmes de surpoids d'enfant et de jeune et l'obésité sont à la hausse partout dans le monde surtout dans les pays en développement y compris les États Membres de l'OCI. En raison des graves conséquences du surpoids et de l'obésité sur la santé des enfants et des jeunes telles que les maladies cardiovasculaires, le diabète et de nombreux cancers, les États membres de l'OCI doivent concevoir des politiques efficaces en vue de promouvoir une alimentation saine, en encourageant l'augmentation de l'activité physique, et la réglementation de l'industrie alimentaire pour la santé des jeunes.
- 3. La disponibilité limitée des services de santé mentale et de personnel, le manque de connaissances des parents sur les besoins des jeunes, le nombre croissant de conflits et la montée du chômage ont intensifié la pression sur la santé mentale des jeunes dans les États membres de l'OCI; ce qui a entraîné un accroissement du nombre de jeunes qui se livrent à la toxicomanie et souffrent des dépendances. À cet effet, des politiques ciblées, de la législation et des plans pour atteindre les jeunes sont nécessaires pour aborder les problèmes de santé mentale des jeunes vivants dans les États membres de l'OCI. Des ressources suffisantes doivent être allouées de manière efficace pour améliorer les services de santé mentale, les capacités humaines, et les services de santé mentale tant en termes de qualité que de quantité.

- 4. Le VIH/SIDA est une maladie grave qui touche les populations jeunes et adultes vivant dans certains États membres de l'OCI, en particulier ceux de la région de l'Afrique subsaharienne. (Un total de 28 États membres de l'OCI n'a pas pu réduire le taux de prévalence du VIH/SIDA entre 1990 et 2014 alors que 3 États membres de l'OCI à savoir le Mali, l'Ouganda et le Burkina Faso ont pu enregistrer des réductions du taux de prévalence par rapport à leurs valeurs moyennes en 1990 (SESRIC, 2016b). En particulier, les jeunes ont une connaissance limitée de la santé de la reproduction et les mesures de prévention dans de nombreux États membres de l'OCI. Par conséquent, les jeunes qui vivent dans les États membres de l'OCI ont besoin de bonne formation sur les mesures et les moyens de se protéger contre les maladies transmissibles telles que le VIH/SIDA et la syphilis.
- 5. Afin de prévenir les jeunes contre les maladies et les dépendances ainsi que de leur offrir de meilleurs soins de santé, les États membres de l'OCI doivent allouer davantage de ressources à des investissements liés à la santé que ça soit des établissements de santé ou des centres nationaux de réadaptation pour les jeunes. Il est également essentiel de lutter contre l'usage du tabac par la mise en œuvre intégrale des mesures du MPOWER (surveiller, protéger, offrir, avertir, faire respecter, augmenter les taxes) établies par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) pour éliminer l'utilisation des produits du tabac par les jeunes. Les États membres de l'OCI sont recommandés de prendre des mesures pour réduire la demande de tabac, d'alcool et de drogues, notamment par la promotion de partenariats entre les institutions publiques, les ONG, et la société. D'autre part, il est important d'accroître la coordination entre les institutions publiques et les ONG qui sont actives dans le domaine de la réadaptation des jeunes toxicomanes en vue d'améliorer la portée et l'efficacité des services de réadaptation.
- 6. La sensibilisation de la société sur les questions qui menacent la santé des jeunes permettrait d'accroître l'impact des politiques. par conséquent, l'organisation de grandes campagnes de sensibilisation du public serait également efficace. Dans le but de promouvoir l'utilisation responsable de la technologie chez les jeunes, il est également nécessaire d'accroître le niveau de coopération entre les diverses institutions nationales. Par exemple, le ministère de l'Éducation devrait travailler étroitement avec le ministère de la Santé en intégrant des cours sur les effets néfastes de la dépendance à la technologie dans les programmes de l'enseignement.

2.4 Défis politiques

Les États membres de l'OCI rencontrent des problèmes majeurs en raison de l'augmentation des défis en matière de sécurité et d'harmonie sociale. Bien que les jeunes représentent un potentiel important qui permet de résoudre les crises et favoriser la croissance et la prospérité de leurs pays, le grand défi consiste à les impliquer pour être des acteurs et participer à la construction de l'avenir.

2.4.1 Engagement politique et participation civile

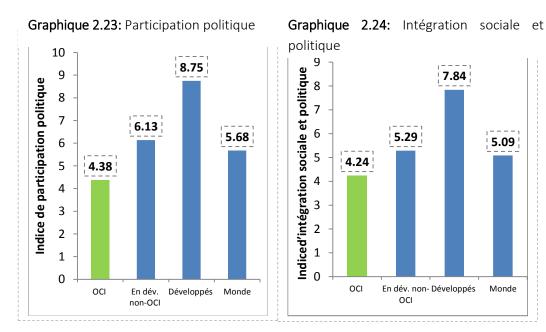
Bien que la conscience politique se soit considérablement développée dans les États membres de l'OCI, le rôle des mouvements populaires et des conflits régionaux ont contribué au désengagement et au cynisme envers les gouvernements et institutions politiques. Ceci est particulièrement problématique et fréquent parmi les jeunes d'aujourd'hui; générant de l'apathie et empêchant les jeunes d'être activement impliqués dans la réalisation de leurs avenirs. Dans ce contexte, la méfiance et l'engagement politique font également obstacle au développement de la culture politique et au renforcement de l'expérience démocratique dans les pays.

Sur toutes les mesures de la participation politique conventionnelle, les niveaux d'activité des jeunes semblent faibles par rapport aux autres tranches d'âge. La présente section vise à identifier des moyens de tisser des liens entre les jeunes et la gouvernance, les institutions, les parties et les groupes de la société civile. Ceci découle de la prémisse que les jeunes ne sont pas fondamentalement apathique ou indifférent au niveau politique. Cela est particulièrement évident dans les cultures de l'engagement civil partout dans le monde, où les niveaux d'engagement à la société civile à travers le bénévolat sont systématiquement plus élevés que l'engagement politique, reflétant la volonté de participer mais un manque d'accessibilité et de pertinence. A cet égard, l'engagement civil renforcé ayant des racines politiques plus profondes est un objectif réalisable pour tous les États membres de l'OCI.

La question centrale serait donc: comment les jeunes peuvent-ils devenir des participants constructifs et civiques engagés dans les affaires politiques? La réponse serait à travers des réformes institutionnelles stratégiques, des progrès et améliorations au niveau de l'éducation politique, et un changement important de perception et des attitudes à leur égard par les plus vieilles strates de la société. Aucunes des idées présentées dans cette section, prises individuellement, ne garantira que les jeunes seront plus engagés à la vie sociale et politique, mais prises comme un ensemble des mesures appliquées, elles peuvent aller jusqu'à redynamiser l'engagement politique et la citoyenneté des jeunes.

Actuellement, les États membres de l'OCI accusent un retard important par rapport aux autres groupes de pays, avec une participation politique relativement faible. En tant que groupe, les pays ont enregistré un indice de participation politique faible de 4.38 (Le score le plus élevé possible étant de 10) tandis que le score des pays en développement non membres de l'OCI était de 8.75, et la moyenne mondiale de 5.68. Cela est également le cas lorsqu'on évalue l'intégration politique et sociale. Les États membres de l'OCI ont obtenu des scores faibles de 4.24 en matière d'indice d'intégration sociale, tandis que les pays en développement non membres de l'OCI ont enregistré un score de 5.29 et la moyenne mondiale était de 5.09 (graphiques 2.23, 2.24) Du fait de l'insuffisance des données, les statistiques présentées ne sont pas spécifiques aux jeunes. Cependant, étant donné que la participation politique est habituellement inférieure aux taux moyens de participation sociétale,

Il est absolument nécessaire de remédier aux taux de participation et d'engagement politique inférieurs. Cela a de sérieuses répercussions sur les autres domaines comme la délégitimisation des États, la gouvernance et les applications de politiques légèrement moins effectives et l'entrepreneuriat et l'activité économique réduits, ainsi que le risque croissant de la radicalisation et l'extrémisme violent.



Source: Calculs du personnel de SESRIC basés sur l'Indice de transformation Bertelsmann, (Bertelsmann transformation indice (BTI) 2016.

2.4.1.1 Les jeunes autonomes

Le désengagement continu des jeunes vis-à-vis la participation politique trouve ses origines dans le manque de confiance dans le système et le processus politiques. Si les jeunes peuvent être réengagés à participer à la gouvernance et à la participation politique, les acteurs étatiques doivent communiquer avec les jeunes afin de réaffirmer la valeur du processus politique. À cet égard, les actions à court terme par les acteurs et institutions politiques consistent à communiquer directement avec les jeunes, écouter à leurs préoccupations, visiter les centres de l'enseignement supérieur et inciter à l'utilisation des technologies pour débattre avec les jeunes et les encourager à utiliser l'Internet et les réseaux sociaux pour établir leur présence et créer un sentiment d'appartenance.

De plus, les gouvernements doivent visiblement faire preuve d'un signe de réponse aux préoccupations des jeunes. Ceci comprend en particulier le fait d'accorder la priorité aux jeunes lors de l'élaboration de politiques, assurer l'accessibilité pour tous à participer à la mise en œuvre des activités liées aux jeunes, et surtout, respecter les engagements envers les jeunes.

En faisant exemple d'une citoyenneté active et participative, les jeunes génèrent le dynamisme et l'optimisme nécessaires pour le bien-être des sociétés, notamment dans le contexte des défis dont les États membres de l'OCI font fassent sur d'autres fronts. Bien que le désengagement politique chez les jeunes soit loin d'être idéale, il a potentiellement protégé les jeunes désengages du cynisme endurci et du désespoir dont souffre les personnes âgées, ce qui présente une possibilité importante de réengagement des jeunes. Bien que les jeunes ne puissent pas refléter une expérience considérable, ils sont dotés d'une acceptation innée du changement et de l'innovation. C'est la raison pour laquelle il ne faut donc pas percevoir le manque d'expérience comme un problème. L'expérience des jeunes est plutôt un résultat de l'absence d'une éducation plus complète sur la citoyenneté qui les prépare pour l'engagement politique et les impossibilités d'engagement.

D'après ce raisonnement, l'inexpérience des jeunes offre une opportunité de présenter de nouveaux moyens et pratiques de l'engagement politique. Dans des environnements propices, les jeunes peuvent maintenir leur motivation, idéalisme et absence de scepticisme pour insuffler un nouveau dynamisme au développement, croissance et changement dans les États membres de l'OCI.

2.4.1.1.1 L'âge du vote

Le premier mécanisme de rétablir le lien avec les jeunes est peut-être de réduire l'âge de vote. Cela peut compléter les autres méthodes alternatives de l'engagement des jeunes, et il peut néanmoins être insuffisant si pris isolément.

Malgré le fait que réduire l'âge du vote peut augmenter le nombre des jeunes électeurs, cette politique répond aux conséquences des désengagements des jeunes, mesurés par la participation faible aux élections, plutôt que de répondre à la cause fondamentale du problème. Réduire l'âge du vote sans adresser les autres questions qui empêchent l'engagement et la participation politique des jeunes ne fera pas finalement une grande différence. Du même coup, réduire l'âge du vote dans un environnement propice à l'engagement civique et la participation politique aura des conséquences plus marquées.

Les principales causes peuvent comporter un manque de confiance, un simple sentiment que les décideurs ne prennent pas les jeunes au sérieux, ce qui est reflété dans le nombre de politiques publiques liées aux jeunes prises lors d'une gouvernance périodique. De plus, le sentiment général de l'inaccessibilité aux décideurs aggrave d'avantage cette affirmation, en plus du fait qu'il existe moins de jeunes décideurs qui jouent le rôle de point focaux pour l'engagement et l'apathie

Une perspective alternative suggère que réduire l'âge du vote à travers la réforme des lois d'éligibilité au vote changera les moyens avec lesquels la gouvernance et les décideurs s'impliquent avec les jeunes, étant donné la représentation des jeunes aux élections. Bien que pareille affirmation soit vraie à un certain point, elle ne tient pas compte du reste des jeunes qui sont en mesure de voter mais qui restent à l'écart des sphères politique et civique, ce qui veut dire que la question est fortement liée à la cause fondamentale que pose le désengagement politique et civique. Cette obligation de l'engagement doit donc encourager la participation durable en mettant l'accent sur la qualité plutôt que le degré de participation, en traitant la question à l'origine du désintérêt et l'apathie au lieu de se focaliser sur les symptômes.

Toutefois, le vote devrait s'appuyer sur des méthodes innovantes d'engagement, en sécurisant les processus de vote par mail, téléphone, et en ligne ainsi qu'en prolongeant la durée d'élection pour plus d'une journée. Bien que le concept traditionnel du vote qui repose sur l'idée que ceux qui ne consentent pas d'efforts pour voter ne soient pas dignes de voter, rendre le vote plus accessible n'est pas une question de le faciliter mais de reconnaître qu'il devient plus difficile pour certains groupes que d'autres.

Il faut souligner, cependant, que fournir plus de moyens pour rendre le vote plus innovant et plus accessible pour les jeunes peut augmenter le nombre d'électeurs mais

cela n'insufflera pas en eux le désir de participer politiquement. Il convient de noter que tandis que la question de la volonté d'engagement des jeunes peut être contournée simplement en rendant le vote obligatoire, la politique serait plutôt extrême même si elle est appliquée aux personnes qui votent pour la première fois dans l'espoir de maintenir l'habitude.

Pour cela, le vote obligatoire doit être évalué au vu d'un groupe important de jeunes qui sera potentiellement pénalisé, sans parler que cela peut ouvrir la porte à une rancune et à davantage de désengagement quand les jeunes seront forcés de choisir entre deux options politiques qu'ils n'appuient pas. Permettre l'abstention de vote dans ce cas éliminera ce problème, mais aura un résultat négatif sur le véritable objectif des élections.

Malgré les défis que la réduction de l'âge de vote présente, il reste plus propice à former des habitudes d'engagement avant que le désenchantement et le désengagement s'enracinent, et entrainant des résultats potentiels d'un plus grand engagement. Même en examinant les cas des pays en développement ou la réduction de l'âge de vote a été mise en œuvre, le désengagement a rapidement survenu car la gouvernance et les décideurs n'ont pas déployé des efforts pour changer les comportements et attitudes envers les jeunes. A cet égard, réduire l'âge du vote sans entreprendre des reformes au niveau des organismes gouvernementaux et politiques ne donnera pas de résultats marqués en matière d'engagement civique et politique durable. Toutefois, si pris en compte avec les changements d'attitudes et institutionnels, il peut également présenter un potentiel important.

Finalement, il faut s'efforcer de faire la lumière sur la nature du désengagement notamment en ce qui concerne le vote. Scientifiquement, peu de preuves existent pour soutenir l'argument que les jeunes s'intéressent moins à l'engagement politique que les autres groupes d'âge (Dermody et al., 2010; Hay, 2007). Les jeunes se sentent plus impuissants parce qu'ils ne parviennent pas à apporter des changements à travers le vote. Cela découle peut-être de la culture politique faible ou l'absence de moyens et plateformes de l'engagement pour le changement.

2.4.1.1.2 Éducation politique et à la citoyenneté

L'éducation politique peut être décrite comme l'ensemble de connaissances et de capacités nécessaires pour permettre une participation politique effective. Cela nécessite une bonne connaissance des fonctions du gouvernement, une connaissance des points de l'ordre du jour social, et le développement de la pensée critique nécessaire pour évaluer et examiner objectivement différentes plateformes, vues et positions.

À de nombreux égards, la meilleure manière pour le développement d'une culture politique est l'école. Les enfants commencent à traiter des concepts politiques tels que la distribution des biens depuis leur jeune âge. Par l'importance accordée aux habitudes démocratiques dès le plus jeune âge, les jeunes peuvent prendre de la maturité dans un environnement qui met l'accent sur l'engagement politique constructive et civique qui résulte de nombreux avantages pour la gouvernance et la stabilité social dans l'avenir.

En outre, une telle éducation inculquerait des valeurs de multi-culturalisme, tolérance, moralité et justice. Cela s'accompagne à une sensibilisation sur la nature du pouvoir et de l'autorité, les implications politiques des petites décisions, les défis à la démocratie, le rôle de la gouvernance et de la société civile, et le fait que la société soit naturellement un organisme complexe d'intérêts contradictoires.

À cet égard, les institutions d'enseignement doivent assumer la responsabilité d'être des sites de citoyenneté, en facilitant l'acquisition de la pensée critique et la pratique de l'engagement constructif à travers le débat empreints de respect et l'adoption de conseils d'école et de classe et l'élection des représentatifs des étudiants. Les établissements scolaires devraient également servir de sites d'inscription d'électeurs des jeunes, et de centres de vote pour renforcer le lien entre l'éducation et l'avenir de l'étudiant qui sera le modèle de citoyen qui s'engage positivement à sa société environnante. D'un côté, fournir les moyens pour l'engagement et la participation politiques par le biais des établissements scolaires est une bonne chose, d'un autre côté, Il est néanmoins nécessaire de garantir que la participation politique faible ne s'explique pas nécessairement par le manque d'éligibilité des jeunes à voter. Le passage de l'initiative de l'inscription des électeurs aux institutions scolaires est essentiel, particulièrement en raison de l'environnement propice qu'on peut trouver au sein des écoles.

En ce sens, l'inscription peut être améliorée en distribuant des documents d'information aux enseignants, et en utilisant les volontaires parmi les parents. Le point du volontariat est néanmoins problématique car on ne peut pas garantir que tous les établissements scolaires auront des volontaires pour prendre en charge l'inscription, et des enseignants qui soutiennent de telles initiatives. À cet égard, Il y a de nombreux arguments en faveur de l'inscription électorale obligatoire aux écoles et universités, similaire au caractère obligatoire des certificats de naissance ou de mariage. Pour minimiser la rancune chez les jeunes, l'inscription obligatoire peut être mise en œuvre dans différents niveaux scolaires périodiques, ne fût-ce que pour renforcer l'habitude de la participation politique. Cela peut être complété par des systèmes électroniques d'inscription pour assurer la facilite d'accès.

Il n'y a pas de doute que l'éducation civique est importante pour le développement civique dans les États membres de l'OCI, permettant de remédier aux défis sociaux avant qu'ils deviennent des problèmes, y compris un grand éventail de problèmes sociaux comme le risque de radicalisation, les habitudes du dialogue non-violent, et surtout, la sensibilisation aux mécanismes du changement, qui, sans lequel, les jeunes peuvent être plus susceptibles d'utiliser la violence pour apporter des changements voulus.

Pour cette fin, pour réaliser l'éducation politique à travers l'éducation civique, il faut sérieusement envisager d'améliorer les programmes éducatifs pour soutenir la responsabilité sociale et relier les droits, responsabilité et citoyenneté active au moyen de la participation politique. À l'absence de classes de sciences politiques et sociales, des classes d'inclusion à la citoyenneté devront être une priorité pour traiter le problème des niveaux extrêmement faibles d'éducation politique, et donner aux jeunes l'occasion de devenir des parties prenantes au sein de leur société et communauté en assumant leur devoir d'engagement civique.

Il faut distinguer entre apprendre l'engagement civil, l'engagement civique et la politique de l'alphabétisation. Souvent, on espère que l'éducation à l'engagement civile devienne un engagement civique considérable, mais elle ne traite pas les questions de l'engagement et la participation politique, toujours dans l'espoir que l'activisme civique pourra évoluer ou changer pour devenir un activisme politique. Jusqu'à présent, il n'y a pas eu de preuves reliant l'éducation à l'engagement civil à l'engagement politique accru. Cela ne peut que souligner le rôle central de l'éducation politique complémentaire dans de tels cadres.

Les avantages de l'éducation à la citoyenneté sont fondés, cependant, ils ont des effets à long-termes sur l'engagement politique et social et fournissent les compétences nécessaires dans différentes disciplines et lieux de travail (Circle, 2013). Les jeunes qui disposent de connaissances civiques sont clairement associés à l'engagement politique continu et planifié.(Schulz, 2010). La conscience et les connaissances civiques sont principalement développées en abordant et examinant des questions sociétales principales aidant au développement de la pensée critique, la collaboration, la rhétorique.

2.4.1.1.3 L'enseignement supérieur

Alors que l'engagement politique des jeunes continue d'être un élément nectaire pour le développement et la planification de la croissance à travers les États membres de l'OCI, des préoccupations importantes semblent justifiées en ce qui concerne le nombre réduit de la participation politique et civique des jeunes. Comme il a été mentionné précédemment, malgré la marginalisation des questions politiques majeures liées aux

jeunes et les immenses défis de l'emploi, les jeunes ne sont pas indifférents aux politiques mais manquent plutôt d'accessibilité qui correspond aux formes d'engagement politique et civique qu'ils préfèrent.

En préférant des formes alternatives d'engagement politique à la participation traditionnelle, les jeunes sont en fait chargés d'élargir l'éventail d'engagement et d'expression politiques. Bien que cela soit positif en soi, l'écart qui se creuse entre les jeunes et les réalisations politiques a négativement affecté le processus de la socialisation politique, (Flanagan et al. 2012). Pour combler cet écart, les institutions d'enseignement supérieur commencent à se montrer plus critiques dans le modelage et la définition des attitudes publiques de l'engagement politique et civique.

En outre, le lien entre l'éducation et la culture politiques qui vise à renforcer l'engagement civil et politique est établi statistiquement par le biais d'études scientifiques rigoureuses (Tonge, Mycock et Jeffrey, 2012; Whiteley, 2012). L'éducation à la citoyenneté dans ce contexte est centrale pour relier les jeunes aux réalisations politiques et promouvoir des populations plus saines et plus engagées. Comme il a déjà été souligné, cela instaurait l'éducation politique en fournissant une compréhension des concepts politiques, processus et instituions internationaux, régionaux, nationaux et locaux, et en développant le pensée critique et l'art de parler en public comme étant des éléments essentiels à l'engagement politique et civique, et développer les valeurs privilégiées perçues comme nécessaires à travers les États membres.

Les centres d'enseignement supérieur sont des facteurs déterminants pour un long processus éducatif de socialisation. Étant donné le rôle central potentiel des universités et écoles supérieurs à cet égard, les initiatives ne doivent pas se limiter aux services civiques et communautaires ou à l'activisme symbolique. Un cours éducatif formel serait plutôt idéal étant donné les différences au niveau de l'éducation politique à travers les disciplines même dans les niveaux de l'enseignement supérieur. Les efforts peuvent inclure la coordination de stages sur l'engagement civique et des projets et possibilités communautaires accompagnés d'études formelles sous forme d'alliance universitaire. Cela nécessitera la reconnaissance des universités qui assument le rôle des centres de connaissances pratiques, ainsi que la contribution de la société pour le bien commun.

Pour cette fin, les universités commencent à devenir plus engagées en élargissant leurs empreintes sociales et reconnaissant formellement l'engagement civique des étudiants comme faisant partie de leurs parcours scolaire. Il faut dire que, présentement, l'absence de l'éducation formelle à la citoyenneté à tous les niveaux scolaires est une occasion cruciale manquée.

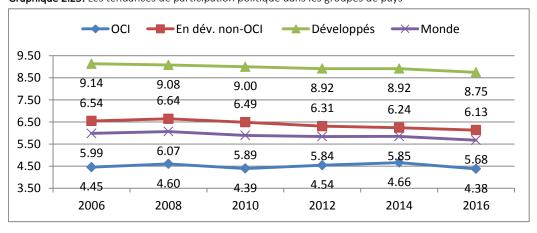
Finalement, la citoyenneté doit être identifiée comme une ressource sociétale de valeur et une connaissance nécessaire pour rendre les efforts des autres compétences tant

pertinentes que guidées. La priorité devrait donc être accordée à l'engagement politique et civique, en reconnaissant les efforts des étudiants et ceux du corps enseignant compétent à la fin des programmes de citoyenneté. Pour atteindre cet objectif, une importance doit être accordée au leadership et à l'organisation de l'engagement, couplée par des débats et discussions perspicaces sur des contextes plus larges pour des actions spécifiques et concrétés.

2.4.1.1.4 Le désengagement des jeunes

Ceci est une tendance générale indiquant un écart croissant entre les différences frappantes entre les citoyens et les politiques et institutions démocratiques (Norris, 2011). Comme le montre le graphique 2.25, l'OCI, en particulier, affiche toujours un retard en participation politique par rapport aux autres groupes de pays, en étant bien inférieur aux autres moyennes de l'an 2006 à 2016.

En cas de tels écarts et avec la régression de la participation politique; les jeunes affichent traditionnellement les niveaux les plus bas de participation. Ceci est intéressant vu que les jeunes s'engageront dans d'autres moyens alternatifs d'engagement comme les manifestations et les rassemblements L'absence de l'engagement des jeunes à la gouvernance et les élections ne fait que renforcer la perception que les jeunes se désintéressent à la politique. De plus, il y a un écart visible entre l'ancienne et la nouvelle génération, menant les décideurs à donner la priorité aux intérêts des anciennes générations au dépriment des jeunes, ce qui a des conséquences graves sur les disparités politiques et l'inégalité socioéconomique.



Graphique 2.25: Les tendances de participation politique dans les groupes de pays

Source: Calculs du personnel de SESRIC basés sur l'Indice de transformation Bertelsmann, (Bertelsmann transformation indice (BTI) 2016.

Dans les États membres de l'OCI, des circonstances uniques se conjuguent pour engendrer l'engagement civique et la participation politique faibles. En mettant fortement l'accent sur le collectif au lieu de l'individuel, les jeunes peuvent être perçu comme des radicaux sociaux dans leur tentative à changer le statu quo. De façon plus importante, et dans des situations ou les jeunes sont incapables de subvenir à leurs besoins économiques, la politique est souvent une deuxième considération. Le chômage, les coûts élevés du logement et de dot sont quelques exemples des obstacles à l'auto-réalisation des jeunes, qui représente une étape nécessaire pour s'impliquer dans la société en tant que partie prenante. De plus, malgré la mesure d'intérêt dans le processus politique, les jeunes pourraient avoir une connaissance imparfaite pour une participation effective ou sentir qu'ils ne peuvent pas avoir individuellement un effet sur le processus de la prise de décision. La perte de confiance en la participation politique est destructive pour n'importe quelle culture d'engagement civique ou politique, avec des répercussions sur la délégitimisation de l'autorité et la vulnérabilité face au radicalisme idéologique. Pour cela, les jeunes ont besoin de sentir que le processus politique peut leur permettre d'atteindre leurs objectifs et souhaits en l'absence desquels la motivation de voter sera faible lorsqu'il s'agit de choisir entre un ou plus de choix déplaisants.

Bien qu'introduire le vote obligatoire pour la première fois est une suggestion commune, cela tombe encore dans le piège de remédier uniquement aux symptômes plutôt que les causes. A cette fin, le manque de confiance des jeunes en les gouvernements et leur grand scepticisme que les déclarations d'inciter les jeunes de s'engager et participer ne sont pas véritables exigeront des efforts de la part des parties qui font l'objet de ce manque de confiance pour changer cette perception. Cela devrait se faire principalement à travers le développement des plateformes axées sur l'action et établir des bilans importants et assurer l'application de leurs recommandations et idées. D'autre initiatives nécessaires comprennent une communication directe avec les jeunes, l'usage effectif des médias sociaux et définir des canaux d'interaction et d'engagement.

Bien que le vote obligatoire puisse augmenter la participation électorale, il serait nécessaire de développer l'engagement face au processus en tant que tel. Cela étant dit, il convient de rappeler que le désengagement et le scepticisme ne sont pas permanents, mais dépendent sur la bientraitance et la valorisation au lieu de la marginalisation et la négligence. Ces variables clés ont la possibilité de changer l'engagement politique en une participation politique.

Avant les élections, la gouvernance et les parties doivent organiser des forums de politiques lies aux questions des jeunes dans les établissements scolaires, universités et centres communautaires afin d'écouter et communiquer avec les jeunes. De tels forums peuvent être fonctionnels aux niveaux local et national pour maximiser l'impact et

générer des discussions intéressantes sur les principales contestations des jeunes. En outre, leur portée peut être amélioré à travers l'utilisation des technologies familières, indiquant un changement dans les politiques liées aux jeunes et que leurs opinions et leur engagement sont appréciés et dignes d'attention. Il est nécessaire de réaliser que tandis que l'augmentation des nombres de groupes de population engagés politiquement est nécessaire, la question de la culture politique et la socialisation est autant plus critique. Étant donné que les jeunes sont moins susceptibles de s'engager formellement dans des groupes civiques et politiques, ou d'avoir goût d'intégrer les groupes de pression, ils manquent d'infrastructures essentielles pour faciliter leur engagement. En conséquence, l'interaction entre les décideurs et les jeunes est réduite, ce qui peut mener au désintéressement aux jeunes et à une vue négative de l'engagement politique dans son ensemble.

2.4.1.2 Pratiques inclusives

2.4.1.2.1 Les partis politiques

Les structures des partis politiques témoignent généralement d'une difficulté accrue à attirer d'autres membres, faisant face à des défis majeurs par rapport à l'implication des jeunes vu le changement des structures organisationnelles traditionnelles et les organisations hiérarchiques (Heidar, 2006). Il est difficile d'identifier les chiffres exacts de ce phénomène dans les États membres de l'OCI en raison des subtilités des conditions d'adhésion et l'absence de données fiables, mais cette tendance est juste un exemple d'un déclin généralisé.

Alors que les pays développés présentent des partis supposément accessibles visant à attirer différents opinions et points de vues, les pays en développement présentent souvent des partis idéologiquement plus élitistes attrayants pour des électorats spécifiques, au dépriment du plus grand nombre. Étant donné que les jeunes sont plus intéressés à des formes alternatives d'engagement politique non institutionnalisé comme les manifestations, les organisations caritatives et les réseaux de l'action collective, les institutions politiques et partis doivent repenser leurs mandats et le rôle de leur adhésion s'ils veulent impliquer les jeunes d'une manière plus prononcée. La préférence des jeunes pour des formes alternatives d'engagement politique peut être résumée par le fait que les jeunes préfèrent les politiques axées sur l'action qui ont des résultats tangibles, notables et qui sert de moyen de validation pour l'individu puisqu'elle œuvre en faveur de leur société.

Les jeunes soutiennent la perception que les partis politiques sont éloignés, et qu'ils me privilégient pas l'unité et le bien-être général dans leurs politiques et approches traitant les principales questions sociales. De plus, les jeunes sont parfaitement conscients que leurs préoccupations sont généralement négligées par les établissements et partis politiques avant et après les élections. Les résultats finaux de ce qui précède est un fossé grave entre les institutions politiques et les jeunes, malgré qu'il existe des branches de partis dans lesquels les jeunes sont affiliés. Même s'il y a des organismes jeunes dans les partis, ils ne sont pas souvent directement liés aux délibérations internes du parti, avec des critères d'adhésion restrictifs. Tandis que de tels organismes de jeunes profitent d'une certaine indépendance en matière d'organisation d'événements et de positionnement politique, ils restent soumis à l'organisme politique central en ce qui concerne le budget, la légitimité et l'accès.

Même dans des circonstances exceptionnelles ou les jeunes sont directement engagés dans la formation politique du parti, ils font face à des restrictions. Il y a un risque de perte des électeurs les plus âgés si les propositions de politiques troublants élaborés par les jeunes prennent effet. En conséquence, les jeunes sont souvent consultés lorsqu'il s'agit de questions spécifiques aux jeunes plutôt que les engager directement dans les politiques générales et dans la prise de décision.

2.4.1.2.2 Nouvelles approches

Alors qu'il est possible d'avoir des tensions politiques en abordant le rôle et des souhaits des membres jeunes, leur rôle doit être perçu comme un investissement essentiel pour lutter contre l'apathie et le désenchantement des citoyens. L'inclusion représente donc des opportunités nécessaires pour l'action civique et la participation politique. Pour atteindre ceci, il faut rejuger les conditions et rôles des jeunes au sein de telles organisations, ainsi que les relations institutionnelles qui relient les partis traditionnels à leurs jeunes organismes.

De plus, les jeunes ne doivent pas être perçus seulement comme des mécanismes pour l'enrôlement ou des terrains de formation pour des rôles précis au sein des grands partis, car cela constituera un fardeau pour le leadership effectif et prometteur dans les organismes jeunes de ces partis. En outre, mettre à l'écart le leadership des organismes jeunes au profit du parti central pour des rôles secondaires, les met dans des cadres ou leur expérience marginale les empêcherait d'être impliqués dans l'élaboration des politiques et les prises de décisions.

Pour ce faire, il faut que les organismes jeunes aient une autonomie budgétaire, assurant qu'ils seront capables d'acquérir de l'expérience d'une façon indépendante et effective, permettant davantage d'influence sur l'organisme central du parti, éventuellement éliminant la ségrégation politique.

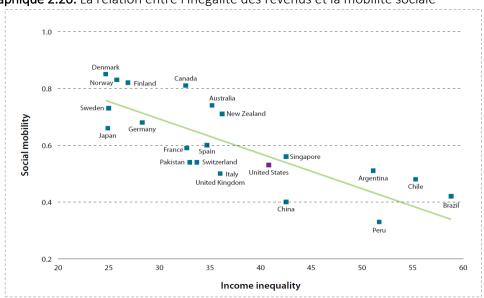
Dans ce contexte, la reforme organisationnelles des structures des partis politiques est totalement insuffisante pour changer en soi l'engagement politique des jeunes. Quand les jeunes sont poussés à s'engager aux cercles civiques et politiques, ils ont généralement une question spécifique à l'esprit: une inclination vers une question

politique auquel les partis ne peuvent pas réponde sans difficulté. De plus, l'environnement des partis ne reflètent souvent pas un sens de familiarité et d'exclusivité qui peut attirer les jeunes à s'engager, surtout eux qui ne s'intéressent pas aux formes traditionnelles d'engagement politique et civique.

À cet effet, les jeunes doivent être mieux engagés et impliqués dans les partis politiques en étant actifs d'abord dans les questions qui les intéressent. Dans le cadre de cette initiative, les partis politiques devrait revendiquer des scénarios axés sur une seule question et améliorer leur visibilité, accessibilité et engagement avec les jeunes dans leurs localités respectives. À travers l'engagement auprès des jeunes, les organismes politiques deviendront plus pertinents, en permettant la socialisation de l'éducation et la culture politiques dans les jeunes populations au sein de la société.

2.4.1.2.3 Mobilité sociale et inclusion des jeunes

Les sociétés des pays de l'OCI connaissent un changement rapide et dynamique avec des implications directes sur la population jeune, car elle est particulièrement mise au défi par les possibilités limitées pour la mobilité sociale et les restrictions à l'intégration complète dans la vie sociale, culturelle, économique et politique. Dans de nombreux cas, ces circonstances causent des troubles sociaux et l'instabilité politique.



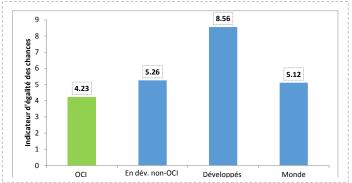
Graphique 2.26: La relation entre l'inégalité des revenus et la mobilité sociale

Source: Greenstone et al. (2013).

Cette section met en lumière certaines questions sociales liées à la jeunesse dans les États membres de l'OCI. La mobilité sociale est le déplacement des personnes entre les couches sociales d'une société donnée. La mobilité sociale peut être évaluée au moyen des indicateurs de l'éducation, la mobilité professionnelle, celle du salaire ainsi que celle du revenu familial; toutefois, ces indicateurs sont basés sur des données très spécialisées, et ne sont pas disponibles pour les États Membres de l'OCI.

La mobilité sociale est étroitement liée à l'inégalité. Les pays qui souffrent de l'inégalité élevée des revenus ont tendance à avoir moins de mobilité sociale comme le montre le graphique 2.26. L'OCDE (2011) affirme que l'inégalité croissante des revenus "peut atténuer la mobilité sociale ascendante, rendant difficile pour les personnes talentueux et travailleurs d'avoir les récompenses qu'ils méritent".

Graphique 2.27: L'égalité des chances



Source: Calculs du personnel du SESRIC basés sur l'Indice de transformation Bertelsmann, (Bertelsmann transformation indice (BTI)) 2016. Données disponibles pour un total de 128 pays, dont 47 États membres de l'OCI

Comme le montre le graphique 2.27, les États membres, en tant que souffre groupe, sérieuses inégalités empêchant les personnes d'avoir accès aux mêmes possibilités. Le graphique montre que les États membres de l'OCI se développent moins que tous les autres groupes de pays en matière d'égalité des chances. Les États membres de l'OCI ont

obtenu un score médiocre de 4.2 sur l'échelle de l'égalité des chances (dix étant le meilleur score possible) alors que les pays en développement non membres de l'OCI ont affiché un score de 5.3, et les pays développés (8.6) ; la moyenne mondiale étant de 5.1. Il serait difficile d'augmenter la mobilité sociale dans les États membres de l'OCI sans résoudre le problème de l'inégalité. Les États membres de l'OCI doivent donc veiller à ce que les mesures politiques envisagées pour réduire l'inégalité et augmenter la mobilité sociale n'aient pas d'effets négatifs sur l'efficacité et la croissance à long-terme.

Que faire pour améliorer la mobilité sociale dans les États membres de l'OCI? Parmi les facteurs principaux qui déterminent le succès individuel sont les compétences héréditaires ainsi que le milieu environnant. Étant donné les liens directs entre le développement du capital humain et la croissance de la productivité du travail, garantir l'égalité des chances pour une éducation réussie est un point important dans la promotion de la mobilité sociale dans les États membres de l'OCI.

Les études empiriques portant sur la mobilité indiquent que la transmission du statut économique d'une génération à l'autre est plus élevée dans les pays en développement non membres de l'OCI que dans les pays développés (e.g., Solon, 2002). Cela montre que la mobilité sociale dans un pays donné augmentera en fonction du développement économique et l'amélioration du système éducatif. Néanmoins, les données du Moyen-Orient prouvent que ce n'est peut-être pas toujours le cas. Binzel (2011) note de profondes changements dans la mobilité, intergénérationnelle, éducationnelle et économique en Égypte en fournissant des preuves quantitatives et macroéconomiques de la détérioration de la mobilité sociale parmi les jeunes bien-instruits en Égypte.

Une explication plausible du niveau d'éducation accru accompagné d'une mobilité sociale réduite dans le Moyen-Orient serait relative au mauvais fonctionnement du marché du travail. Les marchés du travail dans le Moyen-Orient sont fortement réglementés ce qui limite la capacité du marché du travail d'intégrer de nouveaux talents et profiter de leurs compétences (Binzel, 2011). Quand le niveau d'éducation accru ne se traduit pas par des résultats économiques adéquats, les nouvelles générations seront contraintes par un environnement déterminé par leur contexte familial. On ne devrait donc pas s'étonner que les jeunes instruits reflètent le mécontentement et désenchantement sous une forme ou une autre quand leur statut social ne connait aucun changement considérable malgré les investissements importants consacrés à l'éducation.

Afin d'améliorer l'égalité des chances et la mobilité sociale, il faut entreprendre des mesures non seulement durant le passage de l'école vers le marché du travail, mais bien pendant les premières années de la vie, et doivent être suivis tout au long de la vie. La documentation montre que les enfants issus de milieux plus modestes qui ont montré des signes précurseurs de compétences élevées reculent par rapport aux enfants qui n'ont pas eu de performances notables (Feinstein, 2003). Les enfants pauvres ont un plus faible poids à la naissance, une détérioration des conditions de santé et de comportement, ainsi qu'un niveau bas de développement sur le plan personnel, social et émotionnel. Une intervention précoce est donc cruciale pour assurer des chances égales aux personnes et réaliser leurs vraies potentialités.

Durant les années d'école, les enfants développent les compétences, qualifications et aspirations nécessaires pour déterminer leur vie future. De vastes écarts risquent d'apparaître et de se creuser relativement aux niveaux d'instruction et aux rendements scolaires des enfants de divers milieux durant cette période. Pendant leur transition au travail, beaucoup de jeunes ont des difficultés à réaliser leurs potentiels, certains ratant complètement leur éducation, emploi et formation. Les jeunes qui ne sont pas scolarisés, n'exercent aucun emploi et ne suivent aucune formation (NEET) peuvent subir des conséquences négatives à long termes relativement à leur statut sociale. Au sein du marché du travail, les gens ont tendance à progresser vers de meilleurs emplois avec des revenus plus importants à mesure qu'ils acquièrent plus d'expériences. Cependant, certains jeunes adultes, particulièrement les moins bien qualifiés d'entre

eux ont moins de chances de progresser et bénéficient rarement d'une seconde possibilité de réussite grâce à l'apprentissage de nouvelles compétences. Les femmes et les jeunes et les jeunes les moins qualifies ont du mal à se trouver un emploi ou gagner des salaires compétitifs au cours de leur vie professionnelle.

Dans cette optique, afin d'améliorer la mobilité sociale dans les États membres de l'OCI, une approche compréhensive doit être élaborée. Cette approche englobe les stades critiques du développement de l'individu allant des soins à la petite enfance à la scolarisation et l'enseignement supérieur ainsi que la transition vers le marché du travail. Cela appelle l'attention et exige l'action de la part de tous les acteurs. Les gouvernements des États membres de l'OCI doivent garantir un accès égal aux opportunités, les organisations de la société civile doivent supporter les personnes défavorisées pour réussir, les établissements de l'enseignement doivent prendre en compte les différents milieux dont les élevés sont issus et les encourager à acquérir une éducation de qualité, et les acteurs du marché du travail doivent être flexibles et doivent aider ceux qui ont du mal à s'adapter aux environnements de travail.

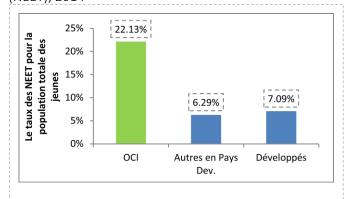
2.4.1.2.4 L'inclusion des jeunes dans la société

L'inclusion sociale est un processus par lequel les individus ou les communautés entières profitent des opportunités et ressources nécessaires pour participer entièrement à la vie économique, sociale, culturelle et politique de leurs sociétés. Tandis que la majorité des recherches se focalise sur la dimension économique de l'inclusion des jeunes, nous croyons fermement que cet axe dimensionnel unique n'est

pas valable pour les États membres de l'OCI, et envisageront plutôt de l'examiner du point de vue économique et politique.

point de économique, la meilleure mesure pour éviter l'exclusion des jeunes est de maximiser participation des jeunes à l'éducation et au marché du travail, et augmenter davantage leurs possibilités réaliser de leurs aspirations

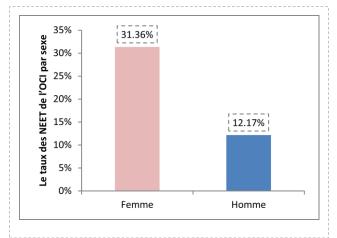
Graphique 2.28(a): Les jeunes qui ne sont pas scolarisés, n'exercent aucun emploi et ne suivent aucune formation (NEET), 2014



Source: Calculs de personnel de SESRIC basé sur la banque mondiale en utilisant les plus récentes données disponibles jusqu'en 2014. Données disponibles pour un total de 45 pays, dont 10 États membres de l'OCI

d'acquérir un logement et fonder une famille. Cependant, en réalité, un nombre croissant de jeunes dans les États membres de l'OCI ne sont pas capables de réaliser ces aspirations.

Graphique 2.28(b): Jeunes déscolarisés sans emploi (NEET) de l'OCI par sexe, 2016



Source: Calculs effectués par le personnel du SESRIC basé sur la banque mondiale en utilisant les plus récentes données disponibles jusqu'en 2012 Données disponibles pour un total de 45 pays, dont 10 États membres de l'OCI (2014)

Cela s'explique par le fait que 22,1% des jeunes dans les États membres de l'OCI se voient exclus de d'éducation, le travail et la formation comme indiqué dans le graphique 2.27(a). Le taux des NEET (jeunes sans emploi, ne études suivant ni formation) aux États membres est plus élevé que celui observé dans les pays en développement non membres de l'OCI (6,3%),les pays développés (7,1) et le monde (11,8%).

Cependant, les jeunes ne forment pas un groupe homogène. Parmi les jeunes, le groupe des femmes est l'un des groupes très vulnérables et soumis à l'exclusion sociale. Comme le montre le graphique 2.28(b), le taux des NEET pour les jeunes femmes dans les États membres de l'OCI (31,4%) reste plus de deux fois supérieur à celui des hommes (12,2%)

Un autre groupe de jeunes qui est aussi vulnérables et soumis à l'exclusion sociale est celui des jeunes résidents dans les zones rurales. Le pourcentage de la population de l'OCI vivant dans les zones rurales est de 45,9 (Calculs effectués par le personnel du SESRIC en 2013 basé sur les données de la banque mondiale) où les jeunes connaissent des niveaux plus élevés de pauvreté, et un accès limité aux technologies et l'infrastructure de télécommunication, aux possibilités de l'éducation et au marché du travail.

De façon générale, comme l'indique le graphique 2.23, la participation politique dans les États membres de l'OCI est relativement élevée. En tant que groupe, les pays ont enregistré un indice de participation politique faible de 4.38 (Le score le plus élevé possible étant de 10) tandis que le score des pays en développement non membres de

l'OCI était de 6,13, les pays développés (8.75), et la moyenne mondiale étant de 5.68. Cela est également le cas lorsqu'on évalue l'intégration politique et sociale. Les États membres de l'OCI ont obtenu des scores faibles de 4.24 en matière d'indice d'intégration sociale, tandis que les pays en développement non membres de l'OCI ont enregistré un score de 5.29 et les pays développés un score de 7.84, la moyenne mondiale étant de 5.09 (graphiques 2.24)

Les dimensions politiques et économiques de l'inclusion des jeunes dans la société sont hautement interdépendantes. Les gouvernements devraient donc reconnaître l'importance de l'adoption d'une approche multidimensionnelle pour aborder la question de l'inclusion des jeunes dans la société. Sur le plan économique, les États membres de l'OCI doivent améliorer l'accès des jeunes à l'emploi, l'éducation et la formation. Les jeunes qui ne disposent pas de diplômes universitaires, qui n'exercent aucun emploi et ne poursuivent ni études ni formations doivent avoir l'accès aux programmes qui correspondent à leurs besoins et aux exigences du marché du travail. Sur le plan politique, de nouvelles politiques et initiatives devraient être élaborées et orientées vers la participation des jeunes dans la prise de décisions socioéconomiques et politiques en vue de rétablir la confiance entre les jeunes et les institutions publiques. De plus, le défi de garantir l'inclusion des jeunes dans la société ne devrait pas incomber seulement sur les gouvernements. Au contraire, les gouvernements, le secteur privé, la société civile et les jeunes eux-mêmes devraient travailler ensemble pour remédier aux questions relatives à l'inclusion sociale des jeunes.

2.4.2 Extrémisme et conflit

Les populations de jeunes sont certainement les plus sensibles aux dangers de la radicalisation et aux conséquences de l'extrémisme violent. Bien que les jeunes soient de nature dynamique et flexible, ils cherchent la stabilité, le succès et un sens à leur vie, surtout quand ils se trouvent face à des modes de vie rapides et à une dichotomie entre les valeurs et cultures traditionnelles et les conditions de la vie moderne. Dans de nombreux cas, le radicalisme est la réponse la plus simple. À cette fin, les politiques publiques devraient s'attaquer aux causes profondes qui facilitent les voies de radicalisation et de désenchantement; non seulement pour des raisons sécuritaires, mais aussi pour les motiver à exploiter pleinement leur potentiel et s'assurer contre la fragilité des jeunes.

La grande majorité des gens impliqués dans le radicalisme et l'extrémisme violent sont des jeunes. Ceci est en rapport étroit avec les États membres de l'OCI puisque leur structure démographique reste la plus jeune du monde. La part des États membres de l'OCI dans la population mondiale totale des jeunes est caractérisée par une augmentation croissante par rapport aux pays en développement non membres de l'OCI

et aux pays du monde développé. En 1990, 19,9% de la population jeune dans le monde vivait dans les États membres de l'OCI, mais ce pourcentage a atteint 26,7% en 2015 et devrait atteindre 30,9% en 2030. En théorie, l'augmentation de la population jeune doit présenter un grand potentiel aux États membres de l'OCI sur le plan du développement économique, mais ça représente également une menace. L'augmentation de la population jeune, accompagnée d'un chômage généralisé, risque de radicaliser la population jeune ce qui est exactement le cas dans plusieurs États membres de l'OCI. Le taux de chômage des jeunes dans les États membres de l'OCI représente plus de 16% et reste nettement au-dessus des moyennes des pays en développement non membres de l'OCI et des pays développés. Les jeunes qui ne parviennent pas à trouver des emplois décents et de ce fait, ne peuvent pas se marier finissent par être exclus tant de l'économie que de la société. Cela est la cause d'une énorme frustration pour les jeunes, et en l'absence de voies pour canaliser cette frustration, une partie de ces jeunes se trouveront sur la voie du radicalisme et de l'extrémisme violent, convaincus que c'est la seule solution d'effectuer des changements. Les organisations terroristes profitent également du chômage des jeunes pour attirer les adhérents et utilisent dans certains cas la promesse d'emplois comme stratégies de recrutement.

En raison des bouleversements ressentis dans de nombreuses régions de l'OCI, les conséquences des conflits et du déplacement persisteront pendant de longues années tant que les effets générationnels comportant la non-éducation et l'absence de structures de soutien social d'épanouissement personnel et d'indépendance affectent toujours les jeunes dans les États membres de l'OCI. Il est donc primordial de comprendre les causes profondes des facteurs négatifs de l'instabilité et des potentiels inexploités.

2.4.2.1 Les défis socio-économiques

Bien que la pauvreté structurelle traditionnelle et les défis liés à la santé soient largement présents dans la littérature, moins d'attention est accordée aux défis qui s'appuient principalement sur la perception. Ainsi, alors que les jeunes ne peuvent pas vivre dans des conditions de privation absolue, les perceptions de l'inégalité économique ou la corruption peut être toutes aussi préjudiciables à l'engagement civique des jeunes, à la légitimité de l'État et voire même la radicalisation.

Comme le montre le graphique 2.29, l'égalité telle que mesurée à travers la disparité des revenus est nettement plus élevée pour les autres groupes de pays. L'inégalité des revenus est étroitement liée aux questions de mobilité sociale, de corruption, et d'auto-actualisation; tous étant des arguments essentiels pour les populations de jeunes qui cherchent à tirer le meilleur parti de leurs circonstances.

Égalité L'égalité dans l'OCI 50 50 41.8 40.9 38.6 40 36.9 40 35.9 32.3 31.9 Indice de GINI ndice de GINI 30 30 20 20 10 10 0 0 OCI-Groupe OCI-Groupe OCI En dév. Développés Monde arabe africain asiatique non-OCI

Graphique 2.29: L'égalité (répartition des revenus)

Source: Calculs effectués par le personnel du SESRIC fondés sur la base de données des Indicateurs du développement dans le monde (WDI), Banque mondiale, dernières données disponibles depuis 2005

Pour davantage renforcer le fait que les défis peuvent être liés au développement, les griefs et le désenchantement des jeunes ne sont pas essentiellement liés à des raisons économiques; vu les niveaux de développement humain dans les États membres de l'OCI. Selon l'indice de développement humain, les États membres de l'OCI accusent de faibles performances avec 41 % des États membres de l'OCI enregistrant des niveaux de développement humain faibles, 23 % des niveaux de développement humain moyens et seulement 36 % enregistrant des niveaux très élevés ou des niveaux élevés de développement humain. Les performances des États membres de l'OCI en matière de développement humain sont médiocres par rapport aux autres groupes de pays (Graphique 2.30). Lorsqu'on met l'accent sur le groupe de pays arabes de l'OCI par rapport au groupe des pays africains de l'OCI, on peut observer que la majorité des pays dans le groupe arabe (55 %) enregistrent des niveaux très élevés ou des niveaux élevés de développement humain, et cela malgré des situations importantes de conflit, de radicalisme et d'extrémisme violent.

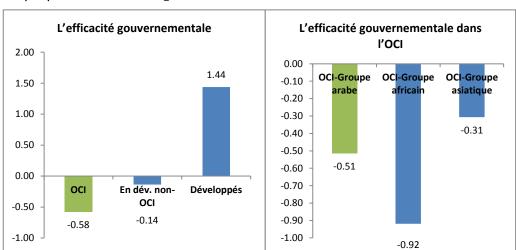
Également essentiel à la perception des jeunes, avec des conséquences importantes sur la radicalisation potentielle et l'engagement civique sont les problèmes de gouvernement inefficace et de corruption. De telles perceptions affectent directement la légitimité de l'État, et donc sa capacité de proposer des projets de lois, maintenir l'ordre et l'autorité, et ainsi faciliter la radicalisation des populations de jeunes mécontents.

Le développement humain Le développement humain dans l'OCI 100% 100% 23% 20% 80% 41% 80% 21% 25% 60% 60% 100% 94% 23% 40% 40% 56% 52% 55% 50% 20% 20% 36% 6% 0% 0% OCI En dév. Développés Monde OCI-Groupe OCI-Groupe OCI-Groupe non-OCI arabe africain asiatique 🔳 Niveau très élevé ou élevé de développement humain 🔳 Niveau moyen de développement humain 💻 Niveau faible de développement humain

Graphique 2.30 Le développement humain

Source: Calculs effectués par le personnel du SESRIC basés sur l'indice de développement humain, 2015

Le graphique 2.32 illustre la lutte contre la corruption qui fait partie de l'indicateur de gouvernance mondiale. Les notes de la lutte contre la corruption mesurent les perceptions dans la mesure où le pouvoir public est exercé au profit d'intérêts privés, y compris les petites et grandes formes de corruption, ainsi que "l'appropriation" de l'État par les élites et les intérêts privés. Les mesures de lutte contre la corruption varient de -2,5 (faible) à 2,5 (forte performance de la gouvernance). Comme l'illustre le graphique, la perception de la corruption est très élevée dans les États membres de l'OCI, dépassant largement ceux des autres groupes de pays. Cela montre que la perception de la corruption dans les pays de l'OCI est un problème grave qui ne peut plus être ignoré.

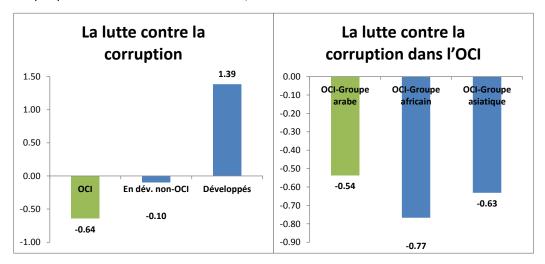


Graphique 2.31 L'efficacité gouvernementale

Source: Calculs effectués par le personnel du SESRIC basés sur l'indicateur de gouvernance mondiale, 2016

2.4.2.2 La radicalisation en ligne

Graphique 2.32: La lutte contre la corruption



Source: Calculs effectués par le personnel du SESRIC basés sur l'indicateur de gouvernance mondiale, 2016 mis à jour

Suite au désengagement et le désenchantement relative des jeunes dans l'ensemble de la région pays de l'OCI, un défi est posé dans la prévention et la lutte contre la menace croissante de radicalisation et de recrutement en ligne. Le phénomène est difficile à suivre et à contrer, car s'appuyant sur les affinités entre les jeunes. En tant que processus, ils s'engagent d'abord dans des discussions et débats sur les valeurs fondamentales et les concepts, puis ils évoluent de l'empathie à la sympathie, suivie d'un soutien matériel et émotionnel aux groupes radicaux et leurs programmes. Vu la capacité de l'Internet à être un moyen efficace et virtuel pour la formation et la coordination, suscite des inquiétudes réelles. À cet effet, prévenir la radicalisation en ligne exige des programmes éducatifs spécialement conçus pour fournir une immunité contre de telles méthodes et des campagnes de sensibilisation des destinées à la jeunesse dans la société pour fournir des solutions alternatives, des contre-arguments et justifications qui peuvent réduire ou empêcher l'efficacité de la radicalisation en ligne.

Une expérience pertinente à mentionner est l'engagement de l'Arabie saoudite contre la radicalisation en ligne, et les mesures à l'encontre des jeunes et des sites Web qui soutiennent la pensée extrémiste. Cela a été donné à partir de la prémisse de base que l'Internet représente l'un des outils les plus importants des groupes extrémistes pour répandre leur idéologie à la jeunesse (Ansary, 2008). À cet égard, le gouvernement saoudien a lancé la campagne al-Sakinah, dans le but de de fournir des contrearguments au dialogue extrémiste en ligne par des universitaires et des imams

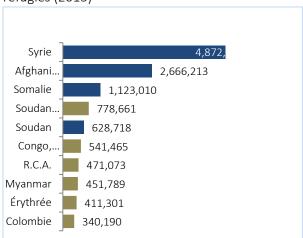
bénévoles en communiquant avec les membres radicaux des domaines extrémistes. La campagne al-Sakinah comprend plus de 60 universitaires, chercheurs, psychologues et spécialistes des sciences sociales qui combattent l'extrémisme à travers l'Internet au moyen d'infiltration, de ciblage de personnes qui sont en sympathie aux, ou soutiennent des croyances extrémistes, mais n'ayant pas commis d'actes terroristes. D'après un exemple présenté, au cours de 54 000 heures d'échanges, un total de 972 sujets en ligne auraient été rétablis de leurs idéologies extrémistes (Ansary, 2008).

Bien que les efforts modestes ne puissent pas entièrement résoudre ou prévenir la radicalisation ou le recrutement en ligne, l'absence de telles initiatives permettraient un accès incontesté aux jeunes vulnérables avec d'éventuelle instabilité sociale et politique. À cet égard, les investissements requis pour de telles initiatives sont plus que nécessaires vu leurs effets.

2.4.2.3 Migration et déplacement des jeunes

Bien qu'il n'existe pas d'études qui documentent les migrations des jeunes dans l'ensemble des États membres de l'OCI, et en dépit d'une faible littérature sur les migrations, un rapport mondial sur la jeunesse des Nations Unies est clair en affirmant que : « Les jeunes migrants constituent une proportion relativement importante de l'ensemble de la population immigrée ». À cet effet, les données sur la migration et le déplacement total sont néanmoins indicatives des statistiques approximatives sur les jeunes.

Graphique 2.33: Les principaux pays originaires de réfugiés (2015)



Source: Calculs effectués par le personnel du SESRIC basé sur le HCR, 2015 et les données de la Banque mondiale

SESRIC (2013a) estime le nombre d'émigrants internationaux l'OCI d'atteindre 60 millions en 2015. Il s'agit d'un nombre important et peut s'expliquer par le modèle "répulsion-attractionfacilitation" proposé par le SESRIC (2014a). Les facteurs de répulsion sont des facteurs conduisant des personnes hors de leur pays d'origine, les facteurs d'attraction sont des facteurs visant à attirer les gens pays vers de destination, les facteurs de facilitation des sont facteurs facilitant le processus

d'immigration du pays d'origine vers le pays de destination. L'un des principaux facteurs

de répulsion est le manque d'inclusion des jeunes dans la société de l'OCI Les autres facteurs de répulsion comprennent : les bas salaires, le chômage et le sous-emploi, les mauvaises conditions de travail, l'instabilité politique (tel que les guerres civiles en Syrie, Irak, Soudan du Sud et de l'ouest, Afghanistan, etc.), la mauvaise gouvernance, le manque de liberté, la discrimination dans les nominations, la corruption et la pauvreté. Les facteurs d'attraction comprennent : le revenu plus élevé, les meilleures conditions de travail, les meilleures perspectives d'emploi, le niveau de vie élevé, la liberté et la stabilité politique. Les facteurs de facilitation comprennent : la mondialisation qui a accru la mobilité des personnes à travers les frontières des pays, l'internationalisation de professions et marchés du travail qui a également conduit à une augmentation du niveau de mobilité des personnes et les progrès en matière de de technologies de l'information et de la communication. Les progrès des technologies de l'information et de la communication (TIC) ont plus d'incidence sur les jeunes que la population générale en raison de l'adoption des TIC par les jeunes. Les TIC offrent un accès facile à l'information sur les possibilités d'emploi à l'étranger et l'accès facile à la communication (c.-à-d. Skype, WhatsApp, Viber, etc.). Aussi, les réseaux sociaux (tels que Facebook), en particulier, jouent un rôle important dans la définition du processus de migration des jeunes en leur facilitant l'immigration à des endroits où résident les membres de leur réseau.

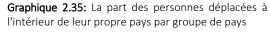
Les conséquences des migrations, qu'ils soient volontaires ou forcées, sont complexes et difficiles à quantifier, et sont l'objet de controverses. De nombreux articles affirment que l'immigration a des effets positifs sur les pays d'origine (voir Commander et al. 2004, Docquier & Rapoport 2012, et Gibson & McKenzie 2011). Cela est fondé sur l'idée que l'immigration est accompagnée par des transferts d'argent vers le pays d'origine qui sert d'impulsion à l'économie, l'accroissement des échanges à la suite d'activités de la diaspora, l'expertise et le savoir-faire apporté par les émigrants de retour, et un effet positif sur l'accumulation du capital humain en raison de personnes cherchant à atteindre de hauts niveaux d'éducation et de professionnalisme dans l'espoir d'émigrer. La littérature ci-dessus sur les avantages de l'immigration pour les pays d'origine peut être décrite comme étant théorique, fondée sur l'analyse de l'équilibre partiel statique ou des preuves empiriques. Par ailleurs, les jeunes abandonnés par leurs parents sont profondément affectés par l'immigration. La majorité des États membres de l'OCI ont des valeurs traditionnelles et conservatrices où la famille est la pierre angulaire de la société. Le rôle d'encadrement des jeunes est généralement effectuée par les parents et l'absence d'un des parents a des conséquences graves sur le plan social, psychologique et affectif des jeunes et sur la transition vers l'âge adulte. En outre, les jeunes laissés derrière par des parents ont la tâche d'assumer les responsabilités endossées auparavant par leurs parents. C'est particulièrement vrai pour l'aîné des fils et des filles

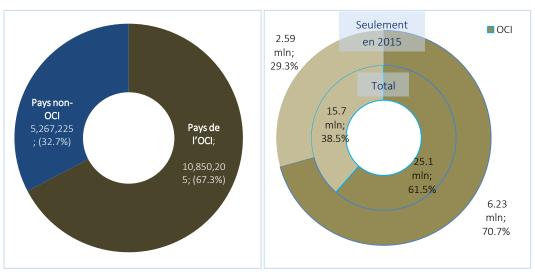
et ses nouvelles responsabilités ont le potentiel d'affecter la performance scolaire des jeunes et, dans des cas extrêmes, conduire à leur déscolarisation.

Comme indiqué dans les graphiques 2.34 et 2.35, le groupe de pays de l'OCI assume l'entière responsabilité de l'actuelle crise des réfugiés et des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays. En 2015, 67,3% de tous les réfugiés dans le monde étaient issues d'un pays membre de l'OCI. En outre, 61,5 % de toutes les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays se trouvent dans les États membres de l'OCI. Cela nécessite une réflexion sérieuse sur le rôle de l'État dans la projection de la stabilité, et d'assurer les moyens de subsistance, la réintégration économique et sociale des jeunes qui sont, à cet égard, parmi les plus durement touchés de la population. En outre, alors que le défi de l'exode des cerveaux n'est pas un phénomène nouveau dans les États membres de l'OCI, le précédent créé par ces bouleversements à grande échelle et le déplacement peuvent seulement faire valoir la nécessité de migration des cerveaux à la recherche de stabilité, entrainant des effets dévastateurs sur l'économie et le capital scientifique des États membres de l'OCI.

Pour adresser les effets de la migration sur les jeunes exige que les États membres de l'OCI examinent les facteurs de répulsion et d'attraction décrits précédemment dans cette section. Bien entendu la migration est un fait de la vie tout au long de l'histoire et continuera. Ainsi, pour les jeunes qui ont déjà migré ou sur le point de migrer, les États membres de l'OCI ont besoin de créer des modalités par lesquelles les émigrants pourront être impliqués dans le développement de leur pays alors qu'ils sont à

Graphique 2.34: La part des réfugiés par groupe de pays





Source: Calculs effectués par le personnel du SESRIC basés sur le HCR, 2015 et les données de la Banque mondiale

l'étranger. À cet effet, trois mécanismes se présentent: Premièrement, les États membres de l'OCI ont besoin d'établir des réseaux de la diaspora avec l'objectif de garantir l'efficacité des communications et des échange d'idées entre les émigrants et leurs pairs de se trouvant au pays, ce qui, à son tour, fera en sorte que les émigrants contribuent au développement économique et social de leur pays d'origine. Deuxièmement, les États membres de l'OCI ont besoin d'encourager le transfert de connaissances et expertises acquises par les émigrants. Troisièmement, les États membres de l'OCI ont besoin de développer le commerce avec la participation de l'association des émigrés et leurs homologues dans les pays d'origine. L'objectif de ces associations est de maximiser les avantages d'avoir une diaspora bien informée sur le commerce et les possibilités d'affaires pour le pays d'origine. Pour ce qui est des jeunes qui ont été abandonnés par les parents migrants, les États membres de l'OCI doivent identifier ces jeunes comme "groupe à risque et vulnérable" et de développer des programmes qui leur sont destinés tant au niveau de l'école qu'au niveau communautaire avec l'objectif de leur fournir des conseils et d'assurer leur réussite scolaire.

2.4.3 Recommandations de politique

- 1. Instaurer une inscription sur des listes électorales dans toutes les écoles et universités ;
- 2. Permettre aux écoles de bien s'assurer que tous les étudiants admissibles sont pris en charge avec la possibilité de s'inscrire pour voter dans leur école ;
- 3. Utiliser les écoles comme centres de vote, qui devraient être encouragés à rester ouverts pour que les jeunes puissent expérimenter la transparence et la démocratie ;
- 4. Nommer des groupes consultatifs de la jeunesse pour la consultation sur des questions spécifiques comme l'éducation, l'emploi et la justice ;
- 5. Instaurer un système de récompense social pour faciliter la participation citoyenne chez les jeunes ;
- 6. S'assurer de la fourniture d'une éducation efficace à la citoyenneté ;
- 7. Adopter des référendums à l'échelle nationale pour abaisser l'âge électoral à 16 ou 18, si supérieur ;
- 8. Mettre en place des forums législatif / parlementaire et municipal local annuel qui se dérouleront dans l'ensemble des écoles, universités et collectivités ;
- 9. établir des parlements de jeunes, assemblées et organes habilités, avec la possibilité de convoquer un référendum consultatif sur une question de leur choix ;
- 10. Diligenter une enquête sur les raisons et solutions de l'absence des jeunes femmes dans la politique locale et nationale ;

- 11. Créer un comité permanent interministériel sur l'éducation à la citoyenneté pour le suivi de la mise en œuvre et la performance de l'éducation à la citoyenneté dans les écoles et les universités ;
- 12. Mandater tous les partis politiques pour examiner les conditions de l'adhésion des jeunes, et la restructuration des organes politiques pour fournir aux jeunes d'une aile d'un parti politique plus d'autonomie, d'influence et d'engagement;
- 13. Créer un conseil d'administration représentant des étudiants dans toutes les écoles et universités, avec la tenue d'élections périodiques ;
- 14. Organiser deux fois par an des groupes consultatifs de la jeunesse sur des questions spécifiques aux niveaux national, régional et local ne comprenant que des jeunes ;
- 15. Constituer un nouveau comité des médias sous l'exécutif pour explorer les meilleurs moyens en ligne dans le but d'engager les jeunes qui cherchent à s'impliquer dans une citoyenneté constructive ;
- 16. Introduire des critères mandatés de mesure d'impact de l'égalité pour prendre conscience de l'incidence de la politique sur les jeunes ;
- 17. Les ministères de la Famille, de l'Éducation, de la Justice et organe exécutif devraient suivre et mesurer les progrès réalisés sur les objectifs fixés pour la citoyenneté et la mobilisation des jeunes au moyen d'enquête ;
- 18. Dans le but d'établir des politiques harmonieuses et promouvoir l'engagement des jeunes à l'échelle nationale, tous les organes de gouvernance locale devraient se chargés de l'élaboration de stratégies et plans d'action pour le développement et la promotion de plateformes et possibilités pour la citoyenneté des jeunes ;
- 19. Introduire un Prix pour la jeunesse, très médiatisé, pour des jeunes remarquables en matière de citoyenneté, d'engagement et de contribution à la société ;
- 20. Fournir des plateformes efficaces qui facilitent la comparaison de l'information sur les représentants élus et de leur faciliter l'accès à la communication ;
- 21. Améliorer les conditions structurelles pour la mobilité sociale entre les générations en : garantissant l'accès égale aux opportunités pour tous, soutenant les personnes défavorisées à réussir, prenant en compte l'expérience diversifiée des élèves dans leurs efforts pour obtenir une éducation de qualité et être flexible quant à accorder une seconde chance à ceux qui ne réussissent pas à s'adapter à l'environnement de travail ;
- 22. Adapter une approche multidimensionnelle pour accroitre l'inclusion de la jeunesse dans la société. Sur le plan économique, améliorer l'accès des jeunes à l'emploi, l'éducation et à la formation. En particulier les jeunes qui ne disposent pas de diplômes universitaires, qui n'exercent aucun emploi et ne poursuivent ni études ni formations doivent avoir l'accès aux programmes qui correspondent à leurs besoins et aux exigences du marché du travail;

- 23. Identifier les jeunes qui ont été abandonnés par les parents migrants comme "groupe à risque et vulnérable" et développer des programmes qui leur sont destinés tant au niveau de l'école qu'au niveau communautaire avec l'objectif de leur fournir des conseils et d'assurer leur réussite scolaire.
- 24. Réévaluer les programmes d'enseignement afin d'immuniser les jeunes contre les risques de radicalisation en ligne.
- 25. Mettre en place un système efficace de contre-campagnes d'arguments qui abordent les causes profondes des griefs sociaux et des jeunes, offrir des solutions de rechange d'engagement civique constructives et significatives face à la violence aveugle.
- 26. Favoriser la solidarité et l'engagement des jeunes à travers l'établissement de Modèle des Parlements de l'OCI à travers les universités nationales pour bénéficier de l'engagement du Parlement de la jeunesse de l'OCI.

2.5 Jeunesse et culture : entre communauté et mondialisation

La mondialisation, un processus par lequel les capitaux, les biens et les services, la technologie, les informations et de produits culturels qui circulent au-delà des frontières nationales (De Silva, 2003), est une caractéristique de la société moderne. Au début de nouveau millénaire, toutefois, la mondialisation a pris un niveau d'intensité sans précédent, devenant le principal moteur de changement culturel et économique dans les sociétés contemporaines. Bien que les flux d'éléments soient interculturels, la mondialisation a largement entraîné la propagation des valeurs occidentales au reste du monde, et le groupe de l'OCI n'a pas été épargné par les processus de mondialisation et d'occidentalisation.

Les jeunes ont été le segment de la population le plus touché par les processus de la mondialisation tant au monde que dans les États membres de l'OCI (Shediac et all. 2013). En fait, les jeunes d'aujourd'hui appelés Génération Y, du fait d'être nés dans l'ère numérisée et mondialisée actuelle, ils sont devenus la génération la plus inter-reliée du monde. Les études sur la Génération Y montrent que bien que les Générations Y varient d'un pays à l'autre, les générations Y à travers le monde partagent davantage de traits communs plus qu'aucune génération précédente. 2013).

Cela démontre à quel point la mondialisation forme et continue de former la vision du monde et les valeurs des jeunes dans les États membres de l'OCI. Cependant, le contenu et l'orientation de ce changement ne sont pas encore entièrement compris. De façon plus générale, il y a un manque de compréhension général des orientations sociologique, politiques et culturelles de la Génération Y dans les États membres de l'OCI. Comprendre les orientations culturelles des jeunes ainsi que les effets de la

mondialisation sur ces orientations est pourtant extrêmement important pour soutenir les efforts de développement des jeunes en particulier, et du développement national tout entier. Dans cette optique, cette section du rapport évaluera comment les processus de mondialisation, surtout les mode de vie mondiaux émergents marqués par l'individualisme, ont pu avoir des incidences sur les valeurs et convictions des jeunes dans les États membres de l'OCL.

En somme, cet examen révèle une tension culturelle entre les valeurs associées aux nouvelles modes de vie urbaines et les valeurs authentiques communs entre les États membres de l'OCI. Cependant, cette tension représente a la fois un défi et une possibilité.

2.5.1 Les jeunes et le clash des cultures

Historiquement, le groupe de l'OCI a été marqué par une culture et un mode de vie communautaire qui prend la famille à cœur. La famille constitue la cellule de base de la communauté ou les intérêts et besoins familiaux sont prioritaires et ont une valeur morale plus élevée que le pur intérêt individuel. Une des principales conséquences de la mondialisation est l'adoption de nouveaux modes de vie marques par l'individualisme, le consumérisme et le matérialisme qui contestent et ne cadrent pas avec les valeurs traditionnelles communes dans les États membres de l'OCI.

Ce nouveau mode de vie individualiste et urbain favorise l'accroissement des demandes de développement individuel et accorde la priorité aux besoins et désirs individuels plutôt que ceux de la famille et de la communauté, et appuyant davantage l'individualisme atomistique. L'individualisme atomistique considère les liens communautaires (y compris la famille) et les coutumes comme étant hautement oppositionnels au bien-être, réalisations, bonheur, et libertés de l'individu (Yankelovich 1994).

Les études montrent que la Génération Y, y compris celle dans les États membres de l'OCI, s'adapte de plus en plus à ces valeurs émergentes (ASDAA 2010; Shediac et al., 2013).

La diffusion rapide de l'individualisme atomistique parmi les jeunes s'explique en partie par les progrès des technologies de communication. Dans les sociétés contemporaines, les médias jouent un rôle important dans la socialisation des adolescents et les jeunes adultes (El-Haddad, 2003; Yamazhan, et al. 2007). Les séries télévisées diffusées par satellite, les médias sociaux et Internet sont devenus les principaux points d'entrée des jeunes à ce nouveau mode de vie urbain et mondiale qui favorise l'individualisme comme un moyen d'atteindre la liberté, la richesse et l'auto-réalisation, et présente la

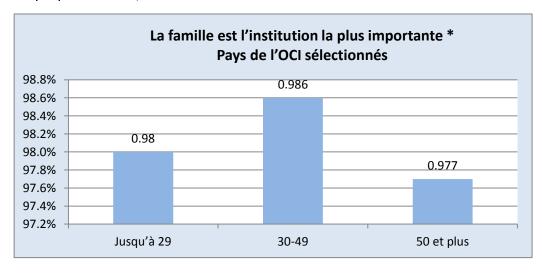
famille et la communauté comme des sources de conflit et de traditions oppressives. (Yigit, 2013; Wilcox et Cavallé, 2011). La génération Y dans les États membres de l'OCI est plus particulièrement orientées vers:

- L'individualisme: Des études sur la génération Y conviennent que cette génération est la plus orientées vers elles-même. En effet, la génération Y a été appelée la «génération moi d'abord» (Twenge, 2006) ou 'Entitled Generation' (la génération ayant droit) (Altınbasak-Farina & Guleryuz-Turkel, 2015). La génération Y se centre davantage sur le soi et moins sur le groupe, la société et la communauté, et cet individualisme se reflète dans les traits de personnalités et les attitudes.
- Consumérisme et extravagance: Ce groupe est caractérisé par une culture consumériste et matérialiste (Hanzaee and Aghasibeig, 2010). Il désire des marques distinctives ayant des caractéristiques propres qui font d'elles une forme d'expression personnelle. Une enquête sur la région du MOAN a montré que la mode et les vêtements sont les principaux poste de consommation dans lesquels les arabes dépensent leur revenu disponible (ASDA'A, 2008). Une autre étude mettant l'accent sur les différences de générations dans la région Arabe a aussi révélé que la génération Y s'associe à l'aventure plutôt que l'extravagance par rapport aux deux autres générations précédentes. 2013).
- Confiance interpersonnelle faible: La génération Y se caractérise aussi par des niveaux faibles de confiance ainsi qu'une loyauté conditionnelle au travail et aux marques (PRI, 2014)
- S'orienter vers une carrière au détriment de la vie familiale et personnelle: La génération Y se distingue par une orientation professionnelle forte. En fait, l'enquête auprès de la génération du Millénaire dans le MOAN a montré que parmi les jeunes adultes, 78% seront prêts de sacrifier leur vie personnelle afin de faire avancer leurs carrières, 74% déménageront à un autre pays toucher des meilleurs salaires et bénéficier de plus d'avantages, 61% travailleront de plus longues heures, et 57% allaient vivre loin de leur famille (Bayt.com, 2014).

Mais le plus important, c'est que malgré tous ces changements tangibles dans les valeurs et attitudes envers soi, la communauté, le travail et la vie personnelle, on a également observé que les jeunes dans les États membres de l'OCI ne sont pas complètement en rupture avec leur héritage culturel et valeurs traditionnelles. En fait, les valeurs qui reflètent l'impact de la mondialisation coexistent avec les valeurs et orientations établies et historiquement précieuses, particulièrement en matière de la famille et la religion. La génération Y suit encore l'exemple de la famille et pense que la religion est importante et que la tradition doit être préservée.

La génération du millénaire et les valeurs familiales: La famille demeure toujours très importante

En ce qui concerne la famille, comme l'indique le graphique 2.36, 98% des jeunes (à travers les États membres de l'OCI dont les données figurent dans l'ensemble de données de l'Enquête mondiale sur les valeurs 2010-2012) pensent que « la famille est l'institution la plus importante de leurs vies ». Les jeunes, d'après plusieurs études de cas effectuées dans les États membres de l'OCI, considèrent aussi la famille est le principal espace où trouver l'amour et la sécurité (Altınbasak-Farina & Guleryuz-Turkel, 2015). De plus, ils croient que la famille et les traditions doivent toujours être préservées et sauvegardées. Dans une enquête par les Principes pour l'investissement responsable (PRI), 85 pour cent des jeunes arabe ont convenu qu'il est important de préserver les valeurs traditions pour l'avenir (PRI 2014). En outre, les jeunes trouvent que l'institution du mariage est la forme la plus appropriées d'union romantique et pensent que les enfants ont besoin à la fois de leur mère et père (Wilcox and Cavalle 2011), et ont également une forte volonté d'établir un équilibre entre le travail et la famille (Altınbasak-Farina & Guleryuz-Turkel, 2015).



Graphique 2.36: L'importance de la famille

Source: Calculs effectués par le personnel du SESRIC basés sur les données disponibles par pays de la World Values Survey (WVS) (l'enquête mondiale sur les valeurs) (très important est important*).

La génération du Millénaire et les valeurs religieuses : La religion signifie bien plus que le bien et le mal

Au plan religieux, une image intéressante ressort des pays du MOAN. D'abord, l'enquête sur les attitudes de la génération du millénaire musulmane sur la religion et le

leadership religieux dans le monde arabe' (Tabah Foundation, 2016), qui a échantillonné la tranche d'âge de 15-34 dans huit pays arabes (Maroc, Égypte, Arabie Saoudite, Émirats arabes unis, Bahreïn, Koweït, Jordanie et Palestine), a révélé que la majorité des jeunes du millénaire que c'est important pour eux de s'identifier comme des musulmans. La génération du millénaire «soutiennent que leurs croyances islamiques sont basées sur leur conviction en leurs véracités ». De plus, les jeunes ont plus tendance à penser que « la religion est plus un sujet spirituel privé » qu'une vision religieuse qui se limite aux croyances et lois déterminants le bien et le mal. Ces résultats démontrent que les jeunes au MOAN ont généralement une forte conviction religieuse. Toutefois, « une grande partie de jeunes pensent que le contenu abordé par les chefs religieux et le langage qu'ils utilisent doivent être rendus plus adaptées aux besoins et questions contemporaines ».

S'agissant du rôle de la religion dans la sphère politique et publique, les jeunes en général conviennent que la religion joue un rôle important dans l'avenir de leurs pays. Par ailleurs, certains ne pensent pas que « l'État doit avoir toute autorité sur tout ce qui a rapport avec la religion dans la société ». Cependant, ils veulent voire l'implication de l'État dans la lutte contre l'extrémisme. La génération du millénaire dit que « les mouvements comme le prétendu État islamique et Al-Qaeda sont un travestissement total de l'Islam et confient à l'État le rôle de lutter contre l'extrémisme ».

L'examen des tendances culturelles principales de la génération Y ont jusqu'ici indiqué les signes d'une tension culturelle: Les jeunes sont exposés à de nouvelles valeurs culturelles qui les met en désaccord avec les valeurs culturelles communes des États membres de l'OCI. Cette tension culturelle peut éventuellement créer un écart exaspérant entre les croyances et attitudes, pendant que, par exemple, les jeunes pensent que la famille est l'institution la plus importante, leur perspective orientée de plus en plus sur soi, leur pulsion consumériste, et leur confiance interpersonnelle faible pourraient retarder le processus de formation de famille. De même, au moment que la génération Y croit que la religion et la tradition doivent être préservées, leur orientation individualiste peut éventuellement les amener à se séparer des valeurs religieuses et traditionnelles orientées sur la collectivité. Ce clash signale l'arrivée d'un changement culturel substantiel et d'une transformation de valeurs parmi les jeunes. L'évolution de cette tension sera déterminée en grande partie par la façon dans laquelle les politiques peuvent aider les jeunes à trouver un équilibre.

2.5.2 Le potentiel de la Génération Y est réduit

Bien que la mondialisation pose de nouveaux problèmes, elle ouvre aussi la voie à de nouvelles possibilités et perspectives pour les jeunes et pour le développement national. Les enquêtes soulignent l'orientation accrue de la génération Y vers

l'individualisme et matérialisme, mais démontrent aussi que la génération Y est en une quête de moyens d'expression personnelle et d'une forte identité, et qu'elle veut parler de sa propre voix. Par exemple, au MOAN, 78% des jeunes tiennent beaucoup à leur indépendance (Bayt.com 2014). D'autres études empiriques dans la région arabe montrent aussi que la jeune génération défend le droit de poursuivre ses objectifs, s'exprimer plus librement, et valoriser l'indépendance et l'autonomie (Shediac et all. 2013).

De plus, la génération Y vise plutôt est préoccupée par les questions de l'égalité des genres et le rôle et la place des femmes dans la société. En général, cette génération fait preuve d'un plus grand égalitarisme entre hommes et femmes. Une majorité des jeunes du MOAN disent que leurs sociétés ont besoin d'un plus grand nombre d'érudits religieuses et de femmes prédicateurs auxquelles plus de possibilités et de champs libres seront fournis pour prêcher, comme le montre le tableau suivant qui témoignent de l'égalité des sexes, même dans le domaine de la religion.

Tableau 2.3: Les sociétés ayant besoin de plus d'érudits religieuses et de femmes prédicateurs

Bahreïn	Palestine	Maroc	Jordanie	Égypte	Arabie Saoudite	Koweït	EAU
95%	88%	87%	85%	80%	76%	66%	63%

Source: L'enquête sur les attitudes de la génération du millénaire vis-à-vis la religion et le leadership religieux dans le monde arabe

L'indépendance, l'expression personnelle et l'égalitarisme entre les hommes et les femmes sont des valeurs qui mobilisent le développement économique et social, notamment l'entrepreneuriat et un dynamisme social. Donc, bien que la transformation des valeurs de la génération Y soit une source préoccupation, elle est aussi une source potentielle de développement positif et de changement. Toutefois, la génération Y rencontre des défis à exprimer des valeurs positives.

Une analyse du SESRIC basée sur le WVS (l'enquête mondiale sur les valeurs) (2010-2012) a montré que tandis que la génération Y attache de l'importance à la liberté d'expression, l'identité personnelle, et l'expression des opinions; la culture dominante dans le groupe de l'OCI soutient la discipline, la tradition, l'obéissance et la hiérarchie, ce qui révèle un écart entre les valeurs émergentes de la génération Y et les valeurs répandue dans les sociétés de l'OCI. Lorsque l'on demandait aux gens à travers les États membres de l'OCI de citer les cinq valeurs les plus importantes que les parents doivent apprendre à leurs enfants à la maison, la liberté d'expression (ainsi que l'imagination) ne figuraient pas parmi les cinq premières valeurs. En revanche, l'obéissance est

considérée comme la troisième valeur la plus importante, ce qui montre la grande différence entre les valeurs émergentes de la génération Y et les valeurs répandues dans les sociétés de l'OCI. Cet écart empêche la génération Y d'apporter les changements positifs à leurs communautés, notamment en ce qui concerne l'entrepreneuriat, l'implication communautaire et l'égalité entre les sexes.

Tableau 2.4: Les valeurs que les parents doivent apprendre à leurs enfants à la maison

Ordre	1	2	3	4	5	6	7	8
Valeurs	Tolérance	Religion	Obéissance	Épargne	Détermination	Désintéressement	auto-	Imagination
							expression	

Source: Calculs du personnel de SESRIC basées sur la vague 2010-2012 du WVS (seulement les pays dont les données sont disponible).

Le potentiel de la génération Y est également confronté par l'accès limite des possibilités régionale et internationale. La génération Y est la plus inter-reliée du monde, mais quand il s'agit d'avoir accès, bénéficier de, et participer aux possibilités régionales et internationale, les jeunes dans les États membres de l'OCI sont à la traine par rapport aux jeunes du monde développé. Cela est particulièrement le cas des domaines de l'innovation technologique, les institutions régionales et internationales et le débat publique, l'interaction culturelle, les avancés éducationnels ou la qualité de la vie.

2.5.3 Recommandations de politique

- 1. Les États membres doivent favoriser une compréhension approfondie de la vision du monde, et les orientations culturelles et politiques des jeunes du millénaire. L'un des moyens d'atteindre cet objectif est d'encourager les universités et les groupes de réflexion d'étudier les attitudes et valeurs de la génération Y à l'aide d'enquêtes quantitatives et qualitatives.
- 2. Des politiques doivent être élaborées pour lutter contre la distinction erronée entre la communauté et l'individuel et équilibrer la cohésion sociale et l'expression individuelle. Pour cela, les politiques doivent viser à promouvoir d'autres récits et images qui ne présentent pas les liens communautaires comme étant en désaccord avec le développement individuel, mais comme des éléments qui facilitent l'évolution individuelle, la qualité de la vie et le bonheur.
- 3. Afin de permettre à la Génération Y de réaliser nettement ses valeurs positives comme la créativité, l'expression personnelle et l'égalitarisme entre les hommes et les femmes, les politiques doivent prendre en compte l'établissement des liens intergénérationnels. Cela nécessiterai d'accroître les efforts en matière d'études gérontologiques en vue de développer une compréhension de la

- relation entre les jeunes et les parents, la grande famille et les personnes âgées et d'élaborer des programmes et projets pour favoriser la compréhension mutuelle entre les jeunes et les parents. Les établissements éducatifs, les foyers de soins, les universités et les centres communautaires ainsi que les espaces publiques comme les parcs et les centres commerciaux peuvent être exploitées pour permettre le mélange, le dialogue et l'interaction intergénérationnels.
- 4. Les décideurs ne doivent ménager aucun effort pour faciliter la participation des jeunes dans le processus régional et global de prise de décision. Pour cela, il faut développer des instruments qui permettront la sensibilisation des jeunes citoyens sur le volontariat des jeunes dans les causes mondiales, régionales et au niveau de l'OCI. Il faut également créer de nouvelles possibilités pour impliquer les jeunes dans l'échange de processus parmi leurs pairs dans d'autres régions de l'OCI et au-delà. Dans ce contexte, l'OCI pourrait constituer un instrument principal qui offre aux citoyens jeunes de nouvelles opportunités pour participer à la prise de décisions globale et régionale, au débat public, processus de paix et droits de l'homme, au discours sur les objectives du développement durable, au volontariat communautaire et l'innovation technologique et culturelle.

3. Observations finales

Ce rapport vise à identifier les défis qui entravent, et les prospectives qui facilitent le développement des jeunes dans les États membres de l'OCI. Il examine l'état des jeunes dans les pays membres de l'OCI dans les domaines de: l'éducation et la formation, l'emploi et l'entrepreneuriat, la santé physique et mentale, la participation politique et civile, et le changement de cultures et de valeurs.

En bref, le rapport révèle que l'éducation et la formation continuent à être les principaux défis qui ralentissent le développement de la jeunesse et le développement national des États membres de l'OCI. Pour examiner les résultats en matière d'éducation, le rapport accorde une attention particulière aux taux d'alphabétisation chez les jeunes, taux de scolarisation au lycée et à la mobilité internationale des étudiants.

Tout comme l'éducation, les possibilités d'emploi, comme l'indiquent les indicateurs de mesure d'emploi, de chômage et de passage aux marchés du travail, constituent un autre défi énorme pour l'intégration économique des jeunes et leur bien-être général. Sur le plan de l'entrepreneuriat, le rapport identifie les principaux goulots d'étranglements communs entre les États membres de l'OCI qui entravent les écosystèmes dynamiques et stimulants. Le rapport adopte une approche holistique, en examinant non seulement l'atmosphère financière, infrastructurelle et politique qui environne les jeunes entrepreneurs et investisseurs mais aussi les valeurs et attitudes culturelles (prise de risque, peur d'échec etc.) qui soit facilitent ou entravent la voie entrepreneuriale des jeunes. Enfin, cette sous-section considère également l'entrepreneuriat social comme étant un nouveau phénomène mais en rapide expansion, en examinant les perspectives et obstacles que rencontrent les jeunes entrepreneurs sociaux dans les États membres de l'OCI.

La santé et la santé mentale sont des déterminants clés du bien-être des jeunes. Dans les contextes régionaux et nationaux de l'OCI, les jeunes font face à de nombreux problèmes de santé. Néanmoins, en général, la mauvaise santé procréative, la toxicomanie, la dépendance technologique et la santé mentale continuent de menacer le bien-être et l'avenir des jeunes. En outre, le rapport se concentre sur l'examen de la santé mentale dans les zones de conflits.

La sous-section relative aux défis politiques aborde une multitude de questions annexes y compris l'âge électoral, l'éducation politique, la citoyenneté politique, la mobilité sociale, l'inclusion, le radicalisme, les conflits et les réformes institutionnelles. Cette section fournie des recommandations de politiques décisionnelles pour réaliser l'engagement politique constructif et la participation civique des jeunes.

Les jeunes font également face aux changements rapides de cultures. La propagation de nouveaux modes de vie a particulièrement généré tant des défis que des perspectives nouvelles pour les jeunes. Cette section attire l'attention de manière générale sur les valeurs culturelles des jeunes musulmans, en se concentrant sur les attitudes envers la religion et la famille. Un autre défi auquel font face les jeunes musulmans est l'écart croissant de valeurs intergénérationnelles, qui limite la participation des jeunes au changement des valeurs surtout en ce qui concerne l'égalitarisme entre hommes et femmes et le progrès social. De plus, étant plus interconnectés au plan global qu'auparavant, les jeunes des États membres de l'OCI sont plus désavantagés par rapport aux jeunes dans d'autres groupes en raison de l'accès limité aux opportunités et possibilités de participation régionale et internationale allant de l'innovation technologique à l'accès à l'éducation.

Finalement, les efforts d'autonomisation des jeunes sont restreints davantage en raison des défis en matière de prise de décision. Il est nécessaire à cet effet d'effectuer une identification approfondie des difficultés particulières auxquelles font face les États membres dans le domaine de la prise de décision. Aborder ces défis est primordial pour réaliser le développement des jeunes. Néanmoins, contrairement aux domaines démographique et économique, les données liées au domaine politique sont trop spécifiques et plutôt manquants. Pour combler cette lacune, le rapport a développé un prototype d'indicateur politique, l'Indicateur de performance des politiques de la jeunesse pour les pays de l'OCI, un prototype propre aux États membres de l'OCI. Il aidera à identifier les principaux aspects de prise de décision, ainsi que ses points forts et faibles, de manière normalisée, permettant donc d'effectuer des comparaisons systématiques et de nouvelles voies de collaboration. L'indicateur de performance des politiques de la jeunesse pour les pays de l'OCI, le questionnaire et le système de notation connexes sont présentés dans l'annexe ainsi que des applications pilotes aux quatre États membres qui ont répondu au questionnaire envoyé à l'ensemble des États membres. Le rapport espère que le prototype soit plus amélioré grâce aux contributions des experts nationaux, le Secrétariat général et autres organes de l'OCI.

4. Annexe: Franchir le premier pas pour un indicateur propre à l'OCI: Indicateur de performance des politiques de la jeunesse pour les pays de l'OCI

L'identification des défis sociaux et économiques n'est qu'un premier pas vers un plus grand bien-être des jeunes. Cependant, la manière dont ces défis peuvent être relevés dépendra de façon dont les politiques peuvent les résoudre. À cet effet, un deuxième pas tout aussi important pour l'autonomisation des jeunes et l'identification des cadres politiques les plus appropriés et les plus effectifs liés à la jeunesse.

Par rapport aux autres domaines politiques, développer un politique nationale effective et réussie dans les domaines de la jeunesse peut faire preuve de plus de difficultés. (Denstad, 2009). Selon le rapport de la Banque mondiale (2007) ceci est dû au fait que:

- 1) Une politique réussie de la jeunesse nécessite une coopération intersectorielle pour développer une stratégie holistique Toutefois, dans la plupart des cas, les politiques de la jeunesse ne sont généralement pas intégrées dans la politique de développement national globale
- 2) Une politique de la jeunesse réussie nécessite l'inclusion des jeunes eux-mêmes dans l'élaboration et la mise en application des politiques
- 3) La réussite dans la politique de la jeunesse fait face à des difficultés du fait que les exemples de bonnes pratiques restent limités.

Compte tenu de ces difficultés, la prise de décision devient un défi face à l'autonomisation des jeunes. Il est nécessaire à cet effet d'effectuer en identification approfondie des difficultés particulières auxquelles font face les États membres dans le domaine de la prise de décision, et d'aborder ces défis pour réaliser les efforts vers le développement des jeunes.

Toutefois, bien que les données sur les taux d'éducation ou la fécondité dans les États membres soient relativement plus disponibles, les données relatives à la politique sont plutôt spécifiques est manquantes. Les données manquantes ne limitent pas seulement les possibilités de moderniser les politiques mais empêchent également d'effectuer la coopération régionale et au niveau de l'OCI.

Pour combler cette lacune, le rapport a pris une mesure audacieuse et suggère l'instrument suivant: L'indicateur de politique jeunesse pour les pays de l'OCI. L'indicateur de politique jeunesse pour les pays de l'OCI est calculé selon une notation de base de 19 questions politiques. Chaque question illustre un aspect ou un facteur clé d'une politique réussie de jeunesse comme établi dans la littérature. Elles incluent, par

exemple, des éléments clés comme le budget, autorité responsable, et la recherche sur les jeunes et les questions connexes.

Après avoir répondu aux questions, les États membres obtiendront un score final comme démontré dans le Tableau1. Le score final déterminera la catégorie d'un niveau donné de la politique de jeunesse dans l'État membre. Le score le plus élevé qu'un pays peut obtenir est de 23, un score entre 0-8 points indique un niveau sous-développé, 9-14 un niveau intermédiaire inférieur, 15-20 un niveau intermédiaire supérieur, et 21-23 un niveau avancé.

Ces scores sont alors présentés et résumés dans la carte des performances des politiques de jeunesse de l'OCI comme indiqué dans les cases 1,2 et 3.

La Carte des performances des politiques de jeunesse de l'OCI servira d'instrument pour:

- Aider les États membres à identifier leurs points faibles pour qu'ils soient traités directement.
- Aider les États membres à identifier leurs points forts afin de partager les meilleurs pratiques avec les autres États membres.
- ➤ Développer une collaboration intra-OCI d'une manière plus concrète et plus approfondie.
- Compéter la stratégie de la jeunesse de l'OCI de 2017
- Faire le premier pas vers l'élaboration d'un indicateur "indigène", objectif et impartial, plutôt que de s'appuyer sur des sources d'indicateurs ouverts qui ne parviennent pas généralement à prendre les contextes culturels spécifiques en considération ou bien qui ont des partialités normatives.

Pour montrer comment *l'Indicateur de performance des politiques de la jeunesse pour les pays de l'OCI* fonctionne, le rapport présente ci-dessous cinq étudies de cas pilotes du Liban, Turquie, Bangladesh, Palestine et Sénégal. Les cas pilotes sont aussi un outil de développement de l'indicateur de performance des politiques de la jeunesse pour les pays de l'OCI. En fait, l'indicateur doit être considéré comme un prototype qui changera et s'améliorera en fonction des contributions des experts en statistiques de la jeunesse des États membres de l'OCI, le Secrétariat Général, et les autres institutions de l'OCI.

Dans l'ensemble, la carte des performances constituera un pas majeur en vue de développer la banque de données spécifiques à l'OCI sur les politiques liées à la jeunesse ainsi de développer le premier indicateur de l'OCI.

Le texte qui suit présente le *Questionnaire de l'indicateur de performance des politiques de la jeunesse pour les pays de l'OCI*, le système de codification et de pointage, et les cinq exemples pilotes.

I. Questions de l'enquête

Le questionnaire de l'indicateur de performance des politiques de la jeunesse pour les pays de l'OCI consiste en 23 questions au total. Cependant, cinq de ces questions ne sont pas inclues (questions 1, 2, 3, et 20) dans le système de pointage, mais servent à recueillir des informations descriptives supplémentaires Le Tableau 1 montre quelles questions sont incluses dans le pointage.

Les données descriptives

- Quel groupe d'âge votre pays définit-il être la «catégorie jeunes»?
 Veuillez inscrire votre réponse entre les parenthèses (e.g. groupe d'âge 18-30 ou groupe d'âge 16-25)
- Quel est le rapport garçons-filles des jeunes de votre pays?
- 3. Quel est le pourcentage de la répartition selon les groupes d'âge suivants dans votre pays?
 - 0 16 -18 : % ---
 - 0 18-25:% % ---
 - 0 25-30:% % ---
 - o 30-35:% % ---

Données sur la gouvernance

- 1. Avez-vous un organisme du gouvernement dédié aux jeunes et aux questions liées à la jeunesse, tel qu'un ministère ou une commission nationale?
 - o Oui
 - o Non
- 2. Disposez-vous d'une politique/stratégie nationale pour la jeunesse?
 - o Oui
 - o Non
- 3. Votre pays consacre-t-il un budget pour la mise en œuvre de cette stratégie ou politique nationale?
 - o Oui
 - o Non

- 4. Votre pays dispose-il d'une organisation nationale cadre (une coalition ou un conseil) des organisations non gouvernementales de la jeunesse?
 - o Oui
 - o Non
 - 4.a). Si « oui », veuillez indiquer son nom et ses coordonnées:

Conseil/coalition national(e) cadre:

Coordonnées:

- 5. Votre pays dispose-il d'une politique pour la participation des jeunes à la prise des décisions?
 - o Oui
 - o Non
 - 5.a) Si « oui », veuillez sélectionner chaque option qui s'applique:
 - Mon pays dispose d'une politique permettant la participation politique des jeunes au niveau local ou municipal
 - Mon pays dispose d'une politique permettant la participation politique des jeunes au niveau national
 - Mon pays dispose d'une politique permettant la participation politique des jeunes au niveau régional/ international
- 6. Votre pays dispose-il de mécanismes gouvernementaux (institutions ou organismes) permettant de faciliter la participation politique des jeunes dans la prise de décision?
 - o Oui
 - o Non
 - **6.a) Si « oui »**, veuillez sélectionner chaque option qui s'applique:
 - Mon pays dispose d'un mécanisme permettant la participation politique des jeunes au niveau local ou municipal
 - Mon pays dispose d'un mécanisme permettant la participation politique des jeunes au niveau national

- Mon pays dispose d'un mécanisme permettant la participation politique des jeunes au niveau régional/ international
- 7. Votre pays dispose-il de jeunes représentants politiques élus ou assignés?
 - o Oui
 - o Non
 - **7.a) Si « oui »**, combien y a-t-il de jeunes représentants élus ou assignés dans votre pays?
- 8. Disposez-vous de coopération intersectorielle (par exemple, une coopération parmi les ministères de la Santé, de l'Emploi et de l'Éducation) sur les questions liées à la jeunesse?
 - o Qui
 - o Non
- 9. Disposez-vous de groupes de réflexions et de centres de recherches axés sur les questions de la jeunesse?
 - o Oui
 - o Non
 - 9.a) Si « oui », veuillez indiquer leurs noms et coordonnées:

Nom du centre ou du groupe de réflexion:

Coordonnées:

- 10. A-t-on mené des recherches concernant l'état de la jeunesse au niveau national dans votre pays?
 - o Oui
 - o Non
 - 10.a). Si « oui », veuillez joindre le fichier PDF

Services en place

- 11. Disposez-vous de centres de jeunesse nationaux pour desservir la jeune population à travers votre pays?
 - o Oui
 - o Non

12. Disposez-vous d'une politique pour réduire le nombre des jeunes qui ne sont pas scolarisés, n'exercent aucun emploi et ne suivent
aucune formation (NEET)?
o Oui
o Non
13. Avez-vous des politiques spécifiques pour les employés pour
encourager l'emploi des jeunes?
o Oui
o Non
14. Avez-vous des programmes de formation pour sensibiliser les
parents des jeunes et améliorer leurs connaissances sur les
problèmes des jeunes?
o Oui
o Non
0
15. Disposez-vous de programmes de formation technique et
professionnelle visant les jeunes?
o Oui
o Non
16. Disposez-vous de programmes d'échange d'étudiants actifs et
structurés en partenariat avec des établissements d'enseignement
étrangers visant à améliorer les connaissances des jeunes?
o Oui
o Non
16.a) Si « oui », 15.a) combien d'entre eux sont avec les États
membres de l'OCI?
15.b) combien d'entre eux sont avec des États non membres
de l'OCI?
15.c) combien d'entre eux sont avec des pays membres de
l'UE?
17. Disposez-vous de politique de santé mentale pour la jeunesse?
Oui Oui
o Non
0

- 18. Disposez-vous d'une politique de lutte contre les addictions parmi les jeunes?
 - o Oui
 - o Non
- 19. Avez-vous une politique/stratégie pour la lutte contre le recrutement des jeunes par des groupes extrémistes?
 - o Qui
 - o Non

Défis

- 20. Veuillez sélectionner les trois défis les plus importants pour la jeunesse dans votre pays en les attribuant une cote sur une échelle de 1 à 3. 1 présentant la plus grande réalisation.
 - Éducation
 - L'absence d'opportunités économiques (exemple: chômage, pauvreté, etc.)
 - La montée de l'extrémisme violent de la radicalisation
 - Santé et santé mentale
 - o Dépendances à des substances
 - Formation de la famille et du mariage (exemple: mariage précoce, retards dans le mariage,
 - L'augmentation des taux de divorce)
 - Participation politique
 - L'absence d'opportunités et d'infrastructure d'activités récréatives, sportives et de loisirs pour les jeunes
 - Le manque de données et de recherche sur les jeunes et les questions de la jeunesse
 - Le manque de l'implication de la société civile dans les questions de la jeunesse
 - Le manque d'égalité entre les sexes
 - L'accès aux technologies
 - S'il y a d'autres ne figurant pas dans la liste ci-dessus, veuillez les indiquer....

II. Codification et pointage

Table.1 Codification et pointage

Nombre de question	Code	Contenu	Échelle de notation NO: 0, Oui:1)
Question 1	GOVBOD	Organisme du gouvernement	0-1
Question 2	NAT-POL-STR	Politique ou stratégie nationales	0-1
Question 3	BUDGET	Budget alloué à la jeunesse	0-1
Question 4	UMBNGO	OMG cadre	0-1
Question 5	PPP	Politique sur la participation politique	0-3
Question 6	MPP	Mécanisme de participation politique	0-3
Question 7	YPP	Les représentants élus	0-1
Question 8	CRSSEC	Coopération intersectorielle	0-1
Question 9	TTANK	Groupes de réflexion	0-1
Question 10	RSC	Recherche	0-1
Question 11	YTHCENTER	Centre de la jeunesse	0-1
Question 12	NEET	Politique pour l'inclusion	0-1
Question 13	EEMP	Politique pour encourager l'emploi	0-1
Question 14	PARENTS	Formation des parents	0-1
Question 15	TECHVOC	Formation des compétences professionnelles et techniques	0-1
Question 16	EXCHNG	Programme d'échange d'étudiants	0-1
Question 17	MENTAL	Politique de santé mental	0-1
Question 18	ADD	Lutte contre la toxicomanie	0-1
Question 19	VIOEXT	Politique de lutte contre l'extrémisme violent	0-1
TOTAL			23

III. Exemples pilotes

TABLEAU 2. CARTE DE PERFORMANCE DES POLITIQUES DE LA JEUNESSE- LIBAN					
	Numéro	Code de la question	Score		
Gouvernance	1	Organisme du gouvernement	1		
	2	Politique ou stratégie nationales	1		
	3	Budget alloué à la jeunesse:	1		
	4	ONG cadre	1		
	5	Politique sur la participation politique:	2		
	6	Mécanisme de participation politique	2		
	7	Les représentants élus	0		
	8	Coopération intersectorielle	0		
Services	9	Groupes de réflexion	1		
	10	Recherche	1		
	11	Centres de jeunesse	0		
	12	NEET	1		
	13	Politique pour encourager l'emploi	1		
	14	Formation des parents	1		
	14	Formation des compétences professionnelles et techniques	1		
	16	Programme d'échange d'étudiants	1		
	17	Politique de santé mental	1		
	18	Lutte contre la toxicomanie:	0		
	19	Politique de lutte contre l'extrémisme violent	1		
Total			17		

Catégorie: Niveau intermédiaire supérieur

TABI	EAU 3.CAF	RTE DE PERFORMANCE DES POLITIQUES DE JEUNESSE -SENE	GAL
	Numéro	Code de la question	Score
Gouvernance	1	Organisme du gouvernement	1
	2	Politique ou stratégie nationales	1
	3	Budget alloué à la jeunesse:	1
	4	ONG cadre	1
	5	Politique sur la participation politique:	3
	6	Mécanisme de participation politique	3
	7	Les représentants élus	1
	8	Coopération intersectorielle	1
Services	9	Groupes de réflexion	0
	10	Recherche	0
	11	Centres de jeunesse	1
	12	NEET	1
	13	Politique pour encourager l'emploi	1
	14	Formation des parents	0
	15	Formation des compétences professionnelles et techniques	1
	16	Programme d'échange d'étudiants	0
	17	Politique de santé mental	0
	18	Lutte contre la toxicomanie:	0
	19	Politique de lutte contre l'extrémisme violent	1
Total			17

Catégorie: Niveau intermédiaire supérieur

TABLEA	U 4. CARTI	E DE PERFORMANCE DES POLITIQUES DE LA JEUNESSE- PALE	STINE
	Numéro	Code de la question	Score
Gouvernance	1	Organisme du gouvernement	1
	2	Politique ou stratégie nationales	1
	3	Budget alloué à la jeunesse:	1
	4	ONG cadre	0
	5	Politique sur la participation politique:	3
	6	Mécanisme de participation politique	2
	7	Les représentants élus	1
	8	Coopération intersectorielle	1
Services	9	Groupes de réflexion	1
	10	Recherche	1
	11	Centres de jeunesse	1
	12	NEET	1
	13	Politique pour encourager l'emploi	1
	14	Formation pour les parents	1
	15	Formation des compétences professionnelles et techniques	1
	16	Programme d'échange d'étudiants	1
	17	Politique de santé mental	1
	18	Lutte contre la toxicomanie:	1
	19	Politique de lutte contre l'extrémisme violent	0
Total			20

Catégorie: Niveau intermédiaire supérieur

TABLEA	U 5. CART	E DE PERFORMANCE DES POLITIQUES DE LA JEUNESSE- BAN	IGLADESH
	Numéro	Code de la question	Score
Gouvernance	1	Organisme du gouvernement	1
	2	Politique ou stratégie nationales	1
	3	Budget alloué à la jeunesse:	1
	4	ONG cadre	1
	5	Politique sur la participation politique:	0
	6	Mécanisme de participation politique	0
	7	Les représentants élus	0
	8	Coopération intersectorielle	1
Services	9	Groupes de réflexion	1
	10	Recherche	0
	11	Centres de jeunesse	1
	12	NEET	1
	13	Politique pour encourager l'emploi	1
	14	Formation pour les parents	0
	15	Formation des compétences professionnelles et techniques	1
	16	Programme d'échange d'étudiants	0
	17	Politique de santé mental	1
	18	Lutte contre la toxicomanie:	1
	19	Politique de lutte contre l'extrémisme violent	1
Total			13

Catégorie: Niveau intermédiaire inférieur

TABL	EAU 6.CAF	RTE DE PERFORMANCE DES POLITIQUES DE JEUNESSE -TURQ	UIE
	Numéro	Code de la question	Score
Gouvernance	1	Organisme du gouvernement	1
	2	Politique ou stratégie nationales	1
	3	Budget alloué à la jeunesse:	1
	4	ONG cadre	0
	5	Politique sur la participation politique:	3
	6	Mécanisme de participation politique	3
	7	Les représentants élus	1
	8	Coopération intersectorielle	1
Services	9	Groupes de réflexion	1
	10	Recherche	1
	11	Centres de jeunesse	1
	12	NEET	1
	13	Politique pour encourager l'emploi	1
	14	Formation pour les parents	1
	15	Formation des compétences professionnelles et techniques	1
	16	Programme d'échange d'étudiants	1
	17	Politique de santé mental	1
	18	Lutte contre la toxicomanie:	1
	19	Politique de lutte contre l'extrémisme violent	1
Total			22

Catégorie: Niveau avancé

TABLEA	U 5. CART	E DE PERFORMANCE DES POLITIQUES DE LA JEUNESSE- BAN	IGLADESH
	Numéro	Code de la question	Score
Gouvernance	1	Organisme du gouvernement	1
	2	Politique ou stratégie nationales	1
	3	Budget alloué à la jeunesse:	1
	4	ONG cadre	1
	5	Politique sur la participation politique:	0
	6	Mécanisme de participation politique	0
	7	Les représentants élus	0
	8	Coopération intersectorielle	1
Services	9	Groupes de réflexion	1
	10	Recherche	0
	11	Centres de jeunesse	1
	12	NEET	1
	13	Politique pour encourager l'emploi	1
	14	Formation pour les parents	0
	15	Formation des compétences professionnelles et techniques	1
	16	Programme d'échange d'étudiants	0
	17	Politique de santé mental	1
	18	Lutte contre la toxicomanie:	1
	19	Politique de lutte contre l'extrémisme violent	1
Total			13

Catégorie: Niveau intermédiaire supérieur

Références

Acs, Z. J., & Audretsch, D. B. (1990). Innovation and small firms. Mit Press.

Ács, Z.,. Szerb, L., Autio, E., Lloyd, A. (2017) The Global Entrepreneurship Index. GIDE (The Global Entrepreneurship and Development Institute, Washington, D.C., USA), Washington, D.C.

Almobaireek, W. N., & Manolova, T. S. (2013). Entrepreneurial motivations among female university youth in Saudi Arabia. *Journal of Business Economics and Management*, *14*(sup1), S56-S75.

Al-Mubaraki, H. M., & Busler, M. (2013). The effect of business incubation in developing countries. *European Journal of Business and Innovation Research*, 1(1), 19-25.

Ansary, A. F. (2008). Combating extremism: a brief overview of Saudi Arabia's approach. *Middle East Policy*, 15(2), 111.

Assaf, T., Haddad, H., Wyne, J., & Katerina, V. (2016) Access to Talent for Mena's Entrepreneurs. Wamda

Attanayake, V., McKay, R., Joffres, M., Singh S., Burkle F., and Mills, E. (2009). Prevalence of Mental Disorders Among Children Exposed To War: A Systematic Review Of 7,920 Children. Medicine, Conflict and Survival, vol. 25, No. 1, pp. 4–19.

Barbosa, L. Portilho, F. Wilkinson, J. and Dubeux, V. (2014) 'Trust, participation and political consumerism among Brazilian youth', *Journal of Cleaner Production*, 63, 93-101.

Barenbaum, J., Ruchkin V., and Schwab-Stone, M. (2004). The Psychosocial Aspects of Children Exposed To War: Practice And Policy Initiatives. Journal of Child Psychology and Psychiatry, vol. 45, No. 1, pp. 41–62.

Bellamy, C. (2005). *The State of the World's Children 2005: Childhood under Threat*. New York: United Nations Children's Fund.

Belwal, R., Al Balushi, H., & Belwal, S. (2015). Students' perception of entrepreneurship and enterprise education in Oman. *Education+ Training*, *57*(8/9), 924-947.

Benson, P. L., Roehlkepartain, E. C., and Rude, S.P. (2003), Spiritual Development in Childhood and Adolescence: Toward a Field of Inquiry. *Applied Developmental Science*, Vol. 7, No. 3, pp. 205–213.

Bessma, M. (2017). Entrepreneurship: an engine for job creation and inclusive growth in the Arab world. Policy Briefing. Brookings Doha Center

Bhatli, D. (2016). Top university business incubators global benchmark 15/16 report executive summary. UBI GLOBAL

Bond, R.M., Fariss, C.J., Jones, J.J. Kramer, A., Marlow, C., Settle, J.E., & Fowler, J.H. (2012), 'A 61-million experiment in social influence and political mobilization', *Nature*, 489, pp.295-8.

Brookings Institution (2011), *The Global Compact on Learning: Policy Guide.* Washington, D.C.: The Center for Universal Education.

Buckner, E., Beges, S., & Khatib, L. (2012). Social Entrepreneurship: Why Is It Important Post Arab Spring? Online Survey Report. Standford University.

Byun S. et al. (2008). *Internet Addiction: Metasynthesis of 1996-2006 Quantitative Research*. Cyber-Psychology & Behavior, 12. Mary Ann Liebert, Inc.

Carree, M. A., & Thurik, A. R. (2008). The lag structure of the impact of business ownership on economic performance in OECD countries. *Small Business Economics*, 30(1), 101-110.

Denstad, F. Y. (Ed.). (2009). Youth policy manual: how to develop a national youth strategy. Council of Europe.

Dias, J., and J. McDermott. 2006. "Institutions, Education, and Development: The Role of Entrepreneurs." Journal of Development Economics 80: 299–328.

Centers for Disease Control and Prevention (1994), *Preventing Tobacco Use Among Young People*—A Report of the Surgeon General.

Circle (2013) All Together Now: Collaboration and Innovation for Youth Engagement., Medford MA: Center for Information and Research on Civic Learning and Engagement.

Commander S., Kangasniemi M., & Winters L. (2004). The brain drain: a review of theory and facts. Brussels Economic Review, 47(1), 29-44

Crabtree, S. (2010). *Religiosity Highest in World's Poorest Nations*. Gallup Global Reports, August 31. http://www.gallup.com/poll/142727/religiosity-highest-world-poorest-nations.aspx.

Dermody, J., Hanmer-Lloyd, S., & Scullion, R. (2010). Young people and voting behaviour: alienated youth and (or) an interested and critical citizenry? *European Journal of Marketing*, 44(3/4), 421-435.

Docquier F., & Rapoport H. (2012). Globalization, brain drain and development. Journal of Economic Literature, 50, 681-730.

Donahue, M. J. and Benson, P. L. (1995). Religion and the Well-Being of Adolescents. *Journal of Social Issues*, 51, pp. 145–160

Dyregrov, A. and W. Yule (2006). A Review of PTSD in Children. *Child and Adolescent Mental Health*, vol. 11, No. 4, pp. 176–184.

Ehrlich, P. R., & Liu, J. (2002). Some roots of terrorism. Population and environment, 24(2), 183-192.

Eid, F. (2011). Entrepreneurial finance for job creation in the Arab world: strategy elements urgent as ever. *Strategic Change*, *20*(1-2), 1-16.

Farasin, F., Battaloglu, C., & Bensaid, A. (2017). What is Causing Radicalism in the MENA? Arab Center for Research and Policy Studies. Retrieved February 07, 2017, from http://english.dohainstitute.org/release/867dd9e6-7ad3-421c-9f73-ca1dfd9662ad

Farzanegan, M. R. (2014). Can oil-rich countries encourage entrepreneurship?. *Entrepreneurship & Regional Development*, 26(9-10), 706-725.

Fawzui, M.M. (2011). Some Medicolegal Aspects Concerning Tramadol Abuse: The New Middle East Youth Plague. An Egyptian Overview. *Egypt Journal of Forensic Science*, Vol.1, No.2, pp. 99-102.

Fisher, J. R. W. and Cabral de Mello, M. (2011). Using the World Health Organization's 4S-Framework to Strengthen National Strategies, Policies And Services to Address Mental Health Problems in Adolescents in Resource-Constrained Settings. *International Journal of Mental Health Systems*, Vol. 5, No. 23.

Flanagan, C., Finlay, A., Gallay, L. and Kim, T. (2012) 'Political Incorporation and the Protracted Transition to Adulthood: The Need for New Institutional Inventions', *Parliamentary Affairs*, 65 (1), pp. 29-46.

Fritsch, M. (2008). How does new business formation affect regional development? Introduction to the special issue. *Small Business Economics*, *30*(1), 1-14.

Gibson J., & McKenzie D. (2011). Eight questions on the brain drain. Journal of Economic Perspectives, 25, 107-128.

Glaser, B., G. Calhoun, C. Bradshaw, J. Bates, and Socherman, R. (2001). Multi-Observer Assessment of Problem Behavior In Adjudicated Youths: Patterns Of Discrepancies. *Journal of Child and Family Behavior Therapy*, vol. 23, No. 2, pp. 33-45

Hafez, M. M. (2008). Radicalization in the Persian Gulf: assessing the potential of Islamist militancy in Saudi Arabia and Yemen. *Dynamics of Asymmetric Conflict*, 1(1), 6-24.

Hay, C. (2007). Why we hate politics (Vol. 5). Polity.

Hashem M. and Smith S. (2010). Emirati Youth's Level of Addiction to New Information Technology: Opportunities, Challenges/Dangers, And Solutions. *Global Media Journal*, Arabian Edition, Vol. 1, No. 2, pp. 28-48.

Halliru, M. (2013). The Effect of Culture on the Development of Entrepreneurs among the Hausa Ethnic Group in Northern Nigeria. *Journal of Marketing & Management*, 4(1).

Heidar, K. (2006) 'Party membership and participation' in R. Katz and W. Crotty (eds.) *Handbook of Party Politics*, London: Sage Publications, 301-315.

Ijaz, M., Yasin, G., & Zafar, M. J. (2012). Cultural Factors Effecting Entrepreneurial Behaviour Among Entrepreneurs: Case Study of Multan, Pakistan. *International Journal of Asian Social Science*, *2*(6), 908-917.

ILO (2006), Global Employment Trends for Youth, International Labour Office: Geneva.

ILO (2016), Global Employment Trends 2016, International Labour Office: Geneva.

Jaén, I., & Liñán, F. (2013). Work values in a changing economic environment: the role of entrepreneurial capital. *International Journal of Manpower*, *34*(8), 939-960.

Kessler, R., P. Berglund, O. Demler, R. Jin and Walters, E. E. (2005). Lifetime prevalence and age-of-onset distributions of DSM-IV disorders in the National Comorbidity Survey Replication. *Archive of General Psychiatry*, vol. 62, pp. 593-602.

Kew, J., Herrington, M., Litovsky, Y., & Gale, H. (2013). Generation entrepreneur? The state of global youth entrepreneurship. *Youth Business International and Global Entrepreneurship Monitor, Newcastle*.

Klapper, Leora, Raphael Amit, and Mauro F. Guillén. "Entrepreneurship and firm formation across countries." In *International differences in entrepreneurship*, pp. 129-158. University of Chicago Press, 2010.

Kreiser, P. M., Marino, L. D., Dickson, P., & Weaver, K. M. (2010). Cultural influences on entrepreneurial orientation: The impact of national culture on risk taking and proactiveness in SMEs. *Entrepreneurship Theory and Practice*, *34*(5), 959-983

KritiKoS, A. S. (2014). Entrepreneurs and their impact on jobs and economic growth. *IZA World of Labor*.

Meek, W. R., Pacheco, D. F., & York, J. G. (2010). The impact of social norms on entrepreneurial action: Evidence from the environmental entrepreneurship context. *Journal of Business Venturing*, *25*(5), 493-509

Mycock, A. and Tonge, J. (2012) 'The Party Politics of Youth Citizenship and Democratic Engagement', *Parliamentary Affairs*, 65 (1), 138-161.

Norris, P. (2011) *Democratic Deficit: Critical Citizens Revisited* (Cambridge: Cambridge University Press).

Patel, V., A., J. Flisher, S. Hetrick and McGorry, P. (2007). Mental Health of Young People: A Global Public-Health Challenge. *The Lancet*, vol. 369, pp. 1302-1313.

Schulz, W., Ainley, J., Fraillon, J., Kerr, D. & Losito, B. (2010). ICCS 2009 International Report. Civic Knowledge, Attitudes, and Engagement Among Lower-Secondary Students in 38 Countries, Amsterdam: IEA.

SESRIC (2013a), "International Migration in the OIC Member Countries," OIC Outlook Reports, Ankara. http://sesric.org/files/article/465.pdf

SESRIC (2014a), "The Plight of Human Capital Flight in OIC Countries," OIC Outlook Reports, Ankara. http://sesric.org/files/article/491.pdf

SESRIC (2015), OIC Health Report 2015, SESRIC: Ankara.

SESRIC (2016a), Key Challenges of Youth in OIC Countries, SESRIC: Ankara.

SESRIC (2016b), Moving from MDGs to SDGs: Prospects and Challenges for OIC Member Countries, SESRIC: Ankara.

Tabah Foundation, (2016) 'Muslim Millennial Attitudes on Religion & Religious Leadership Arab World Survey'', Tabah Foundation: EAU

Taşpınar, Ö. (2009). Fighting Radicalism, Not" Terrorism": Root Causes of an International Actor Redefined. SAIS Review of International Affairs, 29(2), 75-86.

Tipu, S. A. A., & Ryan, J. C. (2016). Predicting entrepreneurial intentions from work values: Implications for stimulating entrepreneurship in UAE national youth. *Management Decision*, *54*(3), 610-629.

Turker, D., & Sonmez Selçuk, S. (2009). Which factors affect entrepreneurial intention of university students?. *Journal of European Industrial Training*, 33(2), 142-159.

Valliere, D., & Peterson, R. (2009). Entrepreneurship and economic growth: Evidence from emerging and developed countries. *Entrepreneurship & Regional Development*, *21*(5-6), 459-480.

Walters T., Quinn R., & Walters M. (2005), Media life among Gen Zeds. *International Journal of Cultural Studies*, vol.8, No.1, pp. 63-82.

Whiteley, P. (2012) 'Does Citizenship Education Work?' *Parliamentary Affairs*, at http://pa.oxfordjournals.org/content/early/2012/12/13/pa.gss083.abstract.

WHO (2010), Atlas on Drug Use: Resources For The Prevention And Treatment of Substance Use Disorders, Geneva.

World Bank)2007) Youth Policy: Doing it and Getting it Right. World Development Report.

Young K. and de Abreu C. (2010), "Internet Addiction: A Handbook and Guide to Evaluation and Treatment," John Wiley & Sons: New Jersey